LE MONDE RADIO-TÉLÉVISION : 32 pages de programmes et de commentaires

DERNIÈRE ÉDITION



QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - Nº 13598 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 16-LUNDI 17 OCTOBRE 1988

Réalisme portugais

Après plus de six mois de tractations, les deux principaux partis politiques portugais sont parvenus vendredi 14 octobre a un accord sur une révision constitutionnelle qui trace définitivement une croix sur la période agitée qu'a connue le Portugal après la révolution des œillets de 1974. Sonnant le glas des espoirs caressés par une partie de la gauche d'inventer une voie portugaise vers le socialisme, cette révision marque la volonté du Portugal de s'ancrer définitivement dans la réalité européenne.

Le nouveau texte, qui sera bientôt déposé devant le Parlement, a été paraphé par le premier ministre, M. Caraco Silva, président du Parti socialdémocrate, et par M. Victor Constancio, secrétaire général du Parti socialiste. Ces deux formations disposent à elles seules de la majorité des deux tiers des

cet accord permettre à M. Silva d'avoir les mains libres pour angager son programme de dispositions encore en vigueur, la Constitution de 1976 prévoyait notamment l'irréversibilité des nationalisations, l'interdiction des lock-out, le contrôle des commissions ouvrières sur la stion des entreprises, l'expropriation des grands domaines agricoles du Sud.

Dès la publication du texte, les entreprises nationalisées en 1974 et en 1975 pourront être rendues au secteur privé par un simple vote à la majorité. Le principe du monopole de l'Etat sur la télévision sera également aboli. Il est prévu de mettre en place une Haute Autorité de l'audiovisuel de treize membres, qui aura la responsabilité d'autoriser de nouvelles chaînes privées.

名のなる

Les socialistes, qui disposent d'une minorité de blocage au Parlement, ont obtenu un certain nombre de garanties concernant notamment le système électoral. Prétent à M. Caraco Silva l'intention d'instaurer un mode de scrutin majoritaire, qui aurait assuré pendant longtemps, compte tenu du poids du Parti communiste, la préeminence de son parti, ils exigezient et ont obtenu que toute modification de la législation électorale soit liée à un vote à la majorité des deux tiers.

Maigré une opposition de principe des communistes, la nécessité d'une refonte de la Constitution faisait sur le fond l'objet d'un conzensus dans les milieux politiques. L'initiative de la première réforme, qui svait retiré aux militaires la pouvoir de contrôle sur la jeune démocratie, etait d'ailleurs revenue en 1982 à l'actuel président de la République, le socialiste Mario Soeres. Même s'ils ne sont pas toujours d'accord avec le premier ministre sur le menière de procéder, les socielistes sont perfeitement conscients de la nécessité de moderniser l'économie portupaise pour préparer le pays à l'échéance de 1993.



les «inégalités sociales»

Confirmant l'apaisement des esprits, la reprise des cours a eu lieu sans incidents le samedi 15 octobre à Alger, après une interruption de dix jours. Vendredi, les islamistes n'ont pas voulu relancer l'agitation à la sortie des mosquées.

Mais, à Alger, un de leurs chefs a précisé leurs exigences et a dénoncé les inégalités sociales. A Bab-el-Oued, l'imam Ali Belhadj a critiqué l'Etat qui « endort la population en remplissant les magasins ».

ALGER de notre correspondant

La parenthèse ouverte mer-credi 5 octobre est refermée. Les enfants avaient pris la rue. Ils y sont à nouveau. Cette fois, sur le chemin de l'école. Après dix jours d'interruption pour cause d'émeutes et d'état de siège, les établissements scolaires de la wilsus d'Aless cota pour sur le la contratte de la contrat wilaya d'Alger ont rouvert leurs portes. Les élèves étaient des mil-liers samedi matin, blouse sur le dos, à bondir d'un trottoir à l'autre, contraignant les automo-bilistes à jouer simultanément de la pédale de frein et de l'avertisseur. Le samedi est le premier

jour ouvrable de la semaine en

Algérie où le jour de repos hebdo-madaire, comme dans de nombreux pays islamique, est le vendredi, que les plus dévots

consacrent à la prière. Ils étaient peut-être 4 000 à Bab-el-Oued pour écouter l'imam intégriste Ali Belhadj, qui jouit d'une grande réputation. La mosquée Al Sunna (la tradition), bâtiment en éternelle construction et le const tion, est inachevée (1).

FRÉDÉRIC FRITSCHER. (Lire la suite page 3.)

(1) Pour ne pas tomber sous la coupe du ministère des affaires reli-gieuses, une fois terminées, comme le veut la loi, un grand nombre de mos-

Retour au calme après les émeutes Les revendications salariales dans la fonction publique

Les islamistes d'Alger dénoncent Le gouvernement renonce à un plan de rigueur Les syndicats décident une semaine d'action

Les conflits sociaux risquent de se développer dans la semaine du 17 au 22 octobre. La CGT organise une journée nationale d'action le 18 octobre. Les six fédérations de fonctionnaires ont appelé à cesser le travail le 20 octobre. La coordination des infirmières devait se prononcer samedi sur la suite du mouvement (lire page 18). Fort d'une croissance soutenue, le gouvernement, tout en maintenant sa fermeté sur les salaires, renonce pour l'instant à de nouvelles mesures de rigueur.

La passe difficile que traverse actuellement le gouvernement va probablement l'amener à changer

La position du premier ministre est apparemment sans ambiguîté: des hausses de salaires ne seront accordées que dans les cas fla-grants d'injustice, mais, dans l'ensemble, la situation de l'écono-mie française est encore trop fragile pour pouvoir supporter une hausse générale du pouvoir d'achat.

Les infirmières, dont les rémunérations et les conditions de travail sont notoirement insuffisantes, out donc vn leurs revendications satisfaites, partiel-lement tout au moins. Les autres professions du secteur public devraient, au contraire, trouver porte close, malgré les grèves qui ont avoir lieu.

La logique de la rigueur est jusque-là respectée. Elle est issue d'une ligne de conduite arrêtée en 1982-1983 par MM. Mauroy et Delors et qui, jusqu'à présent, grosso modo, a été suivie. La meilleure preuve en est le constat qui a été fait par le Centre l'études des revenus et des coûts (CERC), organisme officiel chargé de suivre l'évolution des

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 15.)

Les facéties du ministre délégué chargé du budget

Michel Charasse le Gaulois

M. Juppé, secrétaire général du RPR, a demandé vendredi 14 octobre la démission de M. Charasse, ministre du budget, que M. Léotard, secrétaire général du PR, compare au Père Ubu. L'un et l'autre accusent M. Charasse d'utiliser l'administration fiscale pour régler des comptes personnels. M. Charasse s'est désendu, vendredi à TF 1, d'avoir menacé de contrôles fiscaux les journalistes de la Cinq à la suite d'un incident qui l'a opposé à cette chaîne de télévision.

par Jean-Yves Lhomeau

« Ils sont rouges et tout couperosés. Ils mangent, ils boivent. Ils sont gais. Ce sont mes amis ». Gourmand, le regard de François Mitterrand s'allume à l'évocation de ses amis auvergnats. Il y a de quoi. Le président de la Républi-



au moins, sur les rives du lac dix-huit ans, dit - l'Arsène ». Chauvet, au fond du Puy-de- organisent tout exprès pour lui Dôme, où les vieux de la vieille, une partie de pêche prétexte à Joseph Planeix, soixante-treize force ripailles. Michel Charasse que leur rend visite une fois l'an, ans, et Arsène Boulay, soixante- en est chaque fois.

A l'origine des temps, ils étaient trois, baptisés (au champagne) les « mousquetaires d'Auvergne » : l'Arsène, Joseph et Fernand. Fines lames, fines gaules et gachettes, fines gueules et grands gosiers. Ils ne sont plus que deux. Fernand Sauzedde. que Joseph et Arsène ont veillé jusqu'à ce qu'il franchisse la ligne de leur cercle, magique d'immortalité, est mort, il y a trois ans. Ces gens-là ont un passé glorieux, tenu discret. Ils ne le sortent de l'ombre que pour mieux parler de Michel Charasse, leur commun « gamin ».

D'origines modestes (Fernand était artisan coutelier, Joseph et Arsène sont allés en classe professionnelle avec « les meilleurs du canton » parce que les vieux maîtres d'école de la République laïque, avaient convaincu leurs parents de pousser un peu leurs études), militants des Jeunesses socialistes dans les années trente, ils sont entrés en résistance pendant l'occupation allemande. (Lire la suite page 8.)

L'opposition et le référendum

Du «oui» de l'UDF à l'abstention du RPR. PAGE 6

Le conflit saharien

Durcissement d'Alger et du Front Polisario. PAGE 3

L'armée rouge et la «perestroïka»

Le bureau politique soviétique s'inquiète du relâchement de la discipline. PAGE 4

Avocats en congrès

M. Arpaillange, la CSA et la recherche d'un consensus sur l'avenir de la profession.

PAGE 9

Le Burkina un an après

Le 15 octobre 1987, Blaise Compaoré succédait à Thomas Sankara. PAGE 3

Régions

Les grands projets de Lyon la nouvelle. PAGE 13

«Grand Jury

RTL-le Monde»

M. Edmond Alphandéry invité dimanche à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 18

Les bagarres autour du film de Scorsese

Commandos de l'inquisition

De Napoléon à Mathuret. L'évolution de notre code avil.



En librairie le 14 octobre 1988 55F.

délinquance que de la foi, du code pénal que de l'Evangile. A moins qu'il faille considérer cette foi comme indépendante du message évangélique où. qu'on le sache, le recours à la force et à la contrainte est présenté comme ayant été exercé contre le Christ, et non par lui. Les nostalgiques de la chré-

tienté bottée, les maniaques de l'inquisition au ras du trottoir, n'ont que faire de la tolérance, par définition. Et peut-être même par une pethologie de l'esocit.

l'image du Christ, « coups de

poing américains » à l'appui, rejève plus clairement de la

On ne répêtera pourtant jamais assez que la liberté de création et d'expression implique, en l'occurrence, la liberté de voir ou de ne pas voir le film

Les musclés de la « conviction » ont encore frappé, vendredi soir, à Lyon. Défendre de Scorsesa. De même est-on libre, dans ce pays, de lire ou de ne pas lire les libelles inténe pas lire les libelles intégristes, d'assister ou pas aux meetings de Jean-Marie Le Pen, etc. La liberté englobe aussi celle de protester, si l'on y tient, contre la vision humaine - trop humaine ? - du Christ donnée par le film, mais pas audelà d'une expression de ce sentiment.

Les commandos des files d'attente prennent rang dans la cohorte des égarés de la certitude dont les méfaits jalonnent l'histoire comme un sinistre fil noir. Il appartient à ceux qui, en conscience, ont protesté contre le contenu du film, de protester maintenant, aussi haut et aussi fort, contre les entraves délictuelles à sa diffusion.

Br. F. (Lire nos informations page 9.)

A L'ETRANGER: Algèria, 4.50 DA; Marca, 6 dx.; Turinia, 700 ca.; Albragoa, 2.50 DM; Aumicha, 20 cab.; Selgiqua, 40 fz.; Corneda, 1,75 \$; Artilias/Réunico, 7,20 F; Côta-d'hoira, 315 F CFA; Dansmark, 10 kz.; Espagoa, 175 pea.; G.-B., 60 p.; delen. 160 dz.; Francia, 50 p.; Italia, 2 000 L; Libye, 0,400 DL; Lictembourg, 40 fz.; Hornigal, 150 esc.; Sánágal, 335 F CFA; Suida, 14 ca.; Sánaga, 1,50 \$; USA (West Coset), 2 \$.

Dates

Le Monde

7. RUE DES ITALIENS, Tél. : (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

André Fontaine, cteur de la publication Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société Société civile

- Les rédacteurs du Monde -,
Société anonyme
des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreorises MM. André Fontaine, géra et Hubert Beuve-Méry, fonda

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédocteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Monttestuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

nmission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.



ABONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél.: (1) 42-47-98-72

Tell	FRANCE		SUISSE	
3	354 F	399 F	584 F	687 F
6	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9	954 F	1 089 F	1 404 F	1952F
lm	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER: Par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner

RENVOYER CE BULLETIN

accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO

Chargements d'adresse éfficielés ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière hande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE**

6 mais 9 mais

	Ц	Ц
Nom:		
Prénom:		
Adresse:		
Code postal:		

Localité:

Pays : ce d'écrire

Il y a deux cents ans

L'abbé Grégoire, « régénérateur » des juifs

N 1785, la Société royale des sciences et des arts de Metz avait proposé un utile et le moins encombrant ». En 1786, elle demandait aux auteurs de dire comment assurer la conservation des bâtards et en retirer une plus grande utilité pour l'Etat ». Le sujet prévu pour 1787 change quelque Le sujet prévu pour 1787 change quelque peu. Il s'agit cette fois de répondre à la question suivante : « Est-il des moyens de rendre les julfs plus utiles et plus heureux en France? » Neuf concurrents se trouvent en présence, dont l'abbé Grégoire, qui fera partie, en 1788, des cinq finalistes, une fois le concours repoussé afin que les candidats miscart capit et en fliera leur présence. puissent revoir et améliorer leur mémoire.

Le 25 août 1788, il y a deux cents ans, le résultat tant attendu est enfin proclamé : Thiery, avocat à Nancy, Zalkind Hourwitz qui signe « fuif polonais », et ensin l'abbé Grégoire sont tous trois proclamés vain-queurs. Fidèle à la cause de l'émancipation des juifs en faveur de laquelle il s'était déjà prononcé en 1785 lors d'un sermon dans son église de Lunéville, au moment de l'inauguration de la première grande synagogue auto-risée en Lorraine, Grégoire prend courageu-sement leur défense alors qu'ils sont l'objet d'un ostracisme complet et subissent en per-manence des humiliations sans nombre, soumis qu'ils sont à de fortes taxes particulières et innombrables qui les maintiennent dans la pauvreté, à des réglementations draconiernes qui limitent leurs déplacements, les enferment impitoyablement dans d'étroits ghettos, les empêchent de se rendre acquéreurs de la terre pour devenir agriculteurs ou d'exercer la plupart des professions, les marquent encore, par exemple, par des contraintes vestimentaires qui les mettent au ban de la société chrétienne.

Un grand c orgueil >

Pour Grégoire, dans son célèbre Essai sur la régénération physique, morale et politi-que des juls (1), qui représente un moment décisif de l'histoire de leur émancipation, la solution est claire : au siècle des Lumières, il est grand temps de « régénérer » les juis afin qu'ils puissent devenir à leur tour des toyens. Adepte fidèle de la philosophie du droit naturel, il entend s'attacher à relever les iuifs des vices dans lesquels ils ont nécessairement sombré de par le mode de vie que leur impose depuis si longtemps une société chré-tienne si peu fidèle à ses propres principes originels. Rejetant l'antisémitisme foncier d'un Voltaire ou d'un Holbach, il retrouve l'inspiration de Montesquieu pour accuser le climat ou encore les conditions sociales de la déchéance dans laquelle, d'après lui, les juifs sont réellement tombés. Il suffit, en qu sorte, de leur apporter les lumières et la rai-son, pour les régénérer. A ses yeux, il s'agit d'une tâche urgente car, de son propre aveu, les juifs, qu'il connaît bien dans son Alsace natale, sont tombés bien bas.

La description qu'il nous en donne est plus qu'apocalyptique : ils sout, observe-t-il, • les plus ardents à se multiplier », ils « pullulent » et vivent « dans ces tristes réduits que fermente sans cesse un air pestilentiel et très propre à répandre ou même à causer des épidémies... » « Croirait-on qu'à Metz, souligne-t-il, la synagogue a dressé procès-verbal et voulu intenter action judiciaire contre quelques juifs coupables du crime abominable de vouloir être propres. » Leur dépravation morale » est entière même s'ils conservent un grand « orgueil » dans leur complet « avilissement ». En un mot, ils ont rarement pu s'élever au niveau des autres à la dignité d'humains ». Grégoire, qui va désormais faire figure d'ardent défen-seur des juifs, considère pourtant que ceux-ci « sont des plantes parasites qui rongent la substance de l'arbre auquel elles s'atta-chent ». De cette manière, ils sont parvenus à réduire « beaucoup de chrétiens à la mendi-cité » par leur pratique de l'usure.

La cause est ainsi entendue : mais comment peut-on des lors leur apporter les pré-cieuses Lumières ? Il faut d'abord « extirper cet espèce d'argot, ce jargon tudesco hébraico-rabbinique dont se servent les juifs allemands qui n'est intelligible que pour eux et ne sert qu'à épaissir l'ignorance ou à masquer la fourberie ». Il faut aussi combattre les « réverles talmudiques » qui constituent « un cloaque où sont accumulés les délires de l'esprit humain » et briser leurs rites et traditions religiouses » burlesques » qui ne sont en définitive que « vétilles ». En 1806 encore, constant dans son jugement, Grégoire estime toujours que « leur Encyclopédie est

le Talmud... grand ouvrage (qui) contient des paillettes d'or égarées dans la sange ».

En jacobin déjà conséquent, Grégoire entend recourir aux méthodes les plus expéditives pour mettre un terme à de tels errements et rendre les juifs beureux et utiles. A l'instar des futures pratiques jacobines cen-tralisatrices et réductrices de tous les particularismes qui n'hésitent pas à recourir à la contrainte la plus extrême pour briser toutes formes de vie communautaire fondée sur des traditions et des valeurs considérées com anachroniques au siècle de la raison, l'abbé Grégoire propose dès à présent de « fondre (les juifs) dans la masse nationale, au point d'en faire des citoyens dans toute l'étendue du terme », de « les isoler, de rompre, autant que faire se pourra, toute communication entre eux » pour parvenir à une véritable « dissolution des communautés juives ». Cela fait, reste encore à s'attaquer aux esprits. Selon les préceptes des philosophes, pour - régénérer - les juis, rien ne vaut l'action irrésistible de l'éducation : Emparons-nous, conseille Grégoire, de la génération qui vient de naître, de celle qui court à la puberté » et dirigeons-la vers les écoles de l'Etat : si l'on agit avec « affabilité », ces enfants « recueilleront, me

ment les liquider physiquement ou les expul-ser d'une société française foncièrement

En réalité, Grégoire entend, par l'appel à la raison, faire d'eux des catholiques, analogues à tous les autres Français, alors que Drumont refuse l'idée de leur possible conversion. Ce que Drumont ne parvient pas à comprendre, c'est que l'abbé Grégoire demeure un homme des Lumières qui croit en la nature humaine; ce qu'il ne sait pas, c'est encore que Grégoire, fortement influencé par le jansénisme et les doctrines millénaristes de son temps, tourne ses regards vers l'Ancien Testament car, en tant que « chrétien républicain », il attend de la conversion des juifs la preuve de la possible régénération de l'Eglise catholique capable enfin de se réconcilier avec la République. Les Lumières doivent ainsi convaincre les juifs de rejoindre les chrétiens républicains au lieu de les exclure d'une société organique telle que la conçoivent les conservateurs de tout poil, de De Bonald à Drumont. · L'entière liberté accordée aux juifs, remarque Grégoire, sera un grand pas en avant pour les réformer, les régénérer et, j'ose dire, pour les convertir », avant d'ajouter, dans son ouvrage postérieur, l'Histoire des sectes

vouloir, des idées saines qui seront le contrepoison des absurdités dont on voudrait les repaître au sein de leur famille ». Pour vaincre les « préjugés » et assurer l'identité nationale, rien ne vaut le civisme linguistique qui assure la régénérescence de la France sauvage. On reconnaît là les thèmes que l'abbé Grégoire développera plus tard, pen-dant la Révolution, dans son Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue francaise. La logique demeure la même : le yid-disch comme tous les patois doit passer à la guillotine afin que naisse enfin l'homme nou-

Un homme des Lumières

Ayant noté avec quelle virulence l'abbé Grégoire critique les juifs, Drumont, un siè-cle plus tard, dans la France juive, a interroge « quant à l'idée d'un homme qui dit : « Voilà la peste, je demande qu'on l'inocule au pays tout entier », elle rentre dans ces conceptions qu'il m'est impossible de com-prendre ». En forçant à peine la caricature, on pourrait presque dire que le constat de l'abbé Grégoire, l'émancipateur, et celui de Drumont, l'antisémite acharné, sont presque identiques ; seules les solutions qu'ils préconisent diffèrent. Le premier veut régénérer les juis pour mettre sinalement à nu l'homme en eux tandis que le second entend tout simplereligieuses, « par nos væux, notre tendresse tons le moment où, réunis sous l'étendard de la croix, dans le même bercail, ils [les juifs] confondront avec nous leurs adorations au pied du même autel ».

Courageusement, faisant face aussi bien à l'hostilité de dignitaires de l'Eglise qui l'accusent d'avoir transformé son diocèse en une « petite synagogue » et qui combattent violemment, appuyés surtout par des dépurés de l'aristocratie, toute amélioration du statut des juiss par la Constituante, qu'à celle, tout aussi vive, de révolutionnaires comme Camille Desmoulins ou encore à l'indiffé-rence d'un Marat, l'abbé Grégoire intervient plusieurs fois dans les assemblées révolutionnaires en faveur de l'accession des juiss à la citoyenneté. Grâce à lui, une délégation de juifs alsaciens est reçue par l'Assemblée nationale le 14 octobre 1789 et Berr Isaac Berr qui en est le dirigeant incontesté y prend pour la première sois la parole « au nom des malheureux descendants du plus ancien de tous les peuples ». On connaît la suite : en décembre 1789, l'Assemblée discute de la question de l'éligibilité des non-catholiques dans les municipalités et, à cette occasion, dans la même perspective que celle de Grégoire, le comte de Clermont-Tonnerre prononce la célèbre phrase : « Il faut refuser tout aux juifs comme nation dans le sens de corps constitué et accorder tout aux juifs comme individus. » Malgré l'appui de Robespierre, rien n'y fait, l'hostilité de l'Assemblée reste trop sorte et il faudra attendre, après bien des débats, le décret du 27 septembre 1791 qui accorde enfin une émancipation et n'est pourtant que la consé-quence logique de la Déclaration des droits de l'homme. Alors même qu'ils participaient déjà, par exemple, à Paris, à la garde natio-nale et sont aussi nombreux à combattre dans les rangs des armées révolutionnaires, l'Assemblée accorde finalement aux juifs, comme à tous les Français, le droit de prêter le serment civique.

Jacobin convaincu

Dans son diocèse de Lunéville, comme durant les débats révolutionnaires, l'abbé Grégoire s'est donc montré un fidèle défenseur de l'idée de la possible régénération des juifs accédant enfin aux Lumières. Comme il n'hésite pas à recourir explicitement à la contrainte en usant de la « tutelle de l'Etat », il fait figure de jacobin convaincu refusant la survie, dans le cadre républicain, de particularismes que Mirabeau accepte volontiers dans son propre essai Sur la réforme politique des juis; pour lui « toute société est composée de petites sociétés privées. Oue le chrétien et le circoncis, soit juif, soit musulman, s'écartent les uns des autres, le grand et noble emploi du gouvernement consiste à faire en sorte que chacune de ces divisions tourne au profit de la plus grande

Respectueux lui aussi des différences, Mirabeau considère comme des « calom nies » les reproches adressés à la religion juive et, à propos de ses rites particuliers, s'interroge en se demandant - quelle religion n'en a pas? ». C'est dire qu'une autre voie était possible, lourde elle aussi peut-être de difficultés futures dans une société encore traversée par tant de conflits sociaux et idéologiques, pour marcher vers l'émancipation, plus attentive au maintien des spécificités culturelles ou encore régionales, que l'abbé Grégoire comme les jacobins - à la suite de la monarchie absolue elle-même - n'out eu de cesse de vouloir réduire en ayant recours à l'action constante et minutieuse de l'Etat au nom d'une vision plus universaliste de la société et d'une conception peut-être plus strictement rationnelle de la liberté. Dans de telles circonstances réductrices des diversités, la Révolution s'est montrée peut-être proche d'une « démocratie totalitaire ». Et c'est pour cette raison qu'un certain nombre d'historiens juifs ont souligné le coût extrême de ce processus d'émancipation qui risque de faire disparaître, à l'instar de tous les autres particularismes, la spécificité juive. Avec plus ou moins de véhémence, ils ont remis en question l'œuvre de l'abbé Grégoire et le franco-judaïsme en général qui a su si parfaitement assimiler en laminant, selon l'expression de Simon Dubnov, son moderne apôtre, la - nation juive ». Reste qu'à l'enthous absolu à l'égard de la dimension régénéra-trice de 1789, à sa remise en question non moins complète, semble succéder peu à peu, de notre temps, la mise au jour, par-delà les simples discours, de la réalité toujours vivante de certains particularismes qui, à travers les tempêtes et les enthousiasmes du dixneuvième siècle et de l'époque contemporaine, ont su plier sans pour autant disparaître. Les véritables conséquences de l'entreprise de « régénération » mise en œuvre par l'abbé Grégoire sont encore à

PIERRE BIRNBAUM.

(1) Ce texte a été réédité, de même que les deux antres mémoires ainsi qu'un grand nombre d'adresses et de pétitions en faveur des juifs ou qui leur sout au contraire hostiles, par les Editions d'histoire sociale, en 1968. L'Essui de Orégoire de mantire à manuelle à suppose au succession préface de vient de paraître à nouveau, avec une préface de Robert Badinter, chez Stock. Un certain nombre Robert Badinter, chez Stock. Un certain nombre de textes inédits de Grégoire, dont l'un porte également sur les juifs, sont adssi récemment publiés, sous le titre l'Abbé Grégoire, évêque des Lumières, aux Editions France-Empire, avec une introduction plus générale de Franck Bowman. L'étude la plus récente et la plus solide sur l'abbé Grégoire et les juifs est celle de Paul Catrica, « L'abbé Grégoire, ami de tous les hommes et la régénération de juifs », dans Mélanges de science religieuse, XXXVI, 1979. Sur l'émancipation des juifs durant la Révolution française et le rôle de ifs durant la Révolution française et le rôle de Julis aurant la Révolution française et le rôle de l'abbé Grégoire, voir sous la direction de Bernhard Blumenkranz et Albert Soboul, les Julis et la Révolution française, Privat, 1976, et, en particulier, la longue contribution de François Delpech, de même que David Fenrweker, l'Emancipation des juijs en France, A. Michel, 1976.

"GRAND JURY" RTL- Le Monde dimanche 18 h 15 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE et Erich IZRAELEWICZ (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

مكذا من الأعل

des juifs

policienter and its area T. milliobring THE PROPERTY OF STREET whereas in the second The State Class Same . . AND THE RESERVE Sept fin biert munte . See See See There to be Service Commence of the 🐞 🗯 🗸 Tarak 🖺 🔒 💮 Tarak

Jacober Officers

Deposit Arm of Arms . Appellate Albert American विश्वविद्वारक्षिण हा प्रकार अन्य १००० man de l'este le la la la mily prophysics as all a say a fire well in the last 14 may 2, 22 (25 (25) appropriate in the control of MANAGEMENT TO SERVICE Minimum Park Comment marketic in the second address of the control of the contro Miller Brigging Work Co. w griger as in a . Management in our feat .

against the contract the Belof 1271 1 September 2 1999 1999 Apple \$ res to a -· Later Commission A 200 March 2 An agency A. with Finnis --make 1 in Name of the Paris MARINE MORPHOTON

duect su

NEW-YORK de notre correspondant A quelques jours du débat annuel sur les affaires de décolo-nisation, la majorité des déléga-tions s'affirment « déçues » par le durcissement de l'attitude de l'Algérie à l'égard du processus engagé par les Nations unies en faveur d'une solution pacifique du

conflit du Sahara occidental. La déception des délégations est doublée d'une certaine surprise de voir Alger remettre en cause une partie des acquis de la décrispa-tion intervenue récemment entre l'Algérie et le Maroc. Le durcissement a été esquissé dans le discours annuel de l'Algérie devant l'assemblée générale, prononcé la semaine dernière par

le ministre des affaires étrangères, M. Taleb Ibrahimi. Tout en rendant hommage à l'esprit de coopération manifesté par ses partenaires maghrébins, M. Ibrahimi a rappelé deux exigences du Front Polisario, à savoir la nécessité de procéder à des négociations directes entre Rabat et les Sahraouis et l'obligation d'assurer la tenue d'un référendum . sans contraintes administratives ou militaires ».

Le projet de résolution que l'Algérie s'apprête à déposer sur le burean de l'assemblée insiste, au-delà de toute attente, sur la validité des prises de position de l'OUA – celles qui avaient motivé le retrait du Maroc de cette organisation.

Eu égard à la décision du secré-taire général de l'ONU de ne pas exiger de négociations directes -Je ne demanderai jamais ce que je sais pertinemment impossi-ble » – et d'accepter une certaine présence de l'administration et de l'armée marocaines pendant le scrutin, l'insistance algérienne est perçue comme un retour en arrière. D'ailleurs, le rapport annuel de M. Pérez de Cuellar, a dû être modifié en catimini, afin de prendre en compte l'évolution de l'attitude d'Alger. Alors que la première version faisait état de acceptation, par les deux parties, des propositions formulées par l'ONU au mois d'août (le Monde, Le conflit saharien

Durcissement d'Alger et du Polisario et déception des Marocains

Polisario, la négociation sur ces propositions, une deuxième version réduisit la portée de l'accord à « l'un ou l'autre des éléments dont les parties sont convenues en principe ». Antrement dit, l'Algérie a fait savoir qu'elle ne considérait pas les propositions déjà acceptées comme un cadre suffi-sant pour un accord global et complet. Il reste, selon la délégation algérienne, plusieurs points à éclaircir, notamment les questions relatives à la négociation directe devant précéder le cessez-le-feu, à la présence marocaine au Sahara occidental pendant le scrutin et au cadre légal qui sera appliqué lors de la campagne pour le réfé-rendum, le Front Polisario exigeant l'abrogation du code légal

marocain et le retour à la loi coloniale espagnole. Côté marocain, où l'on refuse d'envisager un quelconque contact officiel avec le Front Polisario, de même que l'abandon du territoire avant le référendum, la déception est évidente. « Le projet de résolution ignore le plan de paix de l'ONU et vise en fait à empêcher sa mise en œuvre, en proposant de nouveau un cadre vétuste et inopérant qui a mené déjà, dans le passé, la question du Sahara occidental à l'impasse », écrit l'ambassadeur Driss Slaoui dans un document distribué à l'attention des délégations. Selon M. Slaoui, « il est impératif de laisser au plan de paix de l'ONU toutes ses chances pour parvenir à l'objectif final, celui du référendum d'autodétermination », au moment précis où « la mission de bons offices vient de franchir une étape décisive et

Au secrétariat général, on n'est pas loin de penser la même chose. Les responsables du projet ne cachent pas leur irritation devant les exigences algériennes. Négociations directes? « Allons, allons, bougonne un collaborateur de M. Pérez de Cuellar, le Maroc et le Front Polisario se sont déià rencontrés, discrètement, à plusieurs reprises ; ce n'est pas cela qui leur a permis d'avancer... Ce qu'il faut avant tout, c'est la volonté politique », conclut-il en secrétaire général de ne pas rou- d'influence qui se déroulent à nuera », conclut M. Moustapha. vrir, malgré les réserves du Front Alger finiront par donner raison à

ceux qui préfèrent le plan de l'ONU.

Allant plus loin encore que l'attitude de l'Algérie ne l'avait laissé prévoir, le Front Polisario a confirmé, le vendredi 14 octobre, ce durcissement à l'égard du plan de paix de l'ONU. Les conditions posées par une délégation du mouvement reçue par M. Pérez de Cuellar paraissent devoir, à première vue, anéantir une partie des espoirs soulevés, hâtivement sans doute, par le rapprochement entre le Maroc et l'Algérie.

Les conditions des Sahraouis

Selon le chef de la délégation sahraouie, M. Béchir Monstapha, seuls deux points du plan de paix auraient été acceptés par les deux parties : la validité du recensement des populations effectué en 1974 par l'Espagne - à l'époque puissance tutélaire du territoire et la formulation de la question qui sera posée lors du référendum Souhaitez-vous l'indépendance ou le rattachement du ter-ritoire au Maroc? »). Cinq autres problèmes resteraient à négocier : 1) la présence de l'armée marocaine avant et pendant le référendum;
2) le rôle de l'administration

marocaine; 3) le sort des « colons » marocains installés sur le territoire; 4) l'abrogation du code légal marocain et son remplacement par la loi coloniale espagnole; 5) négociation directe entre le Front Polisario et le Maroc, « question-clé ».

Selon le Front Polisario, les pernnes reconnues comme étant d'origine sahraouie devront être admises à séjourner librement dans le territoire pendant ces six mois, de même que les forces militaires marocaines et sahraovies Les troupes devraient être limitées à sept mille hommes des deux côtés et stationnées dans des localités proches du mur de défense, a dit M. Moustapha. Le Front Polisario souhaite cantonner ses troupes à Guelta Zemmour, à Hausa, à Mahbès et à Aousserd. Si nos conditions ne sont pas satisfaites, la guerre conti-

CHARLES LESCAUT.

Retour au calme en Algérie

Les islamistes dénoncent « les inégalités sociales »

(Suite de la première page.)

Elle n'a aucun attribut extérieur particulier. Sans minaret, elle offre une façade grise et rouge de béton et de brique. Construite sur plusieurs étages, comme un simple immeuble d'habitation, elle est déjà trop exigue pour accueillir les disciples d'Ali Belhadj. Ils viennent sou-vent de loin pour prier avec lui, traversant tout Alger à pied. Cer-tains arrivent même de province, en taxis collectifs ou en autocars affrétés pour l'occasion.

Les derniers arrivés se contenteront de la rue. Le quartier est bouclé. Les milliers de fidèles ont déplié leur petit tapis de prière. Nombreux sont ceux qui portent la djellaba ou l'abbaya. Certains arborent fièrement une barbe fournie, symbole de l'intégrisme,

Suspension de la livraison de fourgons anti-émeutes via Marseille

La livraison des huit fourgons anti-émentes, qui devaient quitter, jeudi 13 octobre, le port de Marseille pour l'Algérie, « a été reportée à une date ultérieure, à la demande a une ause unerteure, a in une annual du destinataire, le gouvernement de ce pays », 2-t-on appris, vendredi, auprès da transituire marsellais. Selon ce detuier, la société Hesnault, ces fourgons faisaient partie d'un contrat pour la fourniture d'un certain nombre de véhicules, allant des voitures de tourisme aux fougons en passant par des camions ». La livraison était prévue bien avant que n'éclatent les

émentes en Algéria. Les huit véhicules, de fabrication Mercedes, en provenance de RFA et en transit international à Marseille, devaient être unbarqués à bord du Teleghma, un cargo de la Compa-guie nationale algérienne de naviga-tion (CGNAN).

femmes aussi sont là. Elle se serrent à l'endroit qui leur est assigné, mer de voiles blancs, hors d'atteinte des regards masculins.

 Allahou akbar », après les versets sacrés du Coran, le prêche tant attendu commence. « Le pain n'est pas tout ce que nous vouions. Nous sommes vivants, et nous défendons notre religion », affirme l'imam d'une voix posée, critiquant l'Etat qui « endort et drogue la population en remplissant les magasins ». En compa-rant la politique des autorités à celle de la France coloniale, Ali Belhadj insiste : « Ne vous dites pas que le peuple s'est calmé et qu'il n'a besoin que de pain. » Auparavant, il avait assuré les fidèles que leurs revendications avaient bien été transmises au président Chadli, qui l'a reçu le 10 octobre en même temps que deux autres dignitaires religieux : Cheikh Mahfond, imam de Blida et Cheikh Sahnoun, de Kouba.

Il fallait bien en parler. Ali Belhadj a affirmé que la manifestation pacifique du hundi 10 octobre, entre Belcourt et Bab-el-Oued, qui s'est soldée par la mort d'une trentaine de personnes sons les balles des forces de l'ordre, n'était pas e manipulée .. « Nous avons fait cette marche pour la défense du Coran, pour les martyrs et contre la répression », a-t-il dit, en précisant que la manifestation avait été autorisée par la police. Il a violemment dénoncé les inégalités sociales, et « la politique erronée du gouvernement qui a exacerbé le clivage ». « Les riches deviennent plus riches, les pauvres, plus pauvres, a-t-il constaté. Cette politique n'est pas celle du peuple. Le peuple vient de se faire

et sont coiffés de l'arakia, la entendre pour exprimer sa doucalotte blanche traditionnelle. Les leur et annoncer l'heure du changement (...) Nous serons toujours avec le peuple, et nous soutiendrons ses revendications. »

La dispersion des fidèles dans les petites rues du quartier popu-laire de Bab-el-Oued s'est déroulée sans incident. Seuls quelques pétards allumés par une poignée de galopins troublaient la quiétude de ce vendredi, somme toute, bien ordinaire. Le Mouloud est proche (2). Et les enfants fêtent l'anniversaire de la naissance du prophète Mahomet dans la joie et le bruit. Les pétards, ersatz de baroud (3), sont bien évidem-ment interdits. Le ministère de l'intérieur vient de le rappeler par d'impératifs communiqués, mais nn Mouloud sans pétards, c'est comme un Noël sans Père Noël.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(2) Cette année le 23 octobre. (3) Simulation de combat, à grand afort de coups d'escopette et de pou-

 Une déclaration de personnalités. — Mº Jean-Jacques de Felice, Mº Gisèle Halimi, Léo Mata-rasso, Mº Antoinette Mallia, Mº trène Terrel, Madeleine Rebérioux, Bernard Ravenel, Maxime Rodinson, Pierre Vidal-Naquet, Claude Bourdet ont singé la déclaration suivante : « Ayant toujours pris position pour le droit à l'indépendance du peuple droit à l'independance du peuple algérien, les signataires dénoncent l'atroce répression exercés par le pouvoir algérien et ses forces armées contre le peuple algérien et sa jeu-nesse. Ce n'est pas par la répression que seront réglés les proclèmes nés de la faim, du châmage, des inéga-inés criantes et de la corruption. Les soussignés, pleinement soliciaires des victimes, exigent au nom des droits de l'homme la cessation immédiate de la répression et la reconnaissance des droits et libertés démocratiques du peuple algérien. >

BURKINA: un an après l'assassinat de Thomas Sankara

« Pour nous, il n'a jamais été question de socialisme » nous déclare le président Compaoré

Le 15 octobrere 1987, Thomas Sankara était assassiné à l'occasion d'un coup d'Etat dans l'ancienne Haute-Volta, C'était la fin d'une révolution, souvent brouillonne. meis qui avait fait naître certains espoirs dans la jeun africaine. Notre envoyé spécial s'est entretenu avec son sucur, artisan du putsch, M. Blaise Compaoré.

OUAGADOUGOU de notre envoyé spécial

Le « beau Blaise » pour les élé-gantes de Ouagadougou, « Brutus » pour ses ennemis, qui évoquent son rôle joué lors de l'ass Thomas Sankara, le 15 octobre 1987. « Une énigme, un homme-miroir qui se contente de refléter ce que dit son interlocuteur », selon un

Blaise Compaoré, le nouveau chef de l'Etat burkinabé, continue à intriguer (le Monde du 14 septembre). A trente-six ans, celui-ci aveit tellement vecu dans l'ombre envahissante, s'il en est - de Thomas Sankara que l'on aveit fini par l'oublier, jusqu'à ce que les procteurs se braquent de nouveau sur kui, il y a un an. On avait même fini par oubliar que c'était lui, en fait, qui ait été l'élément déterminant de la « révolution » d'août 1985. A la tête des paras-commandos de Pô - l'élite de l'armée, - qui lui vouent une admiration sans borne, n'avait-il pas « offert » le pouvoir à

Ce fils de chef mossi - ce lignage importe, - marié à une lvoirienne nièce du président Houphouët-Boigny - cela compte aussi, - a réussi à faire de sa discrétion une arme efficace. Une discrétion qui lui permet de passer tantôt pour un pragmatique efficace, tôt pour un doctrinaire pur et dur. Ainsi, alors que les trois autres

capitaines du putsch d'août passaient leur temps à sillonner les campagnes pour expliquer la révolution, Blaise Compaoré, lui, se tai-

∢ Petit frère et en même temps protecteur » de l'ancien président, il avait connu celui-ci en 1978 lors d'un stage à Rabet. Depuis, les deux hommes ne s'étaient pratiquement pas quittés. « Ce que je sais, Blaise le sait, et ce qu'il sait, je le sais », confiait Sankara à Jeune Afrique, poursuivant : « Le jour où vous apprendrez que Blaise prépare un coup d'Etat contre moi, ce ne sera pes la peine de charcher à vous y opposer ou même à me prévenir. Cele voudre dire qu'il est trop tard et que ce sera imparable. » Un an après la mort de «Thomas» comme l'appelle aujourd'hui encore Compaoré, - ce demier s'est, semble-t-il, remis du choc que lui avaient causé les événe d'octobre, gardant sans doute pour lui seul la véritable explication du

« Développer le capitalisme »

« Thomas Sankara, explique- t-il, a posé un certain nombre d'actes. Certains en faveur du peuple, d'autres contre lui. Si aujourd'hui nous le réhabilitons, il est sûr qu'il n'y aura plus beaucoup de monde avec nous. Car les gens ont souffert. »

Les critiques contre l'ancien président, qu'il formule sans agres apparente, sont nombreuses: d'abord, son « volontarisme », « cette manière de régler les questions économiques de manière mécanique, sans tenir compte des réalités ». Que reste-t-il du socialisme? « Notre révolution, répondil, se déroule dans un cadre bourgeois. Notre objectif, c'est la croissance. Nous avons besoin d'un développement du capitalisme. Mais

ca capitalisme ne doit pas se faire au détriment du peuple. Pour nous, il n'a jamais été question de socie-

Sourire lorsqu'on lui parle d'« ouverture ». « Vous le savez bien, l'ouverture, ce n'est pas facile. On ne sait pes très bien jusqu'où l'on peut ouvrir tout en meitrisant l'apparail. Mais tous les éléments du peuple doivent jouir de la liberté de pouvoir s'organiser dans le cadre de lutte anti-impérialiste. Cette liberté n'appartient pas seulement aux

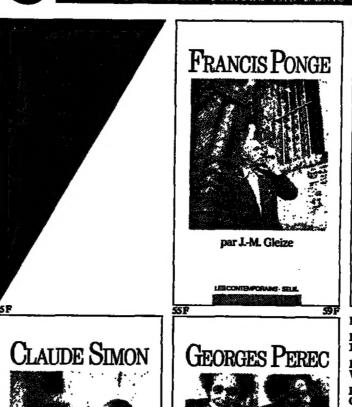
Compte-t-il organiser un jour des élections libres ? « Nous sommes encore dans une phase de restructuration. Le moment venu, le congrès aure un grand débat sur la politique intérieure. » Pourquoi n'avoir pas critiqué la précéd gestion du vivant de Sankara ? « Le premier responsable [lè, il ne dit plus (Thomas »] a toujours brisé les cadres organisationnels pour empêcher que les critiques arrivent au

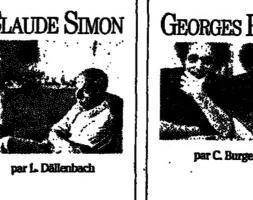
Demiers examples, enfin, de son talent de diplomate : « Notre abs-tantion è l'ONU (à propos de la Nouvelle-Calédonie] ne devrait pas donner à penser que nous soute-nors un fait colonial. Mais, si le gouvernement français fait des efforts en faveur de l'autodétermination, nous ne pouvons que le sou-

met franco-efricain de Rabat, alors que le Burkina « boude » ces réu-1983 ? « A priori, nous sommes plutôt contre ce genre de réunion. car nous ne savons pas très bien à quoi elles servent. Mais le Burkine ne veut s'exclure d'aucun des forums où l'on peut discuter de questions importantes. Nous vou-lons y faire entendre notre point de vue. Il faut que ces discussions permettent de poser des problèn de tirer des conclusions. »

JOSÉ-ALAIN FRALONL

PETER HANDKE





par C. Burgelin



UNE NOUVELLE COLLECTION DE MONOGRAPHIES EN POCHE



MOSCOU

de notre correspondant

Le relâchement de la discipline dans les armées soviétiques préoc-cupe suffisamment les dirigeants soviétiques pour qu'ils aient, ven-dredi 14 octobre, solennellement fait état du problème, tout en se félicitant du « courage » manifesté par les soldats, tant en Afghanistan que lors de la catastrophe de Tchernobyl. Au lendemain de sa réunion nebdomadaire, le bureau politique a exprimé sa « grande inquiétude » devant la « lenteur » avec laquelle s'effectualt une reprise en main qu'avait déjà réclamée le comité

A en croire le communiqué officiel, le bureau politique s'est notamment inquiété des cas de refus de satisfaire aux obligations militaires, des violations du règlement des armées dans les relations entre soldats, des détériorations de matériel de combat, de la persistance du - formalisme - dans l'éducation politique des troupes et du manque

de contacts directs entre les officiers

Ce sombre tableau dressé, la direction du ministère de la défense et la direction politique principale de l'armée et de la marine ont donc reçu instruction de prendre des « mesures supplémentaires » pour « extirper ce phénomène négatif ». Quant aux communistes de l'encadrement - autant dire l'encadrement tout court, - ils sont, eux, appelés à veiller au strict respect du règlement et à favoriser un « perfec-tionnement plus actif de la direction

ser aux jeunes recrues avaient ain L'hiver dernier, au moment où écla-

Ouverture du débat sur la légalisation du droit de grève

MOSCOU

de notre correspondant

Le président du Conseil central des syndicats soviétiques, M. Chalaev, vient de se prononcer en faveur d'une « réglementation » du droit de grève — c'est-à-dire, en pratique, de sa légalisatiton. Si rien dans les lois de l'URSS n'interdit, en effet, le recours à la grève, rien ne l'autorise non plus; et ce vide juridique per-met de concilier l'exaltation théorique de la grève comme instrument d'émancipation de la classe ouvrière et son absolue condamnation dans la

Tout forme de réglementation füt-elle, comme c'est probable, très restrictive - constituerait une pro-fonde révision idéologique. Elle impliquerait une reconnaissance de la réalité des contradictions sociales et de la nécessité de les maîtriser en leur offrant des canaux légaux II s'agit d'une conséquence logique de l'introduction des réformes économiques, dont on sait qu'elles provoqueront inévitablement de fortes ten-

a d'ailleurs préféré les colonnes de Moscou Soir, le quotidien populaire de la capitale, à celles plus officielles d'un des grands titres de la presse. Le grand public aura pu, de cette manière, apprendre de la bou-che du président des syndicats qu'on pourrait citer plusieurs exemples de grèves récentes et qu'il faut élaborer une réglementation juridique offi-cielle qui définirait de façon précise dans quel cas de violation des accords de travail il serait possible

de recourir à l'arrêt de travail. · Il faut dire à cet égard que nous ne sommes pas en train d'inventer la poudre. De telles lois existent dans les pays capitalistes, mais égai ment dans une série de pays socia-listes, en Pologne, en Yougoslavie, par exemple. L'essentiel à nos yeux est de montrer qu'il n'est possible de [déclencher] la grève que lorsque tous les moyens de parvenir à une résolution pacifique du conflit ont été épuisés », ajoute M. Chalacv, après avoir répété que la grève en système socialiste portait préjudice non pas au capital privé, mais à la

GRANDE-BRETAGNE: fin du congrès des conservateurs

« Encore dix ans » pour Mme Thatcher

BRIGHTON de notre envoyé spécial

Le congrès des conservateurs à Brighton s'est terminé comme il avait commencé : dans l'autosatisfaction et la bonne conscience. « Voilà bientột dix ans que nous sommes au pouvoir et ce sont toujours les conservateurs qui donnent le ton et suscitent des idées noues », s'est écriée, vendredi 14 octobre, Mee Thatcher, en clôturant le congrès. L'assistance lui a répondu en scandant : « Encore dix ans ! » et en

aine de minu Elle a indiqué qu'elle se voyait très bien rester aux aires une nouvelle décennie. Son emprise est telle que personne, au sein de son parti, n'ose évoquer sa succession ancore moins faire acte de can-

l'ovationnant pendant une

Sa détermination et son entrain ne font aucun doute. Mee Thatcher est prompte à réagir dès qu'elle discerne un danger potentiel. La campagne menée par les travaillistes sur le isme » qui inspirerait l'action du gouvernement et la détérioration du climat moral du pays qui en résulterait appelait de sa part une réponse. Celle-ci est un peu décevante. « La prospérité n'a pas créé une société égoïste, mais une société généreuse », affirme-telle. Et de faire l'éloge de la charité privée, des traditions

d'entraide et de bon voisinage. Mm Thatcher a été plus convaincante à propos de la défense de l'environnement, un sujet très nouveau pour elle. Il

sion à l'écologie soit réelle et durable. « Aucune génération n'est propriétaire de cette Terre. Nous ne sommes que des locataires, tenus de remettre intégralement les lieux en état à la fin de chaque bail », expliquet-elle. Le premier ministre vole ainsi le seul sujet un peu original sur lequel le nouveau Parti centriste pouvait prétendre à une

Mme Thatcher est enfin revenue, comme prévu, sur le discours qu'elle a prononcé à Bruges le 20 septembre, pour fustioer l'Europe supranationale. « Celui-ci a provoqué un certain émoi, a-t-elle noté, avec une évidente satisfaction. On aurait même pu croire, à entendre quelques réactions, que i'avais rouvert la guerre de Cent Ans ».

Ravie d'avoir suscité un débat sur la nature de l'Europe future. Mr Thatcher a aiouté : « La coopération volontaire et souverains est le meilleur moyen de construire une Communauté européenne prospère. » Elle le redit donc : elle ne veut pas qu'on crée « subrepticement » une Europe fédérale. Le choix pour elle est « entre une Europe fondée sur la plus grande liberté possible pour les entreprises et une Europe administrée par des méthodes socialistes de contrôle et de réglementation

La croisade de Mr Thatcher contre les Etats-Unis d'Europe ne fait sans doute que commen-

DOMINIQUE DHOMBRES.

D'une rare vigueur, et contrebalancées seulement par une promesse d'amélioration des conditions de vie des militaires, ces critiques font suite à la publication de plusieurs articles sur la situation des appelés. La brutalité, voire le sadisme de certains officiers, et les violents bizu-tages que l'encadrement laisse impotimidement rejoint la grande cohorte des sujets encore tabous, mais plus totalement interdits. tait l'affaire du Haut-Karabakh, certains journaux avaient aussi publié des lettres de lecteurs protestant contre le fait que le russe était la seule langue en usage dans les armées, alors que beaucoup de sol-

dats ne le parient pas ou mal. En plus de ces maux chroniques. la voionté de M. Gorbatchev d'aller de l'avant dans la réduction du niveau de l'armement suscite un certain malaise parmi les officiers qui craignent que le prestige des forces armées en pâtisse et que leurs effectifs surtout ne viennent à être réduits. Aucune armée au monde n'aime cela, et si l'on ajoute à ces roblèmes corporatistes que les états-majors et les casernes comp tent, comme tout le reste du pays, de nombreux adversaires des réformes, on comprend aisément l'inquiétude du bureau politique.

et « perestroika »

Car, bien que très divers et - pour autant qu'on sache - pas encore brûlants, tous ces problèmes pourraient un jour pourtant finir par former un cocktail explosif. Le danger est si présent dans les esprits que la dernière idée reçue des conversations soviétiques est que la scule solution de rechange à M. Gorbat-chev serait aujourd'hui un coup d'Etat militaire. L'organe du comité de défense de la paix publie, dans son dernier numéro, le compte rendu d'une table ronde sur . l'armée et la société » au cours de laquelle la question est directement abordée.

De quel côté sera l'armée si l'on décide de liquider la » perestroïka » par la force », demande le directeur adjoint de l'institut de cinématographie, M. Noïkine, en expliquant que · l'expérience montre clairement qu'il est des situations dans lesquelles l'armée devient la force décisive et qu'on commence à inven-ter et monter en épingle des conflits extérieurs et des menaces mythi-ques pour résoudre des problèmes intérieurs (...). Nous ne sommes

absolument pas immunisés contre des situations de ce type ».

Réponse des représentants de l'académie militaire et de la direction politique principale de l'armée : « L'armée, déclare le lieutenant-colonel Kokorine, est du côté du peuple qui réalise la « peres-troïka ». Les militaires sont pour la perestrolka » et ils y croient.
 L'armée et le peuple ont un seul destin », ajoute le lieutenant-colonel louchenkov, avant de demander:
« Qui a le plus souffert des répres-sions dans les années 30? », et de répondre : « les meilleurs représentants du peuple, du parti et de l'armée. Autre fait non négligeable, ajoute-t-il, aucun groupe n'est nais parvenu à utiliser l'armée dans des buts intéressés ».

Ces réponses trahissaient un évi-

barras. Quelques jours plus tard, le haut-commandement essaya, sans succès, de bloquer la publication de cette - table ronde ». A l'issue de celle-ci, un universitaire de renom, le professeur Bogdanov, avait déclaré : • Disons honnêtement : l'armée a été chez nous une compensation à toutes nos plaies intérieures. Toute notre puissance et notre grandeur ont reposé sur elle endant de nombreuses décennies. Et peut-être que parce qu'ils n'avaient pas envie de changer quoi que ce soit dans d'autres domaines, ceux qui étaient au pouvoir ont trouvé leur ressort dans la vigueur militaire. L'armée s'est maintenue et s'est développée dans une société statique. Mais, aujourd'hui, elle se trouve dans des conditions tout à fait différentes. »

Et le professeur Bogdanov de conclure : - Le processus qui est maintenant en cours est pour nous quelque chose de tout à fait inconnu. Ce grand mouvement que connaît la société est le premier de notre histoire. En vertu de certaines particularités de certaines causes de nombreux militaires attendent et estiment peut-être que la société doit s'adapter aujourd'hui à leurs besoins. Mais peut-être est-ce le contraire? >

BERNARD GUETTA.

Amériques

NICARAGUA

Coups durs pour la Contra

La lutte armée des rebelles nicaraguayens contre le régime liniste pourrait comaître un coup d'arrêt dans les mois qui viennent. A Washington, M. Reagan a décidé de laisser à son successeur le soin de régler la question d'une nouvelle aide militaire à la Contra. La Maison Blanche a indiqué, vendredi 14 octobre, que les 27 millions de dollars d'aide humanitaire alloués aux « contras » le mois dernier représentaient tout ce qui pourrait être obtenu d'ici le mois de janvier, date de la nouvelle session du Congrès et de l'entrée en fonction du nouveau président. Le président américain a indiqué qu'il pourrait cependant convoquer une séance extraordinaire du Congrès si les sandinistes « tentaient de profiter de la situation ». Au Costa-Rica, deux des principaux dirigeants de la Contra reconnaissent eux-mêmes l'échec de la lutte armée.

SAN-JOSE

de notre correspondant en Amérique centrale

Un des principaux dirigeants de l'opposition antisandiniste (la Contra), M. Alfredo Cesar, a reconnu vendredi 14 octobre à San-José que la lutte armée n'avait plus d'avenir au Nicaragua. La solution étant désormais politique, il a annoncé la création d'un nouveau mouvement, la Coalition du centre démocratique, qui regroupe cinq petites organisations, des sociauxdémocrates aux conservateurs.

- Nous proposerons, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse, une solution patriotique et intégrale au conflit nicaraguayen. Cette proposition sera présentée dans les trente jours aux démocraties d'Amérique centrale, au gouvernement sandiniste et au nouveau pré-sident des Etats-Unis. - M. Cesar n'a pas voulu être plus précis sur le contenu de l'offre, se limitant à affirmer qu'elle exigera la « libération des prisonniers politiques », en particulier les trente-huit personnes arrêtées le 10 juillet au cours d'une manifestation de l'opposition dans la petite ville de Nandaime.

 Une fois la proposition acceptée par nos interlocuteurs, a ajouté M. Cesar, les organisations repré-sentées au sein de la Coalition du centre démocratique rentreront au Nicaragua - dans trois mois au plus tard – pour se réintégrer au processus politique. »

Sans le dire ouvertement, la décision de M. Cesar constitue une rup-

ture sans doute définitive avec la durs à l'égard de la « droite traditionnelle qui, en sept ans de guerre, a prouvé qu'elle n'avait ni la capa-cité ni l'imagination nécessaires pour trouver une solution rapide au conflit nicaraguayen ». Ces propos visent en particulier M. Adolfo Calero et l'ex-colonel Enrique Bermudez qui ont réussi, grâce à l'appui des Etats-Unis, à imposer une posi-tion assez intransigeante au sein de la direction de la Contra.

Dans son analyse de l'échec mili-taire des rebelles, M. Cesar estime que Washington détient une grande part de responsabilité. Cette opinion t partagée par un ancien dirigeant la Contra, M. Alfonso Robelo, qui a décidé d'appuyer l'initiative de M. Cesar. « Cette guerre, affirme M. Robelo, est devenue immorale. On ne peut pas la perdre, mais on ne peut pas non plus la gagner, parce que les Etats-Unis ne savent pas ce qu'ils veulent: un jour ils nous aident, puis ils nous abandonnent. Que peut-on faire avec les quelques millions de dollars qu'ils nous accordent? Rien, si ce n'est tuer! C'est immoral et inutile. .

M. Robelo ne croit pas que le moment soit déjà venu pour l'opposition en exil de rentrer au Nicaragua. Il estime qu'il lui faut d'abord se renforcer et prouver son indépen-dance à l'égard des Etats-Unis, tout en cherchant des appuis en Amérique latine et en Europe où M. Cesar peut déià compter sur le soutien, discret pour l'instant, de certains secteurs de l'Internationale socialiste.

BERTRAND DE LA GRANGE.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

L'opposition invite le général Pinochet

à abandonner le pouvoir

Sentiago-du-Chili. - Les seize partis d'opposition qui avaient appelé au « non » lors du plébiscite du 5 octobre ont invité le général Pinochet à abandonner le pouvoir à la suite de sa défaite. Dans leur déclaration commune, ils estiment que « Pinochet est l'obstacle au dialogue et à l'accord entre Chiliens ». « Pour cette raison, poursuit le communiqué du Commandement national pour la démocratie, il devrait s'écarter afin de facilitar la réconciliation nationale et la transition vers la démocratie. Nous souhaitons, en fin de compte, qu'il le fasse. >

Peu avant la diffusion de la déclaration des seize, le Parti communiste, qui ne fait pas partie de l'alliance, du chef de l'État et avait laissé entendre qu'il pourrait soutenir un candidat unique de l'opposition lors de l'élection présidentielle qui doit avoir lieu l'année prochaine. L'un des membres de la junte militaire, le général d'aviation Fernando Matthéi. a pour sa part indiqué qu'il prônait des négociations avec l'opposition. « Nous (les militaires) en avons discuté souvent. Moi-même j'y suis favorable » a déclaré le command de l'armée de l'air qui a aussi affirmé que l'armée « respecterait le résultat du plébiscite ». Le général Matthéi, dont l'esprit d'ouverture est connu, avait déjà dans le passé rencontré des dirigeents de l'opposition et dit qu'il souhaitait la désignation d'un candidat civil plutôt que celle du général Pinochet. - (AFP, AP, Reu-

Haïti

Manifestations contre le départ du père Aristide

Plusieurs milliers d'Haîtiens ont manifesté à nouveau, vendredi 14 octobre, à Port-au-Prince, pour protester contre le départ du père Jean-Baptiste Aristide. Le curé « engagé » de la paroisse de Saint-Jean-de-Bosco a été muté, par ses supérieurs salésiens, au Canada ; il foule en colère a dressé des barrages

de pneus enflammés et de détritus sur la route de la capitale menant à l'aéroport. Jeudi, un autre défilé avait eu lieu face au siège de l'Eglise catholique, dans la capitale.

L'ancien maire de Port-au-Prince. Frank Romain, qui s'était réfugié à l'ambassade de la République dominicaine après le coup d'Etat du général Avril, fait par ailleurs l'objet de poursuites judiciaires pour sa responsabilité dans le massacre perpétré dans l'église Saint-Jean-de-Bosco, le 10 septembre demier. Les autorités haitiannes ont fait savoir qu'il n'était pas question d'accorder à Frank Roumain le sauf-conduit qu'il réclame pour se rendre en République domini-

Enfin l'ambassade des Etats-Unis annoncé, vendredi, la signature d'un accord avec le gouver haitien en vue d'intensifier la lutte contre le trafic des stupéfiants. Cet accord pourrait constituer un préela-ble à une reprise de l'aide américaine à Haîti. — (AFP, AP, Reuter.)

Iran

Les réfugiés kurdes en provenance de Turquie ne seront plus acceptés

Le vice-premier ministre iranien Ali Reza Moayeri est arrivé, vendredi 14 octobre, à Ankera pour s'entretenir avec le chef du gouvernement turc Turgut Ozal du problème des réfugiés kurdes irakiens, a-t-on indiqué de source autorisée turque. Selon l'agence iranienne de presse IRNA, M. Moayeri souhaite indiques aux responsables turcs que son pays ne peut plus accepter de nouveeu réfugiés kurdes irakiens qui fuient les exactions de Bagdad. Pour sa part, l'agence anatolienne de presse écrit que M. Moayeri remettra à M. Ozal un message du premier ministre iranien Mir-Hossein Moussavi et rencontrera les ministre turcs des affaires étrangères et de l'intérieur, MM. Mesut Yilmaz et Mustafa

Avant de quitter son pays, M. Moayeri avait déclaré à l'agence IRNA que « l'Iran avait déjà accepté un nombre important de réfugiés kurdes irakiens qui ont fui leurs villes natales du nord de l'Irak [et] l'envoi en nombre de ces réfugiés de Turquie en iran se solderait par des tragédies humaines ». Selon les responsables doit quitter Haîti le 17 octobre. Une turcs, quelque quatorze mille Kurdes irakiens sur les cinquante mille qui se

sont réfugiés en Turquie sont partis cette semaine en Iran de leur plein

De son côté, Téhéran affirme que plus de trente-deux mille réfugiés kurdes sont arrivés en Iran depuis la mi-juillet, date du début du massacre Jeudi, des responsables turcs et

iraniens se sont rencontrés à la frontière entre leurs deux pays pour mettre au point la coordination des mesures concernant les réfugiés kurdes. - (Reuter.)

Pakistan

La mort de Zia Ul Haq serait due à un accident

Washington. - Les résultats de l'enquête sur l'accident d'avion qui a coûté la vie au président pakistanais Zia Ul Haq seront rendus publics lundi au Pakistan, a annoncé la Maison Blanche, le vendredi 14 octobre.

M. Marlin Fitzwater, porte-parole de la présidence américaine, a pré-cisé que les Etats-Unis « n'avaient pas d'informations » sur l'origine de l'accident, en faisant remarquer que la presse faisait état d'informations contradictoires à ce sujet.

Salon le New York Times, un incident mécanique, et non une bombe, est à l'origine de l'accident d'avion dans lequel le président Zia et trante autres personnes ont trouvé la mort, le 17 août au Pakistan. L'équipe d'experts américains chargée dent a conclu que l'appareil présiden-tiel, un Lockheed C-130, ne s'était pas désintégré en vol - ce qui exclut la thèse d'une explosion due à une bombe ou à un missile, - mais avait été pulvérisé sous l'effet du choc au moment où il a heurté le sol. -- (AFP.)

Tchad

Mauvaise humeur à l'égard de Paris

Le chef d'état-major des armée le général Maurice Schmitt, a annulé un voyage qu'il devait affectuer au Tchad, le dimanche 16 octobre, car le gouvernement tchadien l'a jugé

(inopportunia, a-t-on appris vendredi. Une radio française avait indiqué que le but de ce déplacement était d'annoncer aux autorités de N'Diamena un début de retrait du dispositif militaire français « Eper-

pris ce qu'il a considéré comme une annonce officieuse. Il a donc fait savoir à Paris, par le canal de l'ambassade de France au Tchad, que de telles « informations » le placaient en position de faiblesse dans sions avec la Libye, et que le chef d'état-major devait renoncer

Jeudi, le ministre de la défense. M. Jean-Pierre Chevènement, avait déclaré qu'il était « évident » que le dispositif « Epervier » n'était pas « éternel ». « Nous n'avons pas annoncé sa réduction et, si une décision est prise, elle sara annoncée le jour même », avait-il dit (le Monde du 13 octobre).

• CORÉE DU SUD : affrontements à Kwanju. - Treize policiers ont été blessés, dont deux grièvement, au cours d'un violent affrontement avec une centaine d'étudiants qui ont attaqué, vendredi 14 octobre, un centre culturel américain à Kwanju, ont indiqué des responsables américains. Selon ces responsables, les manifestants ont lancé des cocktails Molotov, des barres d'acier et des tuiles contre le service d'information des Etats-Unis (USIS), brisant au moins dix fenêtres. Une voiture a été détruite et une seconde, légèrement endommagée. - (AFP.)

ORÉE DU NORD : rappel de l'ambassadeur en Hongrie. – Kim Pyong II, deuxième fils du président Kim Il Sung, qui avait été nommé le été rappelé à Pyongyang le mois der-nier, a annoncé, le samedi 15 octobre, à Tokyo, l'agence Jij Press, citant des sources gouvernementales japonaises. Le 13 septembre, la Hongrie et la Corée du Sud avaient annoncé leur intention d'établir des

• TUNISIE : la Chembre des députés a élu un nouveau président. - M. Slaheddine Baly, ancien ministre d'Etat à la justice, a été élu, vendredi 14 octobre, président de la Chambre des députés, à l'unanimit des présents. Il remplace M. Rachid Sfar, ancien premier ministre, qui devrait être nomme ambassadeur à





مكذا من الأصل

durs pour la Contra

M. Mengha a mina

to d'able become le bart à more

the de the special services and the services are services and the services and the services and the services are services and the services and the services and the services are services and the services and the services are services and the services and the services are services a

M. W. Mary See 1912

to deput if the land to the terminal

and the second second second

September 1

अप इंग्लिकी सैंड

prote gagantas? . . .

SHCARAGE A

Diplomatie

Le renouveau des Nations unies

L'optimisme bien tempéré de M. Perez de Cuellar

NEW-YORK . (Nations unies) de notre envoyé spécial

C'est la saison de la récolte des efforts déployés depuis six ans. • M. Perez de Cuellar ne cachait pas sa satisfaction, jeudi 13 octobre, en dressant une sorte de bilan des tra-vaux de l'Assemblée générale des Nations unies à l'usage d'un groupe de journalistes francophones qui nt de participer à un colloque organisé par les services d'informa-tion de l'ONU et par son porte parole, M. François Giuliani. Mani-festement satisfait mais toujours réaliste, le secrétaire général des Nations unies sait bien que tous ses efforts auraient été vains sans l'atmosphère de détente créée par MM. Reagan et Gorbatchev. Son mérite, sonligne-t-il, a été surtout de préparer le terrain et de sauter sur l'occasion dès qu'il a senti l'arrivée d'un climat propice.

L'euphorie onusienne actuelle dépend-elle donc pour l'essentiel de la durée du gorbatchévisme ? Cela va sans dire, et le secrétaire général est d'ailleurs trop diplomate pour le dire. Pas question de porter publiquement un jugement sur l'expé-rience en cours en Union soviétique ; la convention de la non-ingérence a la peau dure sur les rives de l'Hud-

Si les fronts des divers conflits régionaux reculent pour l'essentiel, il en est un pourtant qui reste toujours aussi figé; c'est celui du conflit israélo-erabe et M. Perez de Cuellar reconnaît bien volontiers qu'il en ressent quelque « frustra-tion ». Mais, selon lui, rien ne changera pour l'instant, vu l'opposition efficace de Washington et de Jérusalem à la convocation de la fameuse conférence internationale sur le Proche-Orient. Il faut au moins attendre le résultat des élec-tions américaine et israélienne du début novembre, mais il est évident à l'entendre, que le secrétaire géné-ral doute fort d'un déblocage de la situation à l'issue de ces deux scru-

Autre sujet qui plonge M. Perez e général n'ignore pas d'ail-difficultés auxquelles se concernant une implication des forces de l'ONU dans l'élection d'un

régissant la présence des forces de l'ONU au Liban ne prévoit pas leur utilisation à cette fin, fait-il remarquet, et les pays participant à cette force ne pourront voir qu'un certain risque » dans la proposition française. D'où la nécessité pour la France, si elle veut aller de l'ayant, de convaincre d'abord du réalisme de sa suggestion les membres du Conseil de sécurité. Mission quasi impossible de l'avis de tous les

Les perspectives sont moins som-bres, selon le secrétaire général, en ce qui concerne l'affaire Iran-Irak. « Un certain progrès a quand même été accompli » lors des discussions new-yorkaises avec les ministres des affaires étrangères d'Iran et d'Irak, explique-t-il, et le but des conversations qui vont se poursuivre à Genève – en sa présence pour les premiers jours – sera surtout de chercher à consolider le cessez-le-feu, toujours à la merci du dérapage d'un incident. Pour le reste, il faut du temps, beaucoup de temps, avant la conclusion d'un traité de paix

C'est à propos de la Namibie que M. Perez de Cuellar sera le plus optimiste: les choses, assure-t-il, sont en bonne voie et l'Organisation internationale est prête à mettre en marche l'une de ses plus importantes opérations pour organiser le passage à l'indépendance de ce territoire. Tout dépendra bien sûr de l'issue des négociations que mènent Ango-lais, Cubains, Américains et Sud-Africains sur le retrait des forces cubaines d'Angola. Officiellement, les Nations unies n'acceptent pas le lien qui a été établi par les intéressés entre l'indépendance de la Namibie et le retrait cubain, M. Perez de Cuellar se fait un devoir de le rappeler, mais il est évident, à l'entendre, qu'il se fait une raison. Il a même de sérieuses raisons de penser que les négociations quadri-partites sur l'Angola sont à la veille d'aboutir.

problème essentiel reste celui des Khmers rouges, dont on veut espérer que la Chine prendra en charge les principaux dirigeants. Moyennant quoi l'ONU risque de se retrouver

tion de maintien de la paix, ce qui posera une fois de plus le problème de ses finances en général et du paie-ment par les Etats-Unis de leurs arriérés en particulier. Ceux-ci se montent à ce jour à quelque 500 mil-lions de dollars, sur lesquels 188 millions doivent être versés d'ici à la fin de l'année. Mais l'ardoise sera loin

d'être réglée même à ce moment-là. L'heure n'est plus, il est vrai, à la mauvaise humeur des donateurs pour financer les opérations spé-ciales, mais cela durera-t-il? On vent l'espérer au secrétariat général. où l'on rappelle avec satisfaction l'annonce par l'URSS de sa participation pour 400 millions de roubles au programme de reconstruction de l'Afghanistan — quitte à reconnaître dans la foulée que la majeure partie de cette aide ne sera pas accordée sous forme d'espèces sonnantes et trébuchantes mais en nature. Le geste n'en confirme pas moins, pour les experts onusiens, que les Soviétiques n'ont jamais envisagé sérieusement d'interrompre leur retrait d'Afghanistan.

Dernière mais évidente satisfaction du secrétaire général : ce prix Nobel de la paix décerné aux forces de maintien de la paix de l'ONU. Elles se montent à dix mille hommes environ aujourd'hui, mais près d'un demi-million d'hommes en ont fait partie depuis leur création et sept cents y ont laissé la vie. « Jamais prix Nobel de la paix n'a été plus mérité que celui-là », fait remar-quer M. Perez de Cuellar avant de confier, avec un sourire de chanoine malicieux, qu'il a été « très fier » que son nom ait été un moment cité comme lauréat éventuel aux côtés de celui d'hommes aussi prestigieux que MM. Reagan et Gorbatchev...

JACQUES AMALRIC.

M. Philippe Louet a été nommé ambassadeur auprès des Communautés européennes

M. Philippe Louet a été nommé Communautés européennes à

[M. Philippe Louet, né en 1933, ancien élève de l'Ecole nationale aucien élève de l'École nationale d'administration, avait été en poste comme deuxième, puis premier secrétaire à la représentation permanente de la France auprès des Communautées européennes (1966-1971). Il a été ensuite conseiller technique au cabinet du ministre du développement industriel et scientifique (1971-1974), puis à l'administration centrale de 1974 à 1981 et représentant permanent adjoint et représentant permanent adjoint auprès des Nations unies à New-York (1981-1985). Il était ambassadeur

ambassadeur de France auprès des Bruxelles. Il remplacera à ce poste M. François Scheer, nommé secré-taire général du Quai d'Orsay.

Lors d'un déjeuner à Vézelay

MM. Kohl et Mitterrand ont parlé de l'Europe et de l'URSS

Tandis que M= Thatcher, pour-saivant à Brighton sa guérilla verbale avec M. Jacques Delors, met-tait en garde contre un socialisme menaçant, selon elle, l'Europe de son emprise paralysante, M. Helmut Kohl -- qui, s'agissant de socialisme, n'a pes vraiment de raison de se sen-tir visé -- se livrait à nouveau à un plaidous pour l'Europe, le vendreur de la cour paralysante. 14 octobre à Vézelay, où il était l'hôte de M. François Mitterrand.

A l'issue d'un déjeuner de travail informel, devenu pratique courante informet, devenu pranque courante entre les deux hommes, le président de la République et le chancelier n'ont fait que de pudiques allusions aux difficultés qui restent à surmonter dans la réalisation du « grand marché » de 1993. « Il est difficile d'harmoniser l'action de douze pays », a noté M. Mitterrand, en

rappelant notamment que le dossier de la fiscalité de l'épargne était, pour la France, « déterminant ». Le président a aussi évoqué d'autres projets qui témoignent de sa volonté d'aller de l'avant dans la construction européenne, en particulier son désir partagé avec M. Felipe Gonza-lez de « développer quelques réali-sations touchant à l'essence de l'Europe sociale » et son idée d'un Eurêka audiovisuel, « instrui qui permettra de préserver les cultures de l'Europe ».

MM. Kohl et Mitterrand ont également procédé à un échange de vues sur l'Union soviétique et ses rapports avec l'Europe occidentale avant les visites qu'ils s'apprêtent à

EN BREF

 Vingt ministres français vont plancher sur l'Europe, le 22 octobre. — M^{as} Edith Cresson a annoncé, jeudi 13 octobre, la tenue d'un séminaire sur les questions européennes, qui devrait rassembler une vingtaine de ministres et secrétaires d'Etat sous la présidence de M. Michel Rocard, samedi 22 octobre. L'idée de cette réunion est due à M Cresson. On souligne à Matignon qu'il s'agit non d'un exercice décisionnel mais d'une réunion de travail informelle dont le but est de sensibiliser les membres du gouvernement à la préparation de la présidence française de la CEE au second semestre 1989.

Appel en faveur de le sauve-garde des villages roumains. — Une soitantaine de personnalités ont signé, vendredi, dans le quotidien suisse Neue Zürcher Zeitung, un

appel en faveur de la sauvegarde des quelque sept mille villages rournains menacés par les projets « destructeurs » de regrouper régime Cea

régime Ceausescu.

Andrei Sakharov, Eugène lonesco, Yehudi Menuhin, Jean Lacouture, le prince Sadruddin Aga Khan et Friedrich Dürrenamtt figurent parmi lessignataires de cet appel, dû à l'initiative des musiciens Antal Dorati et Sandor Vegh. D'autre part, pour la première fois, la question de la destruction d'églises et de villages en Roumanie a été soulevée, vendredi 14 octobre, à l'UNESCO, par le représentant de la Belgique au représentant de la Belgique au conseil exécutif, M. Georges-Henri Durnont. — (AFP.)

 PORTUGAL : réunion de tra-l'Angola apparaissaient comme les principaux thèmes de la « réunion de principalist inemes de la e reunion de traveil » que le président sud-africain, M. Pieter Botha, doit avoir samedi 15 octobre à Lisbonne avec le premier ministre portugais, M. Anibal Cavaco Silva, en présence des chefs de la diplomatie des deux pays, MM. Roelof « Pik » Botha et Joao de Diese Biobairo.

notamment obtenir la participation du Portugal au corps d'observateurs chargés de préparer et de surveiller les futures élections namibiennes. un séjour en RFA et en Suisse, devait précéder une visite privée en Côted'Ivoire (le Monde du 15 octobre).

Vienne et Budapest veulent organiser une exposition internationale commune

Des ponts vers l'avenir. » Tel est le titre que les gouvernements autrichien et hongrois, attachés l'un comme l'autre à servir d'intermédiaire entre les deux blocs européens, ont retenu pour l'exposition internationale qu'ils espèrent organi-ser à Vienne et à Budapest (distantes de 245 km) en 1995. Le Bureau international des expositions (BIE) a reçu la candidature des deux pays. Il s'agirait d'une « exposition internationale spécialisée », telles celle de Brisbane actuellement ou celle qui aura lieu en 1992 à

- C'est un appel pour une nouvelle Europe », a déclaré M. Heinrich Neisser, ministre fédéral chargé du projet pour l'Autriche, qui a pré-senté le dossier, le vendredi 14 octo-bre, à l'ambassade d'Autriche à Paris. Vienne considère, en effet, que, à l'heure de la « perestrolka » et peu avant l'échéance enronéenne de 1992, l' « Expo Vienne-Budapest » renforcerait « l'idée de

officielle que le BIE ait reçue pour l'instant, mais Venise, Hanovre, et Hong-Kong scraient également sur

EN BANQUE DE DONNÉES Autre dossier dont l'évolution est gée positive par les collaborateurs de M. Perez de Cuellar qui s'y consacrent : celui du Cambodge. Les Vietnamiens, épuisés économi-ILE TEXTÉ INTÉGRAL DU MONDE I INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87

I EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL, LPOUR TOUS RENSEIGNEMENTS:

Le Monde

SINORG G CAM, SERVEUR

Tél.: (1) 45-38-70-72



L'Espagne n'est pas un lieu commun.

Mis à part ça, les Espagnols ont toujours eu un goût très prononcé pour la fête. De Tolède à Malaga, en passant par Cadix et bien sûr Séville, il y aura toujours une Feria prête à vous accueillir. El Rocio, San Fermines, La Feria d'Avril sont autant de chants et de danses que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Vous vibrerez aussi aux rythmes des guitares et des plaintes des "Sévillanas" en dégustant "Tapas" et xérès" que Federico García Lorca aimait tant. Plus qu'une ville enchanteresse, Séville incarne l'aspect le plus

universel de l'esprit espagnol, et cela pour longtemps. Nos hôtesses ne sont pas prêtes de s'ennuyer. Et vous non plus.

Pour tous renseignements, contactez l'Office National Espagnol du tourisme:
43 ter, avenue Pierre-le-de-Serbie - 75381 L'Espagne. Tout sous le soleil. <57ANT



La campagne pour le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Tjibaou : « Les gens de France ne se rendent pas compte des enjeux »

Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tji-baou, est apparu assez désabusé, vendredi soir 14 octobre, à son retour en Nouvelle-Calédonie, après une escale de trois jours en Australie. « Les gens de France ne se rendent pas compte des enjenx, a-t-il notamment déclaré en évoquant le taux d'abstention pronostiqué par les instituts de sondage avant le référendum du 6 novembre. Les grèves. Ils out été frappés par le chômage, les grèves. Ils out été frappés par Ouvéa, les accords de Matignon. Maintenant, ils se disent : les Calédoniens se sont disputés, se sont mis d'accord, maintenant, qu'ils se débrouillent! Ce n'est pas notre affaire!» Le chef du mouvement indépendantiste ai jouté : « Dans la mesure où la nation bouderait, cela voudrait dire qu'il faudrait rester très critique. Ce qui est pire, c'est qu'il faudrai être méfiant vis-à-vis des accords. Il serait quand

même dédaigneux de la part des Français de négliger ce référendum alors que, au plan international, c'est la politique de la France qui est saluée pour les accords de Matignon. »

M. Tjibaou doit revenir en métropole le 21 octobre pour participer à plusieurs réunious publiques. «Je suis partaut pour les meetings organisés par le PS, mais je serai plus à l'aise si je suis avec mou cosignataire », a-t-il ajouté, regrettant implicitement la décision prise par le président du RPCR, M. Jacques Lasleur, de ne pas venir faire campagne pour le « oui » en métropole.

M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, a indiqué que, pour sa part, il se rendait lui aussi à Paris le 21 octobre, mais pour participer à la discussion budgétaire au Parlement. « Je ne ferai pas campagne pour le référendum » a-t-il affirmé, tout en invitant les Calédoniens à ne pas « faire la fine bouche sur tel ou tel point » des accords de Matignon et de la rue Oudinot.

A Paris, vingt-six comédiens, artistes, écrivains et universitaires out créé, sous la présidence de Michel Piccoli, un comité Calédonie fraternité qui appelle à voter « oui » et qui organisera un meeting le 24 octobre dans la capitale.

«Il ne s'agit pas de dire « oui » à l'indépendance ni « oui » à la colonisation, a notamment déclaré Michel Piccoli, mais de consacrer durablement la réconciliation et le développement de la Nouvelle-Calédonie. » L'acteur, qui s'exprimait, vendredi 14 octobre, an cours d'une conférence de presse, était entouré du comédien Michel Blanc, du chanteur Enrico Macias et du professeur Alfred Grosser.

Parmi les autres membres du comité figurent en particulier Barbara, Yves Boisset, Sandrine Bomaire, Michel Boujenah, André Frossard, François Gognel, Georges Moustaki, Delphine Seyrig, Alain Touraine, le général Georges Buis, les professeurs Milliez et Minkowski, ainsi qu'Alain Delon, qui a adhéré « par l'entremise de Raymond Barre » et qui avait adressé depuis le Japon un message lu par Michel Piccoli.

Les Verts ont eux aussi annoncé leur intention de faire campagne pour le « oui », affirmant : « La démocratie a besoin de tous pour ramener la paix sur le territoire. Le « oui » doit conforter un rapprochement et aider les deux communautés à construire une société plus juste et plus solidaire. »

L'UDF dit « oui » à reculons...

Un petit « oni » et beaucoup de soupirs... Après plusieurs semaines de palabres, le conseil national de l'UDF, réuni vendredi matiu 14 octobre à l'Assemblée nationale, a fini par prononcer du bout des lèvres un « oni » officiel au référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie.

Composé des dix-neuf membres du bureau politique, des représentants des composantes et des groupes parlementaires, ce conscil national, qui n'était toutefois pas au complet, s'est prononcé par quarante-deux voix pour le « oui ». Contre un » non », celui du député du Val-de-Marne, M. Alain Griotteray (UDF-PR), intransigeant dans son hostilité à ce projet référendaire, et une abstention, celle de l'ancien secrétaire général de l'UDF. M. Michel Pinton, revenu depuis l'été dans le giron giscardien, qui était partisan d'un vote « blanc » et qui n'a pas voulu suivre ses amis dans ce qu'il appelle lui-même » leurs contorsions ».

Le fait est que ce « oui » aussi largement acquis après un vote qui se fit finalement à mains levées, par crainte sans doute des aléas du vote secret, est extrêmement trompeur. L'UDF n'a pu que voter « oui », mais, pourrait-on dire, elle n'en

pense pas moins.

« Cette décision de l'UDF, a fait dire M. Valéry Giscard d'Estaing, au terme de ce conseil national, par son porte-parole M. Alain Lamassoure, s'applique exclusivement à l'approbation de l'accord sur la

son porte-parole M. Alain Lamassourc, s'applique exclusivement à l'approbation de l'accord sur la Nouvelle-Calédonie afin de donner sa chance à la réconciliation des deux communautés. » Pour aussitôt ajouter que « l'UDF n'acceptera aucune autre interprétation de sa position et s'opposera à toute tentative de récupération politique du sens du référendum».

C'est assez dire que la confédération s'engage dans cette campagne référendaire à reculons et en marchant sur des œufs : elle veut, certes, respecter et ratifier les choix acceptés sur le territoire mais aussi éviter, si faire se peut, le «piège» socialiste.

Le communiqué officiel de l'UDF reprend d'ailleurs toutes les objection, qui ont pu être soulevées ces dernières semaines et débattues une fois encore au cours de ce conseil national. Objections sur les conditions dans lequelles ce référendum

est utilisé et sur les incertitudes au niveau de la constitutionnalité de la procédure. L'UDF craint également que la période transitoire de dix ans prévue ne rende inéluctable, à terme, l'indépendance. Sa hantise est de voir la France dépossédée de toutes ses positions stratégiques dans le Pacifique sud. Autant de points qui ont été repris dans le rapport exposé en guise de préambule par M. Didier Bariani. Chacun a pu ensuite s'exprimer.

M. Giscard d'Estaing s'est surtout préoccupé du bon usage du rérérendum, en faisant appel à ses souvenirs. S'appuyant sur un entretien avec le général de Gaulle, le président de l'UDF a expliqué que le référendum devait « être une question simple, claire et qui mette un terme au débat ». C'était vrai en 1962 pour le référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Ce ne l'est plus à ses yeux anjourd'hui.

Problèmes d'anterne

Au nom du PSD, M. Léonce Déprez, député du Pas-de-Calais, a dit « oui à la poignée de mains » entre caldoches et Canques. M. Pierre Méhaignerie, pour le CDS, a plaidé, lui, « pour un oui résolu et détermine » tandis que le secrétaire général du PR, M. François Léotard, préférait parler « d'un oui furtif ». M. Jean Thomas Nordmann, porte-parole du Parti radical, explique que ce choix du oui aurait au moins l'avantage « d'éviter que les socialistes ne s'approprient complètement les bénéfices du oui ». Bref, l'UDF a dit « oui » de plusieurs façons. Un « oui » en ut majeur pour les centristes. Un « oui » avec un, voire plusieurs bémols à la clé pour les autres composantes.

Toujours est-il qu'il faut bien relever que, dans toute cette affaire, M. Giscard d'Estaing n'aura pas réussi, comme il entendait le faire dès la fin de l'été, à imposer sa cadence. Ce sont les centristes qui ont donné le « la », et le reste de la fanfare UDF aura dû composer pour tenter de préserver un semblant d'harmonie.

Car un autre problème est désormais posé: la façon de faire campagne. Certains sont carrément pour l'adoption d'un profil bas. Les centristes ont le désir de se montrer plus entreprenants. Leur représentant sur place, M. Jean Lèques, le maire de Nouméa, a d'ores et déjà été convié à venir donner un coup de main en métropole. Le spécialiste centriste des DOM-TOM, le député de Mayotte M. Henry Jean-Baptiste est chargé de réfléchir à la meilleure méthode pour passionner les populations sur ce dossier qui est loin de les préoccuper.

La campagne à la télévision va jouer un certain rôle. Des temps 'antenne seront octroyés à chaque groupe parlementaire. Une solution choisie par le gouvernement pas tout à fait innocemment. Car il était fatal que cette décision soulève des difficultés entre le groupe centriste de l'UDC et le groupe UDF de M. Jean-Claude Gaudin. Malgré les pressantes démarches de M. Giscard d'Estaing, M. Méhaignerie n'entend pas remettre ses minutes d'antenne dans le pot commun UDF. Chargé de mission par le président de l'UDF, M. Alain Madelin est revenu à la charge pour que « les diffé-rentes origines parlementaires n'apparaissent pas » sur le petit écran. « Il n'y a aucune raison de principe pour qu'il en aille diffé-remment, a rétorqué M. Méhaigne-rie, L'UDC est décidée à garder sa personnalité. » Grincements ultimes de M. Giscard d'Estaing: « Tout cela n'est pas du tout n Cela va donner du milieu politique une très mauvaise impression. » Preuve supplémentaire que les oui de l'UDF peuvent être des

mirages.

Avant de se pencher sur le dossier calédonien, le conseil national avait d'abord examiné le projet de loi de finances pour 1989. Pour l'heure, les centristes et les autres paraissent encore être sur la même longueur d'ondes. Dans son rapport, M. Michel d'Ornano a fait remarquer que ce budget avait au moins deux défauts : «Il tourne le dos à l'Europe»; c'est, à ses yeux, un budget de dépenses plutôt que de réductions de dettes. Deux amendements sont déjà avancés: l'un signé de M. d'Ornano tend à baisser le taux normal de la TVA de 18,60 % à 17,60 % (taux d'avant 1981). L'autre est de M. Méhaignerie et vise à une réduction des bases de la taxe foncière sur le non-bâti. Personne n'a, en tout cas, cru bon de rouvrir le débat sur l'impôt de solidarité sur la fortune qui, lui, risque à nouveau de marquer ane vraie césure entre le CDS et les autres composantes de l'UDF.

DANIEL CARTON.

Le RPR invité par ses chefs à l'abstention

Le comité central du RPR, qui s'est réuni samedi matin 15 octobre à Paris, devait se prononcer en faveur du refus de participation au référendum du 6 novembre. Telle était, en définitive, la position qui devait s'imposer après que le RPR eut estimé que toutes les autres options électorales comportaient des inconvénients pour le mouvement que préside M. Chirac.

Pour la première fois dans un comité central du RPR, le choix devait être fait par un vote à bulletins secrets. Les quelque quatre cents membres de cette instance devaient cocher l'une des trois possibilités : «oui», «nou», «abstention», correspondant à trois motions.

Pour défendre la première, M. Maurice Schumann, sénateur du Nord, s'était porté volontaire. Les autres personnalités RPR qui, depuis plusieurs semaines, avaient fait valoir leur préférence pour le «oui» ne s'étaient pas inscrites dans le débat. C'était le cas notamment de MM. Séguin, Carignon, Noir, Barnier, Fillon, Pinte, chefs de file du courant dit «rénovateur», et de M= Michèle Barzach.

Le porte-parole du «non» devait être M. Christian Hamelin, sénateur de Paris. Parmi ceux qui s'étaient prononcés en faveur du vote négatif il y a quelques semaines, comme MM. Pons et Baumel, plusieurs s'étaient ralliés à l'abstention. En effet, cette dernière solution devait être défendue par M. Juppé, secrétaire général du mouvement, qui s'y est rallié depuis le retour de la mission parlementaire envoyée en Nouvelle-Calédonie et dont le rapport a conclu en ce sens. M. Chirac, quant à lui, devait tirer les conclu-

Le comité central du RPR, qui sions des débats et du vote du comité central car il ne voulait pas, avant son ouverture, influencer le choix des délégués.

L'embarras du RPR était grand,

face à un référendum qu'il considère comme un « piège » et une « opération politicienne » montée par le pouvoir. La solution choisie, celle de pouvoir. La solution choisie, celle de l'« abstention motivée », devait être accompagnée de la possibilité de voter « blanc ou nul » afin, notamment, de ne pas mettre dans un trop grand embarras les maires et les élus locaux qui devront présider les bureaux de vote de leur propre commune, le 6 novembre. L'abstention « motivée », qui veut se différencier de l'abstention « pure et simple », signifie que, dans le campagne électorale, le RPR expliquera les raisons de son refus de choisir entre le « oui » et le « non » en lui donnant le sens d'un choix politique.

Décision démocratique

Il s'agit, pour les amis de M. Chirac, tout à la fois de ne pas désavouer le RPCR néo-calédomen et de ne pas mêler ses suffrages à ceux du Front national en votant « non », de ne pas domer une caution au gouvernement et au chef de l'Etat qui pourraient s'en prévaloir pour d'autres objets en votant « oui », mais de motiver un refus de confiance dans la parole des socialistes.

Afin de tirer profit de cette solution de pis-aller, le RPR ne manque pas d'insister sur le caractère démocratique d'une décision intervenue après de multiples débats et d'un vote secret.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Depuis le début du mois de septembre, en effet, toutes les instances du mouvement et du groupe parlementaire se sont réunies. Le comité central aura siégé deux fois. Une mission s'est rendue sur place, et MM. Chirac et Juppé – insiste-t-on – se sont même entretenus avec M. Tjibaou. La décision finale devrait donc bien refléter le sentiment des cadres et des militants du RPR.

On se plaît aussi à souligner, rue de Lille, que tous les cadres et les personnalités les plus en vue du RPR se sont engagés, lors du comité central du 14 septembre, à respecter le choix qui devait être fait en définitive. Cet engagement de se conformer à la décision commune et de ne pas faire de campagne fractionnelle a même été renouvelé individuellement par plusieurs « rénovateurs ».

Ces derniers avaient d'ailleurs auparavant reproché, plus ou moins explicitement, au parti de M. Chirac de ne pas pratique la concertation démocratique. L'attitude prise par les dirigeants du mouvement avait, entre autres objectifs, de priver cet argument de tout fondement.

A défaut d'autre chose, cet acquis important a dans la vie du mouvement est considéré comme un élément particulièrement positif » par les dirigeants du RPR pour la santé de celui-ci. Cette dernière compte en effet davantage, pour euc, que la cohésion dans l'opposition. C'est pourquoi le «oui» prononcé la veille par l'UDF, même assorti de restrictions mentales, n'a pas impressionné les amis de M. Chirac.

ANDRÉ PASSERON.

POINT DE VUE

L'intérêt national interdit l'abstention

par Jean de Lipkowski député RPR, maire de Royan, ancien ministre

Contre la paix restaurée et le dialogue renoué. Je voterai donc « oui », parce que l'abstention est une attitude contraire à l'esprit du gaullisme.

Chaque fois que l'intérêt national

#OTER « non », c'est votei

était en jeu, on n'a jamais entendu le général de Gaulle préconiser l'abetention. Celle-ci nous enfermerait dans une série de contradictions inintelligibles pour les électeurs. Comment expliquer que nous esti-

mons positifs les accords de Matignon, mais que, néanmoins, nous refusons d'y souscrire par notre vote?

Comment expliquer que nous

Comment expliquer que nous approuvons notre compagnon Jacques Lafleur de faire campagne pour le « oui » en Nouvelle-Calédonie, tandis que nous préférons nous abstenir en métropole ?

Comment expliquer que nous désavouerions ainsi implicitement Jacques Lafleur, signataire et donc gerant de ces accords, dont nous approuvons per ailleurs l'esprit ? Nous préférens la main tendue à la lutte armée, mais nous désavouons les instigeteurs de cette politique.

Comment expliquer que nous voulons la réconciliation en Nouvelle-Calédonie, alors que l'abstention risque de faire perdre leur crédibilité à des textes qui ont permis de restaurer la paix et de mettre fin à l'engranage de la haine et de la violence ? Comment expliquer que nous vou-

Comment expliquer que nous voulons préparer l'avenir de la Nouvelle-Calédonie dans le cadre de la République tout en refusant aux Mélanésiens les moyens de se sentir davantage Français grâce au plan de développement économique et social qu'implique le projet de loi?

Pour expliquer ces incohérences, nous pouvons certes faire part de certaines réserves. Ainsi, le gel, pendant une période de dix ans, du corps électoral est injuste et probablement contraire à la Constitution. Cet argument est important mais

pes décisif au regard des perspectives qu'ouvre cette paix rabstention Dès lors, une attitude d'abstention ne pourra être interprétée que comme un geste de mauvaise humeur par ailleurs totalement injustifié.

Nous avons, en effet, notre juste part dans la réussite de cette négociation. Sans l'effort décisif que nous avions consenti pour le rétablissement de l'ordre, la situation aurait pu dégénérer en affrontements jusqu'à aller à un point de non-retour. Nul doute aussi que le référendum de septembre 1987 ait constitué une étape essentielle dans la vole qui a permis la signature de ces accords. Reste l'argument sono loquel en

Reste l'argument selon lequel en votant « oui » nous donnons une approbation globale à la politique du gouvernement. C'est au nom d'un tel argument qu'en 1962 M. Rocard, au nom du PSU, avait préconisé l'abstention lors du référendum sur l'Algérie. Il lançait, à l'époque, le slogan : « Oui à la peix, non au général de Gaulle ! »

Ce comportement n'a pas grandi le PSU dont la marginalisation est allée croissant. Avec des prétextes de ce genre,

nous finirions par refuser de prendre part à tout référendum alors que nous en réclamons une pratique accrue. Charles de Gaulle nous a appris à

Charles de Gaulle nous a appris a nous déterminer en fonction du saul intérêt national et jamais selon des calculs politiciens et partisans.

A l'example des gaullistes histori-

A l'example des geuilistes historiques comme Jacques Chaban-Delmes, Maurice Schuman, Compagnons de la Libération avec des compagnons prestigieux comme Matteoli et tous caux du Carrefour du gaullisme de Roland Nungesser, je voterai « oui » pour préserver l'avenir d'une Calédonie réconciliée dans la mouvance française.

nt De François Mitterrand, « qui de dessiner t, s'enchâsse dans son portrait en l'emporta sur ce a pied de patriarche couronné », à projet, un dess t, Jacques Chirac, « ce Bonaparte lorsque l'obser

ES journalistes ne recontent pas tout ce qu'ils savent, ne rapportent pas tout ce qu'ils savent, ne rapportent pas tout ce qu'ils voient ou entendent et, encore moins, ce qui leur passa par la tête lorsqu'ils sont les témoins privilégiés de comportements étranges. D'abord parce qu'ils se préoccupent, en priorité, de rendre compts et de commenter ce qu'ils jugent important ou significatif dans l'actuelité, ce qui laisse peu de temps et de place pour les digressions et les àctives. Ensuite parce qu'ils pratiquent, plus par commodité ou indulgence que par crainte, une forme d'autocensure. Il y a des vérités dont la révélation n'est ni urgente ni opportune, surtout si leur déballage sur la place publique devait, dans le feu de l'action, avoir des effets dépasant le témoignage pour nourrir la polémique.

notes prises pendant les campagnes des dernières élections présidentielle et législatives, Philippe Alexandre à estimé que ce qu'îl avait gardé par-devers lui, à l'époque, pouvait être désormais publié. Sous le titre bucolique Paysages de campagne, il présents donc, à l'état brut, des notations qu'il n'avait pas utilsées dans ses chroniques quotidiennes de RTL, bien qu'il n'alt jamais hésité, devant son micro, à faire grincer les dents des puissants du moment. Au risque d'encourir leurs foudras. En aurait-il gardé quelque amer-

Toujours est-il qu'il livre, ainsi que l'a relevé Claude Samute dans ces colonnes, « une sorte de bloc-notes au vitriol ». C'est peu dire que notre confrère a la dent dure : elle est assassine. Ses formules les plus cruelles ressortent d'autant plus qu'elles s'inscrivent avec bonheur, su fil de la plume, parmi d'autres notations témoignent de la sympathie, voire de l'attendrissament, pour les acteurs politiques.

Jacques Chirac, « ce Bonaparte de la Corrèze qui aura fait à peine mieux que le général Boulanger », en passant par Raymond Barre — « il veut faire, croire qu'il a du Derrière

et les symboles

caractère alors qu'il n'a que des
emportaments », — Valèry Giecard d'Estaing, persuadé que « Lia
France. l'Europe et la planète le

les masques

emportaments », — Valery Giecard d'Estaing, persuadé que « La France, l'Europe et la planète le regretant », ou Michel Rocard — « Bizarre qu'un homme qui prétend parier vrai, et en tire gloire, le fasse en des termes si obscurs » — nul n'est épargné. Pourquoi cette sévérité, voire

regrette que l'observation du début politique ait perdu de sa litique ait perdu de sa férocité d'antan. Ce n'est pas faux, mais en quoi les travers du personnel politique, qui ne sont nas ai différents de ceux des autres corporations et de l'humanité en général, mériteraient-its d'être, avec l'arbitraire de tout jugement subjectif, cloués au pilori ? Il y aurait au moins deux raisons à cela. La première est que les hommes publics, en quête de l'adhésion de leurs concitoyens et mettant en cauvre tous les moyens de séduction possibles et acceptables, ne saurair s'affusquer d'être montrés sous toutes leurs facettes par ceux qui les approchent et les observent. C'est le prix à payer, même s'il

La seconda raison est plus conjoncturella. Lorsque la souci de dessiner un personnage l'emporta sur celui de proposer un projet, un dessein, une politique, lorsque l'observateur qu'est Philippe Alexandre enregistre « le raplatissement de l'horizon intello-politique » et « le vide sidéral » de campagnes électorales où, à force « de se chercher au centre », les candidats « se retrouvent dans le désert », quand tous les discours se rejoignent sur les mêmes solutions économico-sociales, quand les comportements s'uniformisent, sauf à se distinguer, ici par l'idolâtrie, iè par la suffisance, lorsqu'il n'y a que la rancune pour mobile, ou la mise en scène pour stratégie, alors il devient tentant de se levrer au jeu de massacre. Ne serait-ce que pour faire tomber les masques.

Il y a des approches moins virulentes de la politique, notamment celle qui consiste à étudier les symboles dont elle se sert. A en croire Lucien Sfez, qui traite le sujet de manière dense et accessi ble, la symbolique politique a ceci de rassurant qu'elle compense le désarroi produit par les évolutions les plus modernes de la commun cation sociale. Avec elle nous retrouvons une mémoire, une identité. L'auteur note combien la campagne présidentielle de 1988 a illustré « l'ambiguité de notre système politique », désormais écartelé entre deux pôles, celui de la symbolique et celui de la médiatique. On découvrirs comment s'exprime la symbolique de Jacques Chirac, celle, plus mou-vante, des libéraux Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre et celle de la gauche, que François Mitterrand pratique en artiste. C'est une manière éclairante de lire la politique.

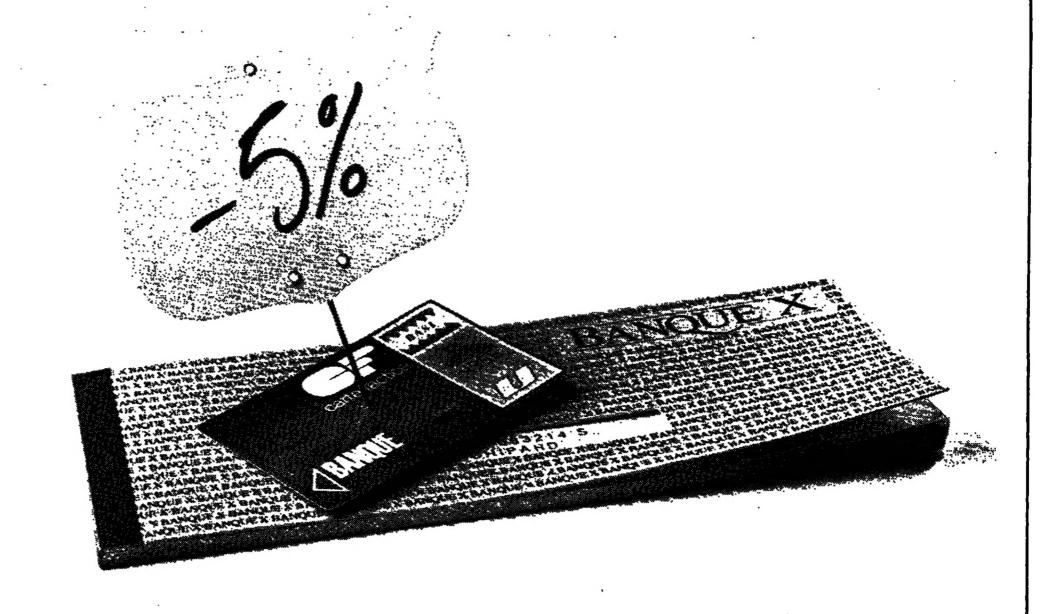
* Paysages de campagne, par Philippe Alexandre, Grasset, 208 pages, 78 F.

★ La Symbolique politique, par Lucien Sfez. PUF (« Que saisje?»), 127 pages, prix?.

حكذا من الأصل

Le conseil de la concurrence rétablit la concurrence entre les banques.

Bienvenue à la première banque qui sera la moins chère.



E. LECLERC

DEMANDEZ A VOTRE BANQUIER CE QU'IL EN PENSE

neux »

Meteori, Seculation Meteori, Seculation Processed, Delphonstal Giorges Sein, Milleborshi, signal of the Contract of the Contra

pittigen ber meterp The engliss, giftigemeter de deux poeux files Lets und a deux et pittige ber deux transmitt jehn janes

ention

their de dein de urg it destate les instance i et de genege parte se éfection les apasses significants les apasses significants les apasses les déponds partes les déponds les adacs bien mellières le adacs

adlife, is anchignate, mas with the applicate of his his place. At the deaggles, here he persons applications is emphasis. While they had no dellapigations de at emphaally feightenhalm at do as anapages frie-breakeds appropriate impro-deadles appropriate impro-deadles appropriate impro-deadles appropriate impro-deadles

·---

Puis la politique élective les a saisis comme par mégarde. Maires de petites communes dès 1944 (Romagnat pour Arsène, Parent pour Joseph) ou d'une grande en 1952 (Thiers pour Fernand), ils sont entrés au même moment à l'Assem-biée nationale. Comme éberlués par un tel parcours. Joseph et Fernand ont débarqué au Palais-Bourbon en 1962. Arsène les y a rejoints l'année

Ils ne l'ont quitté que seize ans plus tard, de leur propre volonté. Fernand, le premier, a dit : « Dans le fond, ça suffit bien comme ça. » Les autres ont acquiescé. D'un commun accord, ils s'en sont retournés près de leurs pénates, les dieux domestiques du Puy-de-Dôme ins-tallés sur les lacs et les volcans chasse et pêche à tous les étages laissant à d'autres générations socialistes le soin de briguer leur succession aux législatives de mars 1978. Roulez jeunesse, les vieux cèdent la place. Le « gamin », Michel Charasse, qui fut leur secrétaire parlementaire à partir de 1963, n'en mourra pas orphelin.

Les trois d'Auvergne n'ont pas laissé une trace éblouissante dans les débats de l'Assemblée, malgré les efforts méritoires du secrétaire Charasse qui, maltraitant sa machine à écrire, fournissait les questions écrites au kilomètre. En revanche, ils ont fait la fortune de la buvette.

M. Juppé: Démission »

« Je n'utilise pas le pouvoir pour me venger »: M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, s'est défendu, vendredi 15 octobre, sur TF1, d'avoir menacé les journalistes de la cinquième chaîne de télévision d'un contrôle fiscal après l'incident qui l'avait opposé, mercredi, à deux d'entre elles, M. Charasse accuse la Cinq d'avoir enregistré et diffusé sans tement la déclaration suivante : « Les mecs qui empoisonnent la jeunes la drogue et qui se font du fric bouffer. >

M. Alain Juppé, secrétaire vendredi le démission du ministre du budget. « Qu'un membre du gouvernement français menace des citoyens d'utiliser l'administration fiscale pour régler ses comptes personnels, cela devient très grave et c'est inacceptable », a-t-il déclaré.

M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, compare M. Charasse au père Ubu, personnage d'Alfred Jarry et ajoute : « Le pouvoir est dangereux (...) Les socialistes en font un instrument de vengeance et de règlement de

Après déjeuner, pendant que le Charasse secrétaire tapait sur sa casserole - la fameuse machine. - ils avaient coutume de se rendre en coreux, bras tendu, levait le pouce. Le loufiat, sans plus d'information, servait une bouteille. De champagne, selon l'exigence de Joseph, l'amateur de «canons» à bulles. La quille » — c'est leur mot — éclusée. un autre dressait le pouce, puis le troisième. Il était aiors bien temps d'aller travailler.

La légende veut qu'au lac Chau-vet - 1 200 mètres d'altitude, à ras d'horizon - le pêcheur rapporte plus de bouteilles vides que de poissons. La légende, bonne fille, ainsi que les cinq actionnaires du lac et leurs copains d'halieutique – cinq pour 7 hectares, un réve! - n'en tie pas rigueur aux trois d'Auvergne. Des poissons, il y en a à revendre : taine et le roi du lieu. l'ombrechevalier, tapi dans les profondeurs (92 mètres au plus creux du lac) dont il ne remonte pour se laisser prendre, à l'occasion, qu'entre novembre et mars.

Joseph a «sa pierre», où il installe ses cannes, sur la rive ouest, à 3 kilomètres à vol d'oiseau du puy de Sancy. François Mitterrand a sou coin préféré, sur la même rive, à la tion d'un ruisseau où les alevins attirent les gros prédateurs. L'endroit est adossé aux ormes, aux hêtres, aux poisetiers et aux pommiers sauvages. Michel Charasse n'est pas des meilleurs, à la pêche. Ni à la chasse d'ailleurs : il épaule à droite et vise de l'œil gauche.

Champagne avant la pêche. Pendant que François Mitterrand effectuait le tour du lac, la «cour» à sa suite, les trois d'Auvergne asséchaient une bouteille, assis dans l'herbe. Fernand boitait trop bas pour mettre son pas dans ceux de la

procession, simplement socialists jusqu'à 1981, présidentielle en majesté depuis. Solidaires avant la mort de leur ami, Joseph et Arsène font désormais comme s'ils boitaient aussi. Ils respectent, survivants, le cérémonial ancien. Une bonteille pour quarante minutes de tour de lac, c'est raisonnable, même à deux.

Champagne après la pêche, c'està dire avant le déjeuner immuable (charcuterie d'Auvergne, chou farci et truite Chauvet). « Ce jour-là, exceptionnellement, le président n'est pas au régime », assure Guy Ligier, ancien pilote de tout ce qui peut être piloté, constructeur de formule 1, Auvergnat lui-même, ami des mousquetaires, de Gaston Defferre (prononcer « Gaston d'fer », comme Arsène) qui venzit pêcher au lac, de François Mitterrand et de... Michel Charasse.

Anx alentours de Gergovie

Pourquoi tant d'histoires, pour-quoi le lac Chauvet, pourquoi Fer-nand, Arsène et Joseph? Parce que ces trois-là ont nourri l'actuel ministre du budget au biberon du socialisme arverne. Natifs des alentours de Gergovie, les Gaulois ont emporté le bébé avec eux, à Paris. Charasse avait fait son droit et Sciences-Po. Il commençait une brève carrière au service de la législation siscale du ministère des finances lorsque Fernand, Arsène et Joseph eurent besoin d'un pousserapière et, peu portés sur les écri-tures, d'un scribe tout terrain. Les trois sont paysans jusqu'aux tripes, plus auvergnats que nature, drôles et bons vivants, riant sous cape plutôt que forts en gueule, respectueux de l'ordre contumier, cœurs tendres et maris machos, socialistes de l'avantveille d'un grand soir dont on sait bien, à Romagnat, Parent, Thiers et Clermont-Ferrand que, si les pen-dules sont à l'heure, il ne viendra pas de sitôt. Et c'est tant mienz.

Ils ne cherchaient pas forcément lqu'un qui leur ressemblât. Mais il s'est trouvé que Michel Charasse leur ressemblait. A quelques nuances près : tombé tout petit dans les marmites du travail intellectuel il avait fait de belles études à Paris et ne dissimulait pas ses ambitions : il était plus fort en gueule que porté à rire sous cape.

Fort en gueule, têtu, soupe au lait : c'est • sa moitié corse », dit Arsène Boulay avec une pointe de regret et de rosserie. Car Michel Charasse, né à Chamalières (Puydu-Dôme) le 8 juillet 1941, est corse par sa mère, Lucie Castellani corse de Corte - et auvergnat par son père, Martial, employé puis cadre moyen jusqu'à sa retraite à l'usine de fabrication des billets de la Banque de France. Il y a, comme cela, des destins qui ont un petit air de revanche sociale.

Michel Charasse n'est pas beaucoup « mieux né » que Joseph, fils de métayers, qu'Arsène, fils d'un chef d'équipe de cimentiers lors de la construction du métropolitain, ou que Fernand. Arsène se délecte à répéter qu'il a un seul point commun avec Valéry Giscard d'Estaine : Chanonat, où « Giscard possède le famille ». Lui et ses amis ont « sucé du lait socialiste » dès l'enfance. dans les arrière-salles de bistrots où l'on tennit réunions publiques pour les campagnes électorales, sur les genoux des candidats radicaux, laies et républicains qui menaient bataille contre les « réactionnaires ». Michel Charasse, du même tonneau qu'eux - - patrie, nation, République, la cité, tolérance » ont formé, dit-il, la chanson de son enfance, est allé plus loin que ses pères nour-

Jusqu'au début de cette époque rocholienne, nul n'avait pris l'entière mesure de la boulimie du Gaulois Charasse qui, en l'espace d'un déjeuner, vous avalait une valise de dossiers budgétaires de la taille d'un sanglier adulte. Boulimie de travail, de politique, de vie, de rires et d'amitiés. « Pourquoi tu me regardes comme ça? », demande le ministre du budget, fourchette en l'air, serviette de table coincée, au carré, sous les bretelles, sourcil en accent circonflexe an ras des lunettes à petits carreaux épais. C'est la manière dont tu engloutis. Tu engloutis tout », répond Jacques Laffite, pilote automobile, encore un

Michel Charasse engloutit tant nous, les Auvergnats, sout ce qui passe à portée de main, on prend et on garde » — qu'il inquiète. Arsène, deux infarctus à soixante-dix-huit ans, et Joseph, qui a « levé le pied » à soixante-treize ans parce que « les jours comu » Charasse. A la com-clignotants se sont allumés », ne munale, Michel Charasse « était ter-voudraient pas qu'il craque avant riblement studieux », affirme son 1968 aclon lui. L'affaire du socré-



- il me fait peur, dit Guy Ligier. On a beau être costaud, les heures de travail, c'est les heures de travail. Je voudrais pas qu'il tombe malade. » De l'autre côté du bureau ministériel, Michel Charasse a juste-ment la tête comme une citrouille et la goutte au nez. Il tempête contre ces médecins qu'il ne veut pas voir parce qu'ils lui prescrivent, dit-il, les médicaments qu'il a déjà achetés. Debont, il se gargarise au Coludol, bien profond dans l'oreille . pour éviter les fuites ».

L'Etat

Michel Charasse vient d'accéder à la célébrité médiatique en piquant, à la télévision, en direct et avec son gros rhume, une énorme colère contre les cartes de crédit payantes et ces banquiers « qui nous prennent not'blé ». Des colères comme cellelà, il y en a une douzaine par jour. En voici une, à huis clos. Le conflit des infirmières n'en est qu'à ses débuts. Le directeur du cabinet du ministre passe par là. Michel Charasse retire son index de l'oreille et agresse l'impudent qui, paraît-il, a du premier ministre un système de primes pour les infirmières en colère. « Je suis contre les primes. C'est de l'escroquerie. Elles passent où, les primes, quand les infirmières partent à la retraite ? L'État est un voleur. Prime de ceci, prime de cela, prime d'escarbille à la SNCF. T'en as vu, toi, des locomotives à vapeur? Et en plus, avec ça, on achète la lâcheté des syndicats. Mieux vaut 300 balles intégrées dans le salaire que 1 000 balles de primes. » Qui a dit que Michel Charasse est un affreux réactionnaires. « antisocial », comme on dit au Parti communiste français, occupé à faire suer le burnous hospitalier au nom du respect des grands équilibres

L'argument massue, le menhir balancé sur l'administration de César, la gauloiscrie finale suit :

"Les infirmières, elles sont moins bien payées que les flics. Toi, quand tu seras malade, t'iras te faire mettre un suppositoire dans le cul par un flic, peut-être? - Version actuaisée, quelques jours plus tard, en pleine grève de l'audiovisuel, à l'usage de militants socialistes corré-ziens qui combattaient les « gueules celui de Jacques Chirac, aux canto-nales. Le «flic» soignant sera opportunément remplacé par « un hnicien de FR3 » ; le supp est resté, mais le « cul » a fui la démonstration. Qui a dit que Michel Charasse n'est gaulois qu'en public, pour faire joii et épater la galerie ?

C'est un « paysan du Danube » comme Arsène, Joseph et Fernand, comme Guy Ligier ou Jean Carmet, un ami aussi, natif de Bourgueil – un pied en Anjou, l'autre en Tou-raine, – où son père, bourrelier, pro-duisait une vingtaine de barriques par an d'un vin « remarquable et hounéte ». Carmet n'est pas inquiet. Charasse - qu'il a rencontré il y a quelques années par l'intermédiaire de Georges Conchon, écrivain, scénariste, ancien secrétaire général du Sénat, - sa gloutonnerie méthodique au travail sont, à son avis, les indices de la vraie vie. «La notion de repos, dit-il, appelle celle de repos éternel. » Ces gens-là ne sont pas près d'accéder au paradis puisqu'ils sont à l'aise dans celui qu'ils out trouvé sur terre.

Ils sont de ceux qui, se connaissant depuis peu, se comportent comme s'ils étaient de vieux copains de régiment. Jean Carmet, o-sept ans, dix de plus que l'autre, a l'impression, comme pour gestionnaire et compétent. L'Anver-Gérard Depardieu, d'e avoir touà soixante-treize ans parce que « les jours connu » Charasse. A la com-

ami. Puis Carmet se reprend, car il y a invraisemblance dans la connais sance exacte, par témoignage direct, sance exacte, par temograge arrect, du sujet : « J'avais un copain qui partageait avec moi le fond de la classe. Moi, j'étais nul. Lui avait le prix d'excellence. C'était peut-être ça, Michel. » Ça, c'est-à-dire l'excellence du fond de la classe.

Jean Carmet voit juste. L'ami Charasse était, c'est vrai, terrible-ment studieux à l'école primaire, au bahut » et chez lui, à la maison, à Chamalières. Puis en droit et Sciences-Po Paris. Ceux qui, à Sciences-Po. l'ont connu se souviennent d'un personnage à la fois travailleur et traculent, si échauffé par la carte électorale et la règle à calcul, la politique dans les livres et celle du terrain, qu'il n'était sûrement pas venu là pour finir journa-liste ou passer en élégante compa-gnie un joyeux moment de jeunesse. Républicain aussi, et le criant sur tables et les toits. Militant à l'UNEF, contre la guerre d'Algérie finissante. Politiquement - ouvert - puisque - républicain », animateur d'une coordination entre jeunesses radicales et jeunesses socialistes. Radical-socialiste, en quelque sorte. Anti-gaulliste. Anvergnat,

Les tribus de Corse et d'Auvergne

A Sciences-Po, Michel Charasse est un Petit Chose qui se revendi-querait comme tel, mais en cinémascope plutôt qu'en tablier noir. Affu-ble d'un accent qu'il n'a pas besoin de cultiver, plongé dans un milieu bon chic bon genre, il est par nature exclu des coteries, castes mondaines. bourgeoises et intellectuelles. Solitaire en sa truculence. Il y puise un profond mépris envers tous les parisianismes, mépris conforté dans les années suivantes par la fréquenta-tion des socialistes d'Auvergne, de Gaston Defferre le Cévenol et de François Mitterrand le Charentais converti Morvandiau, tous gens de petite taille tant leurs jambes sont plantées profond dans la glaise.

Il a l'« esprit villageois », dit Jean Carmet, qui s'y connaît, le goût de la gnate et la corse. La Corse l'emporte en 1967. Cette année-là, en septembre, Michel Charasse se présente aux élections municipales de Corse

taire général n'est que la version officielle des amis de Corte. La version officieuse, celle de Michel Charasse, est plus embarrassante pour les locaux. Le dragon que l'on croyait terrassé remuait encore. Les maux que saint Michel avait com-battus, son code électoral au poing

L'Auvergnat s'était pourtant donné de la peine. Déià en mars 1967, il avait engagé une bataille identique en menant campagne, aux législatives, pour Jean Zuccarelli, le radical à Bastia. Le soir du dépouillement, leur champion défait, les ecarellistes balancèrent une urne à la mer, avec la bénédiction du procureur Charasse et l'espoir de faire annuler un scrutin félon. L'urne, témoignage des tricheries adverses, resta coincée dans les racines d'un figuier. Jean Zuccarelli proposa le transfert du figuier dans un jardin botanique que l'on aurait installé à Colombey-les-Deux-Eglises, au cœur de l'usurpation gaulliste. L'histoire, mille fois embellie, appartient désormais à l'épopée scrutatrice et

sportive de la Corse. Ce n'était qu'un début, le combat continu. « N'oubliez pas, monsieur le ministre, que vous parlez à un Corse ., dit, il y a quelques semaines, par téléphone, au ministre du budget, un élu féodal de l'île en délicatesse avec l'Etat sur la fiscalité locale. « N'oubliez pas monsieur que vous êtes ici en Auvergne », répondit Charasse, de son bureau ministériel. Quant saute une perception de l'île, Michel Charasse est d'avis, spontanément, de ne pas reconstruire. Mais il reconstruira. Il réclame aussi que la municipalité d'Ajaccio délivre des numéros dans toutes les rues de la ville, à chaque maison, afin de ne plus embrouiller le fisc ainsi que les listes électorales. Il l'obtiendra. La Corse, qui le connaît, devrait se mélier. Car il connaît la Corse, dossier dont il s'est occupé, entre autres, à l'Elvsée lorsqu'il était en titre conseiller bors hiérarchie du président de la Répu-

L'Auvergne a triomphé en 1977. La mairie de Puy-Guillaume (deux mille sept cents habitants) était à rasse l'a prise à la tête d'une liste d'union de la gauche (dix-neuf conseillers socialistes, sent commu-

provoque et pousse à la faute autant qu'il s'y précipite lui-même.

Le maire de Puy-Guillaume, conseiller général de Châteldon, enfile les oripeaux d'un épouvantail propre à effrayer les bonnes consciences de la gauche distinguée. On s'y tromperait, tant il se démène pour faire facho, grossier person-nage, hâbleur, trois fois « beauf » à

Michel Charasse bouffe du curé dès le petit déjeuner mais, Dieu merci, s'entend fort bien avec celui de sa paroisse. Ce Pepone des volcans est un ange. Il donne la sessée aux assistantes sociales « bouton-neuses et PSU » qui se comportent comme des bonnes sœurs et distribuent l'argent des contribuables n'importe comment et à n'importe qui pour peu qu'on sache leur tirer une larme. Mais son système municipal d'aide sociale satisfait plus à gauche que lui. Michel Charasse se vante d'avoir chassé tous les nomades de sa commune, et ne dit pas la suite. Il faut gratter pour découvrir qu'il a sédentarisé une dizaine de familles : les bommes travaillent à la récupération du verre et les enfants vont à l'école. « Il a l'air rustre, observe Guy Ligier. En fait, il est bon et juste. - Edgard Bigay, conseiller municipal communiste, adversaire du maire aux élections cantonales, employé à la verrerie de Puy-Guillaume, no trouve rien à redire, ou presque : . Pas de problème » vraiment, ni avec les assistantes sociales ni avec les nomades.

Hygiène et moralité

Le langage des méchantes croisades ne peut pas, pourtant, s'expli-quer par le seul souci de la provocation. Il doit bien y avoir quelque chose de vrai là-dedans. Lorsqu'il était secrétaire parlementaire des «trois d'Auvergne», Michel Charasse a rédigé pour Joseph Planeix la tion du ministre de l'intérieur Raymond Marcellin : Est-il souhaitable de lever les interdictions de stationnement des nomades dans les comrefusent de mener une vie normale, notamment au regard de la moralité et de l'hygiène (...), dès lors que, dans la plupart des cas, ils ne participeront ni de près ni de loin aux dénenses communales puisqu'ils ne pourront être assunotamment à la contribution mobilière et à la contribution des patentes »? Raymond Marcellin » le monde à l'envers - répondit par une lecon d'instruction civique, de tolérance et de technique d'insertion en faisant valoir à l'intéressé qu'il convenait de favoriser la sédentarisation des nomades et · leur intération dans la communauté des citoyens et des travailleurs .. Michel Charasse a été bien inspiré de suivre, quelques années plus tard, les conseils de celui qui était considéré, à l'époque, comme le symbole d'un système répressif. Vive Marcel-

lin! vive Charasse! Michel Charasse serait-il un Pasqua de gauche? Charles Pasqua en serait bonifié. Non pas Charasse mortifié. Les socialistes trouveront en lui, s'ils lui prêtent vie, leur compte de bon sens paysan, de rigueur budgétaire et de pisomètre politique. Encore faudrait-il que l'autre consente à donner dans la gauloiserie fine. Pas facile. . Il peut pas s'évader de lui-même tellement il est lui-même », remarque Jean Carmet, l'acteur qui se glisse dans la peau des autres, même si les rôles d'abominable Dupont-Lajoie sont « durs à déglutir ». Ministre du budget, c'est aussi une fonction . dure à

-

L'affreux, le méchant du gouvernement, celui qui vous taille un budget en pièces, l'avare, le rapiat Le ministre des impôts qui n'a pas le droit de plaisanter. L'Auvergnat du fin fond qui défrise les salons. Celui qui sans rire ni trémolo est capable de conclure, devant cent personnes, dans l'arrière salle d'un restaurant de Brive-la-Gaillarde, son discours de campagne cantonale par un · Vive la République, vive la

François Mitterrand, qui le couve depuis si longtemps, l'a voulu au gouvernement, pas avec n'importe quel titre, pas n'importe quel poste. Il l'a en. Vive la Gaule!

JEAN-YVES LHOMEAU.

• RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission s'est glissée dans le nom d'un député RPR qui s'était abstenu sur le revenu minimum d'insertion (le Monde du 13 octobre). Il s'agresait de M. Jean-Claude Mignon (RPR, Seine et-Marne) et non de même. Il s'amuse à faire peur. Il

Chacun son style

■ Quand on est ministre, on a le droit de perler à la télévision comme on fait avec les copains au bistrot ?

- Et pourquoi un ministre serait différent d'un autre Français ? Le ministre, quand il est chez lui, avec ses copains, au bistrot, il parle comme tout le monde. Si on a tellement de difficultés à se faire comprendre des ns, c'est parce qu'on parle pas le même langage qu'eux. On ne joue pas pour le microcosme , comme dirait Barre.

» Le succès d'une action politique, c'est pas d'abord d'être approuvé, c'est d'abord d'être compris. On peut pas être approuvé sans être compris. On lle pas pour 10 % d'intellectuels. Une grande partie de ce que racontent les médies, sur-tout l'audiovisuel, les mots qu'ils emploient, on comprend pas. On gouverne pour la France. La ince, c'est des Français. Donc, on doit s'exprimer pour eux.

- Est-il obligatoire d'âtre - Je suis à la limite, mais pas grossier. Quel est le mot le

plus employé dans une journée ?

- chez lui, puisque sa mère y est née sur une liste - républicaine d'union » où socialistes, radicaux et gaullistes dissidents de l'UNR (Union pour la nouvelle République) font bon ménage. Liste ouverte pour une campagne violente contre la fraude et les trafics d'influences, Michel Charasse arpente la commune armé de son code électoral et, selon ses amis du cru, conduit l'inquisition contre les corrunteurs de la démocratie, collecteurs de procurations et de votes par correspondance. Le jour du vote, il fallait mobiliser les CRS.

Saint Michel terrassa le dragon. Du moins le crut-il. Elu avec 1 489 voix sur 2 897 suffrages exprimés, il eut l'étrange idée de retrousser ses manches et d'appliquer le programme, ambitieux pour Corte, qu'il avait lui-même rédigé. Hélas I ses amis refusèrent d'embaucher un secrétaire général de mairie gnat rendit anx Corses son tablier

 Non, merde. Tu te cognes. tu dis merde. Tu téléphones, c'est occupé, tu dis merde. C'est un gros mot. Et pourtant, per-

sonne ne dit que Cambronne

était un affreux parce qu'il a dit

- Qu'est-ce qu'ils en pensent, les autres ?

merde aux Anglais.

- Quand j'ai parté des banquiers à TF1, Alain Decaux m'a félicité. Un académicien i Qui a un langage châtié! Et en plus, chargé de la francophonie ! » La langue française, c'est le

langue qu'on parle à l'Académie C'est aussi celle qu'on parle en France. La langue française actuelle, c'est le produit des gens qui parlaient comme moi aux seizième, dix-septième, dixhuitième, dix-neuvième siècles, des gens qui ne parlaient pas le français de la cour. Le français qui s'est imposé, c'est pes celui de la cour, c'est celui du peupla. On peut s'exprimer simplement sens utiliser des mots d'argot. Moi, je mêle les deux. Chacun

gagné sa revanche, au creux du Puy-de-Dôme, sur la Corse arrogante. Il a géré, embauché des techniciens puis les premiers tucistes de France: il a informatisé, nettoyé les rues, réhabilité les installations des sapeurs-pompiers, construit un superbe foyer pour les personnes àgées, installé une maison de la musique dans les anciens bainsdouches, introduit l'étude gratuite et obligatoire de l'anglais à la mater-nelle et à l'école primaire. Sénateur du Puy-de-Dôme en 1981, il a guetté l'opportunité jusqu'à septembre 1988, pour s'installer au conseil général, élu du canton de Châteldon. dans la « petite patrie » de Pierre Laval, ce socialiste qui, pour avoir été chef du gouvernement de Vichy sous l'Occupation, finit en 1945 face au peloton d'exécution. La référence à Laval, fils de bistrotier, paysan d'Auvergne qui lui non plus ne mâchait pas ses mots, animé par l'ambition de la réussite politique au prix de ces dérives qui tournent à la fuite en avant, frise l'injure. Michel Charasse s'en moque. Il la suggère,

Société

JUSTICE

Design I. Ba

教のない。

..... P.

M. Arpaillange au congrès de la CSA

La difficile recherche d'un consensus sur l'avenir des avocats

La Confédération syndicale des avocats (CSA) de France qui revendique 6 000 adhérents sur les 17 000 avocats français, a accueilli le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, an cours de son congrès, réuni à Saint-Raphaël, sur le thème « L'avenir maîtrisé ». En filigrane, le débat sur la modernisation de la profession et sur sa nécessaire évolution en vae de l'Europe de

SAINT-RAPHAĒL de notre envoyée spéciale

Si l'on n'avait pas inventé le nondit, comment, au cours d'un congrès, pourrait-on se parler? Réunis pour trois jours, les membres de la CSA politiquement conservateurs et qui se veulent professionnellement modernistes - ont déployé un grand talent à ne pas prononcer le nom de leur iconoclaste confrère, Me Daniel Soulez-Larivière, auteur d'un rapport controversé sur l'avenir de la profession d'avocat commandé par ordre de Paris (le Monde du 9 juin); à ne pas dire qu'ils ne vou-laient pas fusionner avec les conseils juridiques mais les absorber purement et simplement et à ne pas manifester trop ouvertement leur déception face aux projets du garde des sceaux touchant directem la profession d'avocat.

Depuis le printemps, les avocats écrivent et se réunissent beaucoup pour parler de l'Europe de 1993 et de la nécessité pour eux, profession libérale, de s'y préparer : quand les frontières tomberont à l'heure de l'Acte unique, les avocats français risquent bien d'être phagocytés par plus structurés, plus compétitifs et plus grands qu'eux. Angoisse et cor-poratisme aidant, le syndrome des « divas » s'en mêlant, il est difficile, chacun prêchant pour sa chapelle, de dégager, sinon d'improbables positions communes, du moins une plate-forme cohérente qui pourrait servir de base de travail aux pou-

d'une profession à se défendre face à la concurrence et à se renouveler, la chancellerie ne souhaite rien imposer qui ne fasse l'objet d'un consensus. De son côté, Mª Jacque-line Socquet Clerc Lafont, prési-dente de la CSA, aborde la question avec humour. Elle a le verbe haut et les idées bien arrêtées : « Qu'on ne confonde pas « avocature » [c'est le titre d'un ouvrage écrit par Me Soulez-Larivière] et taxidermie! (...). L'ennemi, le danger ne rési-dent pas seulement dans le dyna-misme offensif des autres ; il est en nous, chaque fois que nous ne nous donnons pas les moyens de rivaliser à chances égales avec eux (...). Le barreau est une armée sans chaussures qui doit gagner la bataille face à des confrères européens convenablement bottés. Cela permet

d'envisager les choses. » Aussi avance-t-elle des propositions que M. Pierre Arpaillange est loin de reprendre dans leur totalité. Il a même averti assez clairement qu'il ne serait pas question de réformes de fond tant que les avocats continueront à être divisés. - La difficulté actuelle. Etant « de ne. pouvoir discerner de façon certaine le vœu commun des avocats ».

La question-clé

Si le conseil des ministres vient d'adopter un projet permettant aux avocats d'installer des bureaux secondaires (le Monde du 23 septembre), d'autres textes sont en souffrance. La réglementation de l'exercice du droit qui vise à protéger les usagers en écartant les consultation et de la rédaction d'actes a recueilli un accord de principe des professions concernées, et elle devrait être le plus facile à faire passer bien qu'aucune date n'ait été

Permettre aux professions libérales de s'organiser en société de capitaux; comme le propose la délégation interministérielle aux professions libérales, sous la houlette du bâtonnier Bernard du Granrut, c'est

Nominations

de magistrats

supérieur de la magistrature, qui a

eu lieu jeudi 13 octobre sous la présidence de M. François Mitterrand,

ont été nommés conseillers à la Cour

de cassation : Mª Jeanine Loreau,

premier vice-président au tribunal

de grand instance de Paris

MM. Jean Pinochet et Jean-Claude

Aydalot, présidents de chambre à la

cour d'appel de Paris ; Gérard Guil-

loux, avocat général près la cour d'appel de Paris; François Hanne et

Bernard Vigneron, présidents de

chambre à la cour d'appel de Ver-

sailles et Philippe Waquet, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de

En outre, par décret du 13 octo

cassation.

Au cours d'une réunion du conseil

faire ruer la CSA dans les brancards. Le garde des sceaux, lui, y est plutôt favorable, à la condition que le capital social soit détenu intégralement par des professionnels on que l'apport de capitaux extérieurs ne dépasse pas 25 %. De même, le ministre est-il favorable à l'introduction du salariat pour certains avocats qui pourraient ainsi rejoindre le régime social de droit commun. Pour la CSA, cette brèche dans la conception qu'elle se fait d'une pro-fession libérale paraît intolérable.

Quant à la question-clé repoussée depais près de vingt ans concernant. la fusion avec les conseils juridiques, là aussi les propositions de la CSA et du ministère divergent. Sans le dire aussi nettement, la CSA ne souhaite pas « fusionner » en perdant sa pas «fusionner» en perdant sa prééminence et sa spécificité. Le garde des sceaux, lui, parle plus volontiers d'un «rapprochement» dont il ne mésestime pas la difficile mise en place.

Fin novembre, des commissions se miront à cet effet place Vendôme. M. Pierre Arpaillange va même au-delà en soulignant l'intérêt que pré-senteraient, selon lui, des sociétés terprofessionnelles, qui pour la CSA sont un danger.

Malgré le caractère très techni que de ces échanges, M. Arpail-lange, soulagé d'en avoir pour le moment fini avec l'agitation dans les prisons, s'est montre plus mordant que ces dernières semaines, comme revigoré de se trouver en pays de connaissance, devant des avocats déférents face à celui qu'ils appelleut encore - Monsieur le procureur général », même s'il les a, sur le fond, peu satisfaits.

En prime, les congressistes, plus préoccupés d'organiser l'avenir de leur profession que de discourir sur les grands principes, ont eu droit à un rappel qui ne peut faire de mai : «Ce qui constitue la base d'une démocratie, ce sont ses fondements humanitaires, c'est-à-dire son aptitude à faire respecter les droits de l'homme. Or quelle profession est la nius ante à transmettre ce message sinon celle d'avocat? Je vous demande de ne jamais oublier.

AGATHE LOGEART.

Selon un avocat de la partie civile

M. Maurice Papon a été à nouveau inculpé de crimes contre l'humanité

BORDEAUX

de notre correspondents

M. Maurice Papon a été inculpé. en juillet dernier à Bordeaux, de crimes contre l'humanité par M. François Braud, conseiller de la cour, chargé depuis le 4 août 1987 de l'instruction de cette affaire. L'information n'a cependant été rendue publique que le 14 octobre 1988 par Me Gérard Boulanger, avocat d'une partie des familles des vic-times de rafles antijuives à Bordeaux sous l'occupation, partie civile contre M. Maurice Papon.

L'ancien préfet de police de Paris fut de 1942 à 1944 secrétaire géné-ral de la préfecture de la Gironde. plaintes avec constitution de partie civile avaient été déposées contre lui auprès du parquet de Bordeaux, l'accusant d'avoir contribué à l'arrestation et à la déportation de 1690 juifs de la région bordelaise. M. Jean-Claude Nicod, à l'époque doyen des juges d'instruction borde-lais, avait inculpé le 19 janvier et le 8 mars 1984 M. Papon de crimes contre l'humanité. Il avait aussi inculpé M. Jean Legay, ancien délégué en zone occupée du secrétaire général de la police du gouvernement de Vichy.

Cependant, le 11 février 1987, la chambre criminelle de la Cour de cassation avait annulé tous les actes de procédure et d'instruction postérieurs au 5 janvier 1983, dans la mesure où dès cette date le préfet Maurice Sabatier, supérieur hiérarchique de M. Papon, était suscepti-ble d'être inculpé (le Monde des 13 et 14 février 1987). Le jury d'honneur réclamé en 1981 par Maurice Papon avait, en effet, à cette date précisé que « M. Sabatier, préfet régional, a déclaré assumer l'entière responsabilité de la répression antijuive dans le ressort de sa préfecture ». La Cour de cassation renvoyait alors le dossier devant la chambre d'accusation de Bordeaux. Cette dernière désignait le 4 août-1987 l'un de ses membres, M. François Baud pour reprendre l'instruc-

M. Braud a, jusqu'à la mi-juillet 1988, entendu les parties civiles. Ce n'est qu'après ces auditions, et alors que le dossier n'était donc plus accessible aux avocats des victimes, qu'a lieu l'inculpation. Elle est restée inconnue, y compris des parties

civiles, jusqu'au 14 octobre. Me Boulanger, qui a révélé cette inculpation sans citer ses sources, dénonce cet « acte de défiance ». De son côté, Me Touzet, autre avocat des parties civiles, déclare : - Je me réjouis de la réinculpation de

M. Papon que nous attendions depuis longtemps, mais je proteste contre le défaut de confiance machiavélique du magistrat à notre égard. Non seulement on nous a caché l'inculpation, mais on a menti

A la cour de Bordeaux on oppo-sait, le 14 octobre, pour toute réponse aux questions, le secret de l'instruction. « Je ne confirme ni ne contredis l'inculpation de M. Papon », indiquait M. Christian Lassalle, le président de la chambre d'acquestion

GINETTE DE MATHA.

RELIGIONS

Les entraves à la diffusion de « la Dernière Tentation du Christ »

Violences autour du film de Scorsese

Un distributeur désabusé, des directeurs de salles découragés, des intégristes qui chantent des cantiques devant les cinémas, de petits groupes d'extrême droite qui, sous leurs yeux, intimident les spectateurs on perturbent les projections, un épiscopat gêné par ces violences, l'Union des athées qui dénonce « la terreur religieuse . : en France mais aussi en Grèce, le film de Martin Scorsese la Dernière Tentation du Christ provoque d'étonnantes réac-

Vendredi 14 octobre encore, trente-deux personnes ont été inter-pellées à Lyon - et relâchées samedi matin. - après des incidents qui ont opposé une cinquantaine de jeunes d'extrême droite appartenant au Comité de liaison d'action nationaliste (CLAN) et une trentaine de militants du groupe pour les libertés d'expression au voisinage d'un cinéma, le CNP-Odéon, projetant le film de Martin Scorsese. La police, présente comme tous les soirs devant le cinéma, est intervenue pour séparer les deux groupes. Les militants du CLAN étaient armés de poings américains, de battes de base-ball, de billes de plomb et de bombes

. Cette bagarre, comme les manifestations incessantes depuis la sor-

tie de la Dernière Tentation du Christ, le 28 septembre, finissent par dissuader effectivement les spectateurs potentiels du film et les exploitants de salles. Sorti dans soixante-dix salles en France, dont dix-sept à Paris, le film de Scorsese n'est plus actuellement projeté que dans trois salles parisien quarantaine de cinémas de province.

Après deux semaines et demie d'exploitation, le film ne totalise que 150 000 entrées dans la France entière, alors que son distributeur, United International Pictures (UIP), estime qu'il aurait dû dépasser les 300 000 entrées. Un distributeur désabusé qui remarque que « le film est sorti en Grande-Bretagne, en Belgique, au Portugal et en Italie qui sont deux pays très catholi-ques – sans que rien de comparable ne se soit passé. Les violences, qui accompagent la projection du film en France sont significatives de la montée d'une intolérance inaccepta-

Réaction de l'épiscopat

Une intolérance qui a entraîné le 14 octobre, une mise au point du Père Michel Di Faico, porte parole de la conférence épiscopale : De tels actes sont indignes d'un com-portement chrétien. Dès l'annonce de la sortie du film, l'épiscopat fran-çais avait certes protesté contre la avait condamné toute forme de violence à son sujet. Et le cardinal Lusrefusé de « patronner » une cérémonie de prières organisée au Sacré-Cœur le jour de la sortie du film. C'est la première sois que la hiérarchie catholique réagit officiellement par la voix de son porte-parole aux manifestations qui ont perturbé l'exploitation normale du film.

La France cependant, n'a pas le monopole de l'intégrisme et de l'obs-curantisme. A Athènes, des incidents avaient eu lieu dès la sortie du film, le 13 octobre. Ils out repris le lendemain, après la décision de la justice grecque d'autoriser sa projection. Quelque cinq cents personnes accompagnées de popes et de reli-gieuses, brandissant des croix et des icônes, ont lacéré des écrans et mis à sac des salles de cinéma en dénon-cant « ce film blasphématoire qui doit être détruit ».

DÉFENSE

La modernisation des missiles du plateau d'Albion

Un sous-marin en Haute-Provence

de la défense, qui l'auditionnaient

bre publié au Journal officiel du 14, M. Jean Reygrobellet, procureur général près la cour d'appel de Nancy, est nommé procureur géné-ral près la cour d'appel de Lyon, où il succède à M. Pierre Truche nommé, au mois de juillet, procu-reur général près la cour d'appel de Paris. Le même décret nomme M. Henri Begorre, procureur géné-rai près la cour d'appel de Pan, procureur général près la cour d'appel de Versailles en remplacement de M. Jacques Bordas admis à faire valoir ses droits à la retraite. Dans un autre décret du 13 octo-

bre, on relève notamment les nominations suivantes : président du tribunal de grande instance d'Evry: M. Philippe Texier, en remplace-ment de M. Carmet nommé premier vice-président au tribunal de grande instance de Montpellier; prés du tribunal de grande instance de Montpellier : M. Pierre Vittaz, conseiller à la cour d'appel de Lyon, en remplacement de M. Bezombes nommé premier président à la cour d'appel de Grenoble; président du tribunal de grande instance de Melun : Mª Danielle Thoreau, président du tribunal de grande instance de Senlis, en remplacement de M. Texier ; procureur de la République près le tribunal de grande instance de Bastia : M. Yves Le Bourdon, premier juge des enfants au tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand, en remplace-

 Augmentation de la solde des appelés du contingent. - A compter du 1º mars 1989, le prêt des appelés affectuant leur service militaire sera porté mensue 448 francs pour l'homme de rang et

à 1 121 francs pour un sargent.

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevenament n'exclut pas la possibilité teau d'Albion, en Haute-Provence, des missiles stratégi-ques sol-sol dérivés des actuels missiles balistiques mer-sol embarqués à bord des sous-marins. Pour la première fois, il vient d'en convenir devant les sénateurs membres de la commission des affaires étrangères et

sur le projet de budget 1989. Sur le plateau d'Albion, aujourd'hui, sont déployés, dans des silos enterrés, dix-huit missiles S-3 D (D pour « durci », c'est-à-dire rendu capable de résister aux effets neutralisants de l'impulsion électromagnétique dégagée par l'explosion en altitude d'une bombe thermonucléaire). Ces missiles S-3 D emportent une charge explosive mégatonnique (l'équivalent de plus de cinquante fois la bombe d'Hiroshima) sur des distances entre 800 et 3 300 kilomètres

En 1986 et 1987, une polémique publique a opposé le prési-dent de la République et le premier ministre sur le moyen de moderniser le plateau d'Albion, dont les installations pourraient être dépassées à partir de 1996. M. François Matterrand a combattu le projet de M. Jacques Chirac de concevoir un missile mobile. Ce programme, baptisé Sveaux missiles sur des semiremorques banalisés, qui seraient entreposées sur des bases militaires (y compris au plateau d'Albion) et qui, sur l'ordre éven-tuel du chef de l'Etat, feraient mouvement pour gagner des emplacements de tir. Le premier ministre y voyait un avantage de pouvoir disperser le dispositif de façon aléatoire, pour le rendre moins détectable. Le président de la République y voyait l'inconvénient de déplacer un missile nucléaire « balladeur » parmi les populations que cette manipula-

tion en pleine crise internationale

pouvait inquiéter.

Les études sur les S 4 ont cependant, été lancées au point que son constructeur. la société Aérospatiale, a annoncé en avoir reçu le contrat en avril (le Monde du 4 mai). Mais ce contrat de développement ne préjugeait pas du mode de déploiement opérationnel du nouveau système

500 têtes nucléaires

1994 et qui, entre-temps, risque d'être si cher qu'il devrait mobiliser l'essentiel des crédits de la

Face aux sénateurs de la comde la défense, M. Chevenement a été encore plus catégorique, en expriment son souci d'éviter « toute redondance » entre des systèmes d'arme de plus en plus

Pour le ministre de la défense la marine va disposer, à bref délai, de quelque 500 têtes nucléaires, avec la généralisation du missile M 4, puis de sa version améliorés M 45, à bord des sous-marins stratégiques lance-missiles de la classe de l'Inflexible. Dans ces circonstances, la réflexion sur la rénovation des 18 missiles S 3 D du plateau d'Albion peut attendre le printemps prochain, lorsque l'actuel gouvernement proposera au Parlement de discuter du contenu d'une programmation militaire jusqu'en 1993.

plus loin dans les confidences à ces mêmes sénateurs. Il n'a pas exclut, en effet, la possibilité d'entreposer au plateau d'Albion des missiles sol-sol dérivés des missiles mer-sol M 4 ou M 45 à têtes multiples que les sousmarins embarquent ou vont embarquer. Déjà, l'Inflexible et le Tonnant emportent des M 4, quand, successivement, entre 1989 et 1991, l'indomptable, le Terrible, puis le Foudroyant en seront équipés. En 1994, le Triomphant sera le premier à embarquer das M.45.

Le M.4 transporte sur 5 300 kilomètres six charges nucléaires qu'il répartit, en bout de course, sur des trajectoires différentes, soit en les concentrant dans le temps pour saturer une cible, soit en les dispersant sur une zone de 20000 kilomètres carrés. Le M.45, qui annonce l'arrivée d'un nouveau modèle de missile, le M.5, prêt pour l'an 2002, aura une capacité accrue de pénétrer les défenses

Une idée de M. Hernn

En imaginant de concevoir un missile sol-sol dérivé du missile mer-sol, qui puisse, de surcroît, s'adapter aux silos de Haute-Provence, le ministre de la défense reprend grosso modo une proposition de l'un de ses prédésseurs, M. Charles Hernu, après qu'il out quitté ses responsabilités le Monde du 9 avril 1986). A l'époque, l'ancien ministre y voyait l'avantage de disposer sur la plateau d'Albion de l'équivalent (en puissance de destruction nucléaire instantanée) d'un septième sous-marin stratégique

Si elle était définitivement rete nue, cette idée de déployer en Haute-Provence des M.4 ou des M.45 nouvelle formule devra être approuvée par le chef de l'Etat. qui, au début de la semaine, a souhaité qu'on modernise le pla-

JACQUES ISNARD.

SCIENCES

Une mission d'évaluation de la recherche confié à M. Pierre Papon

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, vient de confier à M. Pierre Papon, ancien directeur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), une mission portant sur la création d'un observatoire de l'activité de la science et de la technologie. Cette mission aura pour tâche de concevoir des indicateurs permettant de disposer d'une connaissance approfondie et permanente de l'état veiller l'évolution, et de la situer au sein de l'effort européen et mondial.

 Superphénix : une décision à la mi-novembre. - C'est à la minovembre que les experts du service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) donneront leur avis sur le redémarrage éventuel du surgénérateur Superphénix, arrêté au printemps 1987 à la suite d'une fuite de sodium découverte dans son barillet de stockage de combustible. Fort de cet avis technique relatif à la sûreté d'ensemble de la centrale, le gouvernement pourre alors se prononcer sur la remise en route du réacteur sans son barillet.

A Nantes

Cinq cadavres utilisés pour une expertise balistique

truction de Nantes, M. Gilles Dubigeon, cinq têtes de cadavre ont servi de cible, fin décembre 1987, sur un stand de tir de l'armée, près de Nantes, pour une expertise balistique, dans le cours d'une affaire criminelle

C'est un moniteur de la CRS 42 hasée à Saint-Herblain, près de Nantes qui a été chargé de tirer cinq balles de 11,43 dans les têtes des cadavres provenant du laboratoire d'anatomie de Nantes, dont le chef de service, le pro-fesseur Jean-Yves Barbin, a affirmé n'avoir pas été mis au courant. « On aurait du demander mon autorisation pour les sortir du laboratoire. Mon éthique m'aurait fait dire non. » Il a annoncé qu'il porterait cette affaire jugée « choquante » dans les couloirs du palais de justice de Nantes, devant le professeur Paul Malvy, doyen de la faculté de médecine, qui « décidera des éventuelles suites à donner ».

Les têtes utilisées appartenaient à des personnes ayant fait officiellement don de leur corps à la science. L'expertise avait pour objet de connaître les causes de la mort de Marie-Thérèse Bandry tenancière du bar Le Tropic à Nantes, dont le corps avait été découvert en novembre 1987 au fond d'un puits à Angers sous 3 mètres de béton dans un bain de chaux vive. Le crâne portait deux trous dont il s'agissait de savoir s'ils avaient été provoqués par une balle retrouvée dans le bar ou par la chaux vive.

Pour sa part, le général comman-dant la III région militaire a fait savoir dans un communiqué que · l'autorité militaire n'avait pas été aleriée, avant qu'il ait eu lieu, sur le caracière particulier de cet exercice ».

 Inculpation d'Albert Makret après son survol des Champs-Elysées. - Interpellé jeudi peu après son atternssage sur l'aérodrome de Saint-Cyr-l'École (le Monde du 15 octobre). Albert Maltret, cinquante-daux ans, a été inculpé, vendredi 14 octobre, de « survoi sans autorisation d'une zone interdite » pour être passé à basse altitude audessus des Champs-Elysées à Paris. Placé sous contrôle judiciaire, il devrait comparaître le 10 novembre devant la trentième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Le code pénal prévoit une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois mois, 1800 F à 60 000 F d'amende et la

Devant les membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, puis devant la presse (le Monde des 17 et 24 septembre), M. Chevènement a indiqué, quelques mois après sa nomination au ministère de la défense, qu'il avait réfléchi et que le projet de S 4 ne lui sait plus aussi prioritaire. Certas, on continuera les études à hauteur de 650 millions de francs en 1989. Mais le programme sera ralenti et l'accent mis, plutôt, sur le projet d'un nouveau sous-marin stratégique le Triomphant, qui sera prêt pour

Culture

THÉATRE

« Sophonisbe » de Corneille

Déjà l'Algérie

Une tragédie « coloniale » de Corneille qui se déroule en 203 avant Jésus-Christ.

Corneille, en 1663 (il.a cinquante-sept ans), donne la tragédie de Sophonisbe. L'action a Reu à Constantine, elle oppose les Numides, les Carthaginois, les troupes romaines. C'est una pièce

Y a-t-il pour nous une actualité e, en 1663, en Afrique du Nord? Non. Nos échenges conti-nuent, calmes, avec le Maroc. Avec l'Algérie et la Tunisia, la situation reste bloquée, gênée per les pirates, et par les conduites pas ires de l'export-import marseil-

Au lendemain de Sophonisbe, en juillet 1664, des Français débar-queront à Djidjelli, sur la côte algérienne, mais devront se réembar-quer devant une contre-attaque des Turcs. En 1665, nous signerons un traité avec la Tunisie, puis, en 1666, avec l'Algérie après avoir canonné à la paresseuse Alger et Cherchell. Mais ces traités ne valent pas grand-chose. Quoi qu'il en soit, lorsque Comeille écrit sa pièce, rien n'a fieu au Maghreb, nos colons sont loin, au Québec, à Saint-Domingue, à la Guadeloupe,

Sophonishe, c'est aussi, une fois de plus chez Corneille, une pièce « romaine ». Se sentant moins jeune, Comeille a-t-il voulu rendre hommage à l'homme qui a été, en 1634, juste un an avant le Cid, l'inventeur de la grande tragé-

die française, avec une pièce appe-lée, elle aussi, Sophonisbe, Jean Mairet ? Et l'étrange est que Mairet inaugurait, avec sa Sophonisbe, le choix de l'histoire de Rome, qu'allaient si souvent reprendre

Quand Comeille fait jouer, le 12 janvier 1663, à l'hôtel de Bourgogne (à l'emplacement du 29, rue Etienne-Marcel), Sophanisbe, la pièce de Mairet est encore jouée de temps à autre, tant son succès a été grand. Et comme le propos qu'expose Tite-Live est précis, les coup. En 203 avant Jésus-Christ. te roi Syphax, allié de Carthage, est vaincu par Massinisse, allié de Rome. Pour éviter à Sophonisbe, épouse de Syphax, la honte de l'esclavage, Massinisse l'épouse sans attendre (elle est très atta-chante). Scipion exige de Massinisse la rupture de cette union. En guise de mot d'adieu, Massinisse envoie à Sophonisbe un flacon de poison. Elle se tue.

La pièce de Corneille est très belle, l'analyse politique des rapports de force est creusée. Une mise en scène magnifique en avait été présentée en juin 1982 à La Rochelle par Jean-Marie Villégier. Brigitte Jaques la propose à son tour, à Chaillot.

Le décor d'Emmanuel Peduzzi. deux simples murs courbes, est sants, en particulier ceux des soldata romains. Le spectacle repose avant tout sur l'art fiévreux, original, souvent très beau, de Redjep Mitrovitsa, dans le rôle de Massi-



nisse. Marie-Armelle Deguy a beaucoup de tenue dans celui de la reine Eryxe. Eric Vigner, lieutenant romain, est parfait. La présentation reste tout de même déconcertante, tant le premier rôle, celui de la reine Sophonisbe, tenu par Maria de Medeiros, fait défaut : l'actrice apparemment n'est pas à l'aise dans ce rôle, elle prend les choses

et Redjep

semble-t-il, elle cherche aussi à s'échapper, par des voies dis-tinctes. Confusion, maladresse, artifice, excès de cérébralité, disparaissent comme par enchantement dès que Redjep Mitrovitsa reprend

MICHEL COURNOT.

* Salle Gémier, 20 h 30.

Le président de la République a inauguré la pyramide du Louvre

Accompagné du premier ministre, M. Michel Rocard, et de MM. Béré-govoy, Dumas, Lang et Biasini, M. François Mitterrand a emprunté M. François Influeriant a camp time le vendredi 14 octobre le passage Richelieu avant de gagner la cour Napoléon où la pyramide de Icoh Ming Peï étincelait sous le soleil. La garde républicaine jouait une marche de Berlioz. Le cortège officiel contournait prudemment les jets d'eau et les bassins débordants avant de gagner les sous-sols. Le président de la République arpenta les fossés de l'ancienne forteresse de Philippe-Auguste avant de se rendre dans le nouvel amphythéâtre, où il impro-visa une courte allocution. Vous êtes venus voir la pyramide et ses alentours, la manière dont elle s'imbrique au palais du Louvre », a-t-il déclaré.

Après avoir rappelé l'histoire compliquée du vieux palais, il a souligné que « la pyramide a une signification pratique : rendre l'accès du musée plus confortable ». Il a évo-qué le passé récent de la cour Napo-

léon et indiqué que son nouvel amé-nagement était nécessaire : « On trouvait là un square désolant, un parking en désordre et, dès que le solr tombait, un coupe-gorge. Aujourd'hui, voyez comment se sont organisées les formes autour d'une esthétique rendue vivante par la lumière et les jets d'eau. » Enfin, après avoir précisé que les diffin cultés provisoires avec le ministère des finances étaient « du passé » et que, grâce au départ des fonction-naires de cette administration vers Bercy, le Musée du Grand Louvre allait pouvoir annexer bientôt l'aile Rivoli, il a conclu : « Ce qui a été reconquis représente une avancée très importante pour l'ensemble du patrimoine français. » Puis il est ressorti à l'air libre en passant donte la Diane d'Anet ou le Penseur de Rodin. Dehors, la garde républicaine jouait un cancan endiablé d'Offenbach.

Le Marché des arts de la scène à La Villette

Meilleure exportation de la chanson française

des arts de la scène (MARS) s'ouvre jusqu'au samedi 15 octobre à la Grande Halle de La Villette. L'objectif de ce salon est de favori-ser le développement des circuits internationaux de commercialisation du spectacle vivant en réunissant créateurs et acheteurs de spectacles. venus d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon.

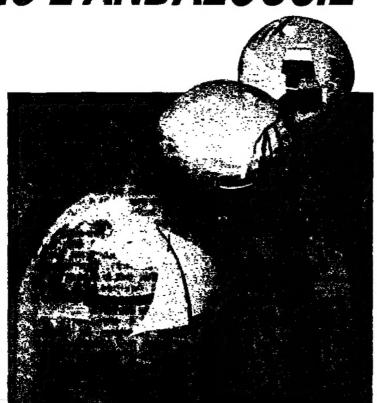
Contrairement à sa réputation, la chanson française recommence à s'exporter. La championne incontes table en ce domaine est Desireless: un million de copies du 45-tours Voyage, voyage vendus hors de France, dont six cent mille en République sédérale d'Allemagne. Viennent ensuite: Mory Kante, artiste malien, certes, mais produit en France par Barclay, qui, avec la million d'exemplaires, son chiffre de ventes dans l'Hexagone; Vanessa Paradis, avec plus de cinq cent mille 45-tours de Joe le taxi; Guesch Patti, avec près de 300 000 45-tours de Filipa Consider Line Filipa Consider Li de Etienne, Etienne; Caroline Loeb, avec 210 000 45 tours de C'est la ouate; France Gall, avec 200 000 45-tours de Elle l'a, Ella, essentiel-lement vendu en Allemagne; Indo-chine, avec 130 000 albums de l'enregistrement de son dernier concert distribué au... Pérou, et Rita

Le second Marché international Mitsonko, avec 50 000 albums de No comprendo en République fédérale d'Allemagne. Ce « hit-parade » des ventes indi-

que que la République fédérale d'Allemagne est le pays européen non francophone le plus réceptif à la chanson française : Desireless et France Gall viennent d'être « mméro un » des ventes. L'Espagne, l'Autriche, la Hollande et, dans une moindre mesure, l'Italie, sont également sensibles à nos produits. Cependant, à l'exception de Vanessa Paradis avec 200 000 45-tours vendus de Joe le taxi, la Grande-Bretagne reste imperméable à nos artistes : pis, les Britanniques, affirment les producteurs français, conti-nuent à manifester un mépris traditionnel pour la chanson française. Ils ne sont pas loin de nous considérer monwealth et à revendiquer la position d'unique créateur de musique pop en Europe.

Pour combattre cet état d'esprit, des producteurs français, allemands, hollandais et italiens envisagent la constitution d'un front européen qui consacrerait à la production des sommes équivalentes à celles habi-

AVANCEZ AVEC L'ANDALOUSIE



L'INSTITUTO DE FOMENTO **DE ANDALUCIA*** offre les moyens à sa disposition:

▲ Pour que votre projet réussisse, nous mettons à votre disposition des concours techniques et financiers.

A Nous appuyons votre gestion industrielle et commerciale. A Nous vous apportons l'information necessaire et vous conseillons convenablement.

▲ En unissant nos efforts, votre entreprise avancera avec nous avons misé sur le développement socio-économique de l'Andalousie pour que nous soyons tous gagnants.





"L'INSTITUT DE DEVELOPPEMENT DE L'ANDALOUSIE

EXPOSITION

A la librairie La Hune

« Les graveurs des années 50 »

Une exposition consacrée à la gravure des années 50 montre que des techniques qui sont les mêmes depuis des siècles peuvent se plier, sans dommage, aux exigences de la création contemporaine.

Aurait-on oublié la gravure dans le recensement, qui en ces temps-ci fait fureur, des années 50 ? On assis-La Hune est là pour le confirmer – à un regain de faveur de l'estampe

Bernard Gheerbrand n's eu qu'à se peacher sur son passé de libraire-éditeur pour nous offrir une sélec-tion des œuvres déjà chosses il y a tion des œuvres déjà choisies il y a près de quarante ans et qui ont fait, ca 1958, l'objet d'une première rétrospective. Les gravures et les lithographies de deux douzaines d'artistes qui ont compté et comp-tent toujours dans l'histoire de ces «amées fertiles» passionnément revécues par Geneviève Nonnefoi sont donc réparties en deux tran-ches, vu l'exiguité de la galerie.

Témoins réels d'un musée imag naire de l'estampe, les pièces de valeur abondent autour de l'inéluc-

valeur abondent antour de l'incluctable Picasso aux mues perpétuelles, dont il scrait injuste d'annuler la présence (annoncée) puisque précisément en l'aunée 50 La Hune présentait ses lithographies les plus récentes, les plus provocantes aussi.

Aux côtés des fêtes nocturnes d'Henri-Georges Adam, durins, forunes découpées > aux contrastes puissants, sont exhumées les planches les plus rares : par exemple un bois original de Hans Arp, Point et Contrepoint (1950) ; de Jean Dabuffet Fougère au chapeau, 75006 Paris, josqu'au 1 metros des plus forte, voire la sérigraph de secrets.

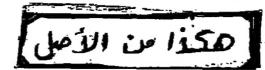
JEAN-MARIE DE A La Hune, 14, rue 75006 Paris, josqu'au 1 metros des plus forte, voire la sérigraph de secrets.

lithographie en trois couleurs de 1952, ou les trois versions de Corps de Dame, encre de Chine reportée sur pierre lithographique, tirées en trois exemplaires; la fantastique Chauve-Souris de Germaine Richier; une des toutes premières lithos d'Henri Michaux (1948) — Michaux qui, avec son poème Lecture consacré à Zao Wou-Ki et exposé à La Hune en 1950, fut l'un des découveurs du jeune peinl'un des découvreurs du jeune pein-tre chinois fraîchement arrivé dans la capitale. Zao Wou-Ki d'ailleurs, à l'occasion de quatre ouvrages, et d'une réimpression, publiés sur lui, a droit rue de l'Abbaye à un traitement de faveur : on ne revoit pas sans émotion ses lithos encore très figuratives des amées 1952-1953 : les Poissons, Marine, la Ville

Les tendances majeures, les principaux courants, et les personnalités assez fortes pour se passer d'étiquette sont aiusi reflétés dans cet échantillonnage rassemblé au départ par l'éclectisme d'un goût très sûr, depuis les graveurs à part entière (ou presque) surpris au seuil de l'abstraction, comme Hayter et son cheval, Friedlaender et ses ciseaux, qui enrichit, entre autres livres, de qui curichit, entre autres livres, de treize eaux-fortes la Saison des amours d'Eluard; depuis la « sainte trinité » de l'abstraction lyrique : Gérard Schneider et sa brève et Gerard Schneder et sa brève et éclatante incursion dans l'aquatime, Hans Hartung qu'on n'a pas séparé d'Anna-Eva Bergmann, Pierre Sonlages; jusqu'aux surréalistes Miro, Masson, Max Erust dont la litho l'Olseau à l'œil rouge est datée 1951-1954. Sans omettre Princer Messagier, Personne Similia et ner, Messagier, Prassinos, Singier et la grande Vieira da Silva, pour qui depuis longtemps le burin, l'eap-forte, voire la sérigraphie n'ont plus de soccess

JEAN-MARIE DUNOYER. * A La Hune, 14, rue de l'Abbaye,





ésident de la Republi

ailleure exportation

a chanson français-

Culture

MUSIQUES

Fayrouz à Bercy

La « septième colonne du temple »

La plus arabe de toutes les voix orientales chante aussi bien la messe que La Mecque. Elle se veut aussi

« mainteneuse du Liban ».

La chantause libensise Fayrouz La Crameause liberasisé Fayrouz se produira au palais de Bercy, dimanche 16 octobre, à 18 heures, pour le deuxième récital parisien de sa carrière (le précédent se déroula à l'Olympia'en 1979).

Mais, d'abord, quelle folie technique, quel manque total de connaissance de l'Orient (pourtant supposé proche), et en particulier du public, et du style de Fayrouz que de condamer cette reyrouz que de condamner cette voix – qui fit croire un jour au poète Georges Schéhadé qu'il entendait les anges – à s'élever dans le bastringue industriel de Bercy, chef-d'osuvre peur-être du chiraquisme architectural, mais éprouvant pour las plus basux timbres.

Fayrouz, de toute façon, si c'est une voix, ce n'est pes seule-ment une voix; c'est également un spectacle, sans un pli; des mots dont elle dit : « je suis responsable de checun », même s'ils portsable de criecuri », mane s ne omt été d'abord proposés per les poètes Said Akl ou Nizar Kab-bani (;); une musique arabe débarrassée de tout clin d'oeil en desarrasse de tout can a ce en dessous de la ceinture (pour une fois, ca repose...); un visage mat, venu de Palmyre ou de Babylone et dont on ne sait pas l'âge, mais qui ne le paraît pas ; un symbole. très politique su meilleur sens du

Car, « mainteneuse du Liben »,

tant de tout libenisme étroit. Fay-rouz, dont le plus poignant succès, en pleine guerre, a été Bahebek ya Loubnan i (Je t'aime, ó Liben I), est en même temps la plus arabe, incontestablement, de tous les chanteurs arabes de

notre époque. Et c'est là qu'il faut en finir avec cette comparaison récurrente avec Oum Kalsoum; comparaison absurde, car cetta dernière était essentiellement égyptienne, pharaonique, islami-que, faroukienne, nassérienne, avec tout le grandiose à la Verdi dans l'organe et dans le musique, propre à l'Egypte, et d'ailleurs Fayrouz, au contraire, est

légère comme un nuage, discrète telle un myosotis — mais c'est une ei fine mouche politique que, si les femmes étaient admises à gouverner en Orient, il faudrait immédiatement lui confier la pré-didence liberaise.

Au cœur de l'arabisme

Toujours fidèle au poste, avec une demeure à Beyrouth-Ouest, une autre à Beyrouth-Est (elle peut d'ailleurs se le permettre : le cachet de son unique récital parisien serait, selon le téléphone arabe, de 700 000 francs...); adulée par les chrétiens (ses coreligionnaires : elle est née d'un père syriaque-orthodoxe et d'une chante la messe en latin ou en araméen, autant que par les elle ne pourra jamais aller : réclatous bords, quoique ayant touger les dirigeants, elle tait l'unani-mité dans ce Levant « où bat le cœur de l'arabisme » et où, en même tamps, l'Occident avait réussi une de ses plus belles graffes outre-mar.

e recette Fayrouz » devait pres-que tout à son mari, un Libanais grec orthodoxe (Assi Rahbani), et à sa famille, pépinière d'auteurs-compositeurs. Elle est veuve, et rien n'a changé, même si on peut remarquer que c'est leur fils, Ziad, qui fait maintenant équipe avec elle, sur fond de vingt-cinq musi-ciens triés sur le voiet dans une obsession de perfections finalement payante.

Sur les vingt chansons que Fayrouz fera entendre à Bercy, les trois inédites sont de son fils. Contrairement à la plupart des Contrakement à la plupart des autres chanteurs arabes, elle n'affectionne pas ces morceaux interminables qui firent les beaux jours d'Oum Kalsoum, et qui peusans interruption, de peur que le

Favrouz, elle, est assez sûre de son pouvoir pour affronter les silences du haut des cothumes que ce petit bout de femme doit JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ.

(1) Les premiers poèmes traduits en France de ce grand écrivain syrien, né en 1923, viennent précisé-ment de sortir à Paris chez Arfuyen, en version bilingue préparée par Mohamed Oudaimah. 50 p. 50 F. * Rés., tél. : (1) 42-46-47-56. Places à partir de 200 F.

Ruée vers l'art

La Ruée vers l'art, grande fête organisée par la délégation aux arts plastiques, permet au grand public de découvrir la création capose, dans la halle construite par Gustave Eiffel, les affiches lacérées de Villéglé et les photos détournées de Richard Prince; au parc de Ker-guéhennec, les sculptures de l'artiste hollandais Carel Vissier; à Dijon, d'aujourd'hui et d'avoir un meilleur accès aux musées français, grands et petits. En outre, les écoles d'arts organiseront du 21 au 22 octobre des journées «portes ouvertes» dans toutes les villes. A voir en particu-lier : à Grenoble, le Magasin, qui

Sarkis, Varini et Verjux conçues spécialement pour cet espace. Enfin, des colloques publics seront organisés un peu partout dans l'Hexa-gone, ainsi qu'un référendum pour déterminer l'œuvre favorite des visi-

Handward Collection of the Collection of the Collection of Jean-Marie Krauth et à la villa Arson de Nice, des œuvres de ces manifestations est consultable sur villa Arson de Nice, des œuvres de ces manifestations est consultable sur villa Arson de Nice, des œuvres de ces manifestations est consultable sur villa Arson de Nice, des œuvres de ces manifestations est consultable sur villa Arson de Nice, des œuvres de ces manifestations est consultable sur villa Arson de Nice, des œuvres de ces manifestations est consultable sur villa Arson de Nice, des œuvres de ces ministel : 36-15 pein CNAP.

Communication

L'ouverture du 4° MIPCOM

Inauguré par M= Catherine Tasca, ministre délégué à la commu-nication, le quatrième MIPCOM (Marché international des films et des programmes pour la télévision, la vidéo, le câble et le satellite) a ouvert ses portes vendredi 14 octobre à Cannes. Avec ses 5 500 professionnels, 510 stands et 3 nouveaux pays représentés, - l'Argentine, l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, - cette manifestation a été pour M= Catherine Tasca Focca-sion d'inciter Européens et Français à prendre toute leur place dans le marché international des promarche international des pro-grammes. Un dési pour lequel le ministre délégué à la communica-tion a fixé trois priorités. D'abord la recherche d'« un meilleur équili-bre » et d'« une séparation ration-nelle » entre les fonctions de producteur et de diffuseur. Ensuite, la mise en place par les industries de programmes, de véritables « budgets de recherche-développement - en faveur de l'écriture de scénarios. faveur de l'ecriture de schaints. Enfin, une action concertée des États européens s'accompagnant d'aun minimum de règles com-munes ». Le ministre a également annoncé l'ouverture prochaine d'- une réflexion opérationnelle » sur la distribution internationale de programmes. Sans attendre, en tout cas, les producteurs indépendants du Vieux Continent ont fait une entrée remarquée au MIPCOM, en se regroupant sous la bannière d'Euro-AIM. Cette organisation européenne pour un marché indépendant de l'andiovisuel, qui réunit plus de deux cents petits producteurs, occupe un des plus grands stands du

Evoquant enfin le dossier du satellite TDF1, M= Tasca estime que «les candidats potentiels arrivent au terme de leurs études axées principalement sur des programmes consacrés à l'enfance et à la jeunesse, au sport et à la musique». M= Tasca présentera « dans les prochains jours . 211 premier ministre le résultat de ses consultations sur l'utilisation des cinq canaux de télévision de ce satellite français.

Les nouveaux émetteurs de la Cinq et de M 6 en difficulté au Conseil d'État

S'il suit les recommandations du commissaire du gouvernement, M. Fornacciari, le Conseil d'Etat M. Fornacciari, le Conseil d'Etat pourrair, dans les jours qui viennent, annuler plusieurs dizaines de décisions de la CNCL accordant de nouveaux émetteurs à la Cinq ou M 6. Ces décisions, prises à un rythme accéléré depuis l'été 1987, ont permis aux deux chaînes d'accroître nettement leur zone de diffusion. Cela a amené TF 1 à les contester devant le Conseil d'Etat, qui examidevant le Conseil d'Etat, qui exami-nait six recours vendredi 14 octobre. Sans retenir complètement l'argu-

mentation de TF 1 sur le fond, qui prétendait, par la voix de Mº Boré, que « le dirigisme incessant de la CNCL fausse la concurrence », les conclusions du commissaire du gou-vernement (souvent suivies, mais vernement (souvent suivies, mais qui penvent être modifiées par la section du contentieux) tendent à l'annulation de la quasi-totalité des décisions de la CNCL, pour des raisons de forme. Dans la plupart des cas, la CNCL avait lancé des appels de candidatures pour de nouvelles fréquences destinées à des services de télévision a à vocation autilifréquences destinées à des services de télévision « à vocation nationale), réservant ainsi de fait ces appels à la Cinq et M 6. Cette procèdure n'a pas de base légale, estime M. Fornacciari, car elle opère une distinction préalable entre les candidats potentiels à ces fréquence.

Dans les cas où le CNCL a attri-

dats potentiels à ces fréquence.

Dans les cas où le CNCL a attribué des fréquences sans appel à candidatures, le commissaire du gouvernement distingue quatre hypothèses.
Il estime valides les décisions qui ne
changent pas significativement la
zone géographique de diffusion des
chaînes concernées (simple augmen-

Tractabel vand sa participa-tion dans Havas. — Tractabel, filiale à 34 % de la Société générale de Belgique, a annoncé son intention de revendre les 5 % qu'il détient dans le capital d'Havas depuis la pri-vatisation du granne de communicavatisation du groupe de communication. L'affaire semble avoir été conclue entre la société belge et le groupe d'actionnaires réunis par M. André Rousselet pour rééquilibrer le capital d'Havas. Ce groupe com-prend Canal Plus, la BNP, BSN, la Garantie mutuelle des fonctionnaires et devrait à terme détenir 24 % du

tation de puissance d'émetteurs, ou meilleure converture des zones d'ombre, en région parisienne par d'ombre, en région parisieme par exemple). En revanche, il refuse l'attribution, sans appel à candidatures, de fréquences à M 6 là où La Cinq était diffusée (ce fut le cas au Mans, la CNCL plaidant le principe d'égalité en violation patente de l'article 30 de la loi sur l'audiovisuel de 1986 -). Et il n'admet pas plus un changement de site d'émis-sion permettant de couvrir une zone élargie par rapport aux autorisations

Le Conseil d'Etat n'examine pour l'instant que quelques recours « exemplaires » sur plus de cent cin-

quante déposés par TF 1. Mais ils feront certainement jurisprudence, puisque les procédures suivies étaient répétitives. Si l'arrêt mis en étaient répétitives. Si l'arrêt mis en délibéré suit les conclusions de M. Fornacciari, la plupart des nouveaux émetteurs de La Cinq et M 6 n'anront bientôt plus d'existence légale. La CNCL, qui montre ainsi qu'une assemblée comprenant des juristes n'est pas à l'abri de fantes de droit, devrait reprendre tous ses appels à caudidature en respectant appels à candidature en respectant les formes. TF l aurait ainsi atteint les formes. TF l aurait ainsi atteint en partie son but, qui est d'entraver l'expansion rapide d'une concurrence dont M^a Boré estime que la CNCL lui accorde « des subventions déguisées ». « Poudre aux yeux l», a plaidé M^a Lyon-Caen pour La Cinq et M 6, en adjurant le Conacil d'Etat de ne pas « tirer quelques balles en caoutchouc contre une CNCL déin morthonde ». contre une CNCL déjà moribonde ». MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

La vente par Tractebel de ses tions met un terme à l'offensive de M. Robert Maxwell sur le groupe de communication français. L'homme d'affaires britannique avait au printemps conclu un accord avec la Société générale de Balgique dans le domaine de la communication. En échange de son entrés au capital de la SGB, M. Maxwell espérait contrôler Tractabel et ajouter la participation détenue par la société belge dans Havas aux 5 % d'actions qu'il avait déjà « ramassés » sur le mar-

"UNE DATE DANS L'HISTOIRE DU CINEMA"

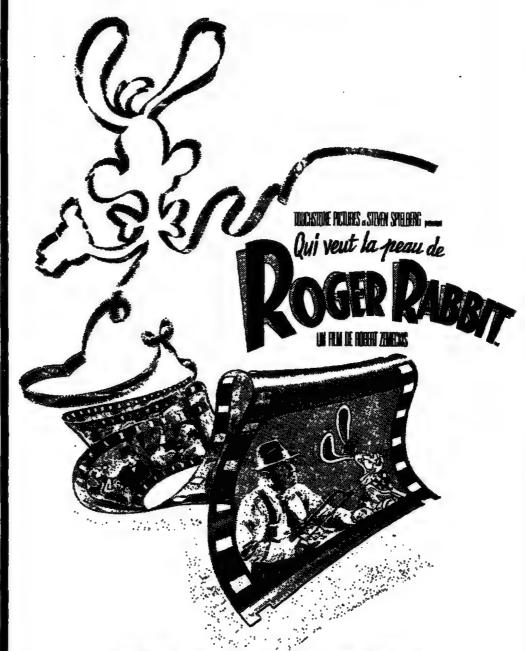
PREMIERE

"APRES 1h 36 mn DE BONHEUR, **VOUS REPRENDREZ** LA FILE D'ATTENTE POUR SAVOURER LE FILM UNE DEUXIEME FOIS" L'EXPRESS

"UN FILM HILARANT ET ESPIEGLE" LE NOUVEL OBSERVATEUR

"ROGER RABBIT EST UN SOMPTUEUX **JOUET POUR PETITS ET GRANDS" LE FIGARO**

"VOUS N'AVEZ JAMAIS VU ÇA... **UN TOUR DE FORCE INOU!" ROCK AND FOLK**



TRUCUSTONE PICTURES . STEVEN SPIE BERE 🐙 ROBERT ZONECOCS. DUB RESCANS. CERUSTOPHER LLOYN YERROD HITLIANS "- ALM SEVENIE "- ANTHER STANDET .=== BEAN CHONEY A.S.C. "== STEVEN SPHELEGE KATALEN - LITTREY PHILE & PLIEB STANAN "= BORENT WALLS , FRANK WARSHILL == BORENT EDUFENCE

© Minima los cido issues is

UGC NORMANDIE PRESTIGE: 70 mm V.O. GRAND REX EN GRAND LARGE: V.F. V.O.: MIRAMAR - UGC DANTON - FORUM HORIZON - 14 JUILLET BEAUGRENELLE V.F.: PARAMOUNT OPERA - UGC MONTPARNASSE - NATION - GAMBETTA UGC LYON BASTILLE - UGC CONVENTION - UGC GOBELINS - MISTRAL - UGC MAILLOT

3 SECRETAN - PATHE WEPLER ET DANS LES MEILLEURES SALLES DE LA PERIPHERIE.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

L'HABIT DES LETTRES. Espace Acteur (42-62-35-00). Sam. à 20 à 30 ; dim. à 17 h.

LES KINKAS. Théâtre du Bec Fin (42-96-29-35). Sam. à 20 h 30. LES ANCIENNES ODEURS. Essaion de Paris. Selic I (42-78-46-42). Sam. et dim. à 18 h 30.

PARIS-NORD, ATTRACTIONS POUR NOCES ET BANQUETS. Jar-din d'hiver (42-62-59-40). Sam. à 21 h; mm. 3 16 b. AEROLISTOS. Lucernaire Forum (45-44-57-34). Sam., dim. à 18 h.

LE MINOTAURE Theatre des Petits Mathurius (42-65-90-00). – Sum. à 19 h ; à dim. à 16 h. JE ME SOUVIENS. Opéra-Comique (42-96-06-11). Dim. à 15 h (dern.).

LA VIEILLE DAME INDIGNE. Vincennes. Théâtre Daniel Scrano (48-08-60-83). Dim. à 18 h.

LE CABARET DE L'ŒUF BRISE. Montreuil. Studio Berthelot (48-57-06-55). Sam. à 20 h 30 ; dim. à 16 h 30. LE LIEUTENANT GUSTEL. Vanves. Thestre (46-45-46-47). Sam. à 20 h 30.

GERARD SETY. Théâtre de Dix heures (42-64-35-90). Sam. à 20 h 30. LE PARIS D'ARAGON, Maison de la Poésie (42-36-27-53). Sam. et dim. 20 h 30.

AVANTL Théâtre Anto Berriau (42-08-77-71). Sam. à 17 h 30 et 21 h; dim. à 15 h 30. ANTOINE M'A VENDU SON DESTIN, Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17). Sam. à 21 h;

LE ROI SE MEURT. Boulfes de Nord (42-39-34-50). Sam. à 15 h et 20 h 30 ; dim., 16 h. FIN DE PARTIE. Comédie-

Françaisc. Salle Richelieu (40-15-00-15). Sam. à 21 h; dim. à 15 h. UNE SOIRÉE PAS COMME LES AUTRES. Charenton-te-Pont. Théâtre (43-68-55-81). Sam. à 20 h 45.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Bulle on la voix de l'océan : 20 h 30, 14 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Avanti : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

RLEQUIN (RESTAURANT-THEATRE) (45-89-43-22). Le Mosif et ARLEQUIN la Crique: 20 h. ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02).

Le Timide an palais : 16 h et 20 h 30, ATELIER (46-06-49-24). Beby Boom : 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ATHENEE-LOUIS JOUVET (47-42sins: 20 h 30. Salle Louis Jouvet. Sim plement compliqué. Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30. BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Le roi se meurt : 15 h et 20 h 30, dim. 16 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Notes en duo : 20 h. La Trilogie du mythe (en entier) - 22 h

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore : 20 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Zonc : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Aug-mentation : 20 h 30, dim. 16 h.



CARTOUCHERIE THÉATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). Trakininī: 20 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÉTE (43-28-36-36). Salle L Cami, drames de la vie courante : 20 h 30, dim. 16 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-

44-45). Ah! Ca rira, ça rira, ça rira !... : 21 h, dim. 15 h 30. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Je ne reviendrai jamais, Festi-val d'autonne à Paris 1988: 15 h et 21 h, dim. (dernière) 15 h. Diverses Confé-rences: 16 h.

rences: 16 h.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60).
L'Ombre de la vallée : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31).
L'Orage : 20 h 45, dim. 15 h 30.

CIRQUE D'HIVER (42-66-20-75). Astè-

riz: 14 h, 17 h 30 et 21 h, mer., dim. 14 h et 17 h 30.

et 17 h 30.

CTÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théatre.
Passion Marionnettes géantes : 20 h 30.

La Galerie. La Seconde Surprise de l'amour : 20 h 30. La Resserve. Heory Brélard : ma vie : 20 h 30. COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Revieus dormir à l'Elysée : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).
Voltaire's Folies: 19 h et 21 h, dim. 15 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).
Les Délices du baiser : 20 h 30, dim. 15 h 30.

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richellen. Fin de partie : 21 h, dim. 15 h.
Dim. Esther : 20 h 30. DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Ma-

sure: 21 h. dim. 15 h 30.

DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-50).
DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-50).

DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). Le Gardien: 20 h 30, dim. 16 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 23 h. EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-

42-57-49). Glengarry Glen Ross: 21 h, dim. 15 h. ELDORADO (42-49-60-27). Rêve de Vienne: 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30

ESPACE ACTEUR (42-63-35-00). L'Habit des lettres: 20 h 30, dim. 17 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).

Salle L Les Anciennes Odeurs: 18 h 30.

Voyanco: 21 h, dim. 16 h. Salle II. Paroles d'or : 18 h 30. L'Annonce de Mat-thiah : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). L'Homme prudeat : 17 h et 21 h, dim. (dernière) 15 h; GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Noctumes: 15 h et 20 h 45, dim. 15 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal

20 h 30. GAVEAU-THEATRE (SALLE GA-VEAU) (45-63-20-30). Le Naufragé : 15 h 30, dim. 15 h 30, mer., ven., lun., mar. 19 h.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Le Merie blanc : 20 h 30, dim. 96-04-00) 18 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux souls le savent : 18 h 45. Dé-65-61). ERK Senis R savent : 18 h 45. De-lire à deux : 20 h 30. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ange gardieu : 20 h 30, dim. 16 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-trice chauve : 19 h 30. La Leçon :

JARDIN D'HIVER (42-62-59-40). Paris-JARDIN D'HIVER (42-2-39-40). Pars-Nord, attractions pour noces et ban-quets: 16 h et 21 h.

JARDIN DES PLANTES (AMPHI-THÉATRE DE PALÉONTOLOGIE) (43-57-57-89). Le Buffon des familles: 15 h 30 et 18 h 30, dim. (dernière) 15 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Temporai-rement épuisé : 19 h 30. Le Criminel, Festival d'automne à Paris 1988 : 21 h,

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Les Ar-moires : 21 h, dim. 15 h. LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Va-

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si on faisait le noir juste une minute ?: 18 h 30 et 21 h, mer. 18 h 30. CLUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Aérolistos: 18 h. Théitire mair. Le Petit
Prince: 20 h. Mort à crédit: 21 h 30.

Théitire reuge. Contes érotiques arabes
da XIVe siècle: 20 h. Pour m oui, pour
un non: 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). Le Paris d'Aragon: 20 h 30. MARAIS (42-78-03-53). Le Grand Invité : 20 h 30.

Samedi 15 - Dimanche 16 octobre

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Monte-Plats : 18 h 30. Monolognes de Jean Coctesu : 20 h 30. Sept Coutes cruels : 22 h. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Si c'est pas Montagné, j'en veux pas : 18 h et 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). La Femme à contre-jour : 18 h et 21 h, dim. 15 h. MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Le Minotaure : 16 h, mer., jeu., ven., iun., mar. 19 h.

MECHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma cousine de Varsovie: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le So-cret : 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30. MUSÉE DE CIRE HISTORIAL DE MONTMARTRE (46-06-78-92). Aprè-nidi au Chat noir : 16 h, 14 h 30 et 17 h 30, dim. 16 h et 14 h 30.

NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Paris accordion, Fêtes d'automne du Ve arrondissement : 15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). Les Exilés : 20 h 30, dim. (dernière) 15 h. ODEON (PETIT) (43-25-70-32). Tolle de

CEUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h. OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOU-RISME (47-42-45-45). La Prose du Transibérien et de la petite Jehanne de France: 20 h 15 OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Jules César : 19 h 30. ▷ Dim. Rigoletto : 19 h 30.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-96-06-11). Dim. Je me souviens Festival d'automae à Paris 1988: 15 h. PALAIS DES GLACES (PETIT PA-LAIS) (48-03-11-36). Kilowatt : 20 h 15.

Les Vamps: 21 h 30. PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le speciacle continne! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle L Le plus heureux des trois : 21 h, dim. 15 h. PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. cinéma

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24)

SAMEDI

La Dause de mort (1946), de Marcel
Crawenne, 15 h; Heureux Mortels (1944,
v.o.), de David Leon, 17 h; la Grande
Aventure (1945, v.o.), de Joha Boulting,
19 h 15; la Pirate (1983), de Jacques Doilleon 21 h 15

DIMANCHE

Pour une nuit d'amour (1946), d'Edmond T. Gréville, 15 h; le Chemin des étoiles (1945, v.o.), d'Anthony Asquith, 17 h; Fame is the Spur (1947, v.o.), de Roy Boolting, 19 h 15; les Visiteurs (1972, v.o.s.l.f.), d'Elie Kazan, 21 h 30.

CENTRE POMPIDOU GRAND FOYER

Vidéndanse: 200 vidéns en non stop, un panorama de la danse contemporaine depuis dix ans. Jusqu'au 21 novembre, tous les jours de 14 h à 21 h - gratuit.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Le Cinéma français des années cin-quante: Tu m'as sauvé la vie (1950), de Sacha Gnitry, 14 h 30; Une histoire d'amour (1951), de G. Leftnuc, 17 h 30; le Carrosse d'or (1952), de Jean Renoir, 20 h 30.

DIMANCHE

Le Cinéma français des années cin-quante: les Misérables (1957), de Jean-Paul Le Chanois, 14 h 30; les Misérables (1957), de Jean-Paul Le Chanois, 17 h 30; Paris nous appartient (1960), de Jacques Riverte, 20 h 30.

VIDÉOTHÈOUE DE PARIS

SAMEDI

SAMEDI
Jacques Brel à la Vidéothèque de Paris:
Actualités anciennes, 12 h 30; Brel (1982)
de Frédéric Rossif. 14 h 30; Brel des
amées 60: Jacques Brel (1964) de Denise
Glaser, Jacques Brel (1966) de Roger Pradines, 16 h 30; Hommage télévisé à Jacques
Brialy, 18 h 30; la Bande à Bonnot (1968)
de Philippe Fourastier, 20 h 30.

DIMANCHE

Jacques Brel à la Vidéothèque de Paris:
Mon Oncie Benjamin (1959) d'Edouard
Molinaro, 14 h 30; l'Emmerdeur (1973)
d'Edouard Molinaro, 16 h 30; la Bande à
Bonnot (1968) de Philippe Fourastier,
l'Aventure c'est, l'aventure (1971) de
Clande Lelonch, 18 h 30.

Cinémathèque

RANELAGH (42-88-64-44), L'Etrange Mister Knight: 16 h et 21 h, dim. 16 h. RENAISSANCE (42-08-18-50), A ts santé, Doruthéo: 15 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Le Lavoir : 20 h 30, dim. 15 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple: 20 h 45, dim. 15 h.

SPIENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). L'Ex-Femme de ma vie: 20 h 30.

SQUARE RÉJANE (43-79-90-90). Baroque II: 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE DEX HEURES (42-64-35-90). Gérard Sety : 20 h 30. Brassens, Brel : 22 h. THEATRE DE FORTUNE (43-56-76-34). Une petite sirène : 21 h. THEATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Résistible Ascession d'Ar-turo Ui : 20 h 30, dim. 15 h. THEATRE DE L'OMBRE QUI ROULE

(43-26-29-61). Le Monologue de Molly Bloom, d'après Ulysse : 21 h. THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Marius: 15 h 30, dim. 14 h, Fanny: 18 h, dim. 16 h 30, César: 21 h 15, dim. 19 h 30, Selle II. L'Ecnme des ions: 21 h 35, des jours : 21 h 30.
THÉATRE DE LA PLAINE (4043-

01-82). Cage, d'après Communication à une académie : 20 h 30, dim. 17 h. THÉATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). Les Eaux et Forêts : 20 h 30, dim. 16 h. THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). La Dame de Bayrouth : 20 h 30, dim. 15 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Gémier. Sopho-uisbe : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grande salle. Réveille-toi, Philadelphie : 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30.

THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-

THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande sulle. Le Retour au désert, Festival d'antonne à Paris 1988 : 17 h et 20 h 30, dim. 17 h. TINTAMARRE (48-87-33-82). La Tun-bale : 15 h 30. Barthélémy : 19 h. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30 et 22 h 45.

TOURTOUR (48-87-82-48). Identités : TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), Rifisoin dans les labours : 16 h et 21 h. . VARIÉTÉS (42-33-09-92). Le Saut du lit :

GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.): Rez, 2 (42-36-83-93); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Pathé Français, 9 (47-70-33-86); Les Montparaos, 14* (43-27-52-37).

ADA DANS LA JUNGLE (Fr.) : Forum

riorizoa, 1" (45-08-57-57); Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-59-92-82); Pathé Français, 9" (47-70-33-88); Fau-vette, 13" (43-31-56-86); Pathé Mont-parnasse, 14" (43-22-46-01); Pathé Cli-chy, 18" (45-22-46-01);

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.): Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.):

48-18].

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.):
Cinochea, 6° (46-33-10-82),
L'AUTRE NUIT (Fr.): L'Entrepôt, 14°
(45-43-41-63).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): Gaumont Les
Hallea, 1° (40-26-12-12); Gaumont
Opéra, 2° (47-42-60-33); 14 Juillet
Odéon, 6° (43-25-59-83); Gaumont
Ambassade, 8° (43-59-19-08); SaintLazare-Pasquier, 8° (43-87-35-43); 14
Juillet Bassille, 1° (43-37-90-81); Gaumont Parnesse, 14° (43-35-30-40); v.f.:
Fauvette, 13° (43-31-56-86); Mistral,
14° (45-39-52-43); Trois Sceréan, 19°
(42-33-42-26); UGC Danton, 6° (42-2510-30); UGC Rotonde, 6° (45-7494-94); UGC Normandie, 8° (45-6316-16); v.f.: Paramount Opéra, 9°
(47-42-56-31); UGC Gobelins, 13° (4336-23-44); Pathé Montparnasse, 14°
(43-20-12-06); UGC Convention, 15°
(45-74-93-40); Pathé Clichy, 18° (4522-46-01); Le Gambetia, 20° (46-3610-96).

BERD (A., v.o.): 14 Juillet Parnesse, 6°
(42-6-58-00): Fluefee Lincoln 8° (42-

10-90).

BERD (A., v.o.): 14 Juillet Parussuc, 6 (43-26-58-00); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

BONJOUR L'ANGOESSE (Fr.): UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

CHOCOLAT (Fr.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).

10-82).

COLORS (*) (A., v.o.): UGC Ermitage,
3* (45-63-16-16).

F (43-03-16-16).

LA COMMISSAIRE (Sov., v.a.): Forum
Orient Express, 1= (42-33-42-26);
Comos, 6 (45-44-28-80); Le Triomphe,
8 (45-62-45-76); L'Entrepôt, 14* (4543-41-63).

43-41-63).

LE COMPLOT (Fr., v.n.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Gammont Opéra, 2 (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); v.f.: George V, 8 (45-62-41-46); Trois Parnassens, 14 (43-20-30-19).

DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.): Epéc de Bois, 9 (43-37-57-47).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit-ft., v.o.): Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60).

CHRIST (A., v.A.): Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Saint-Michel, 5º (43-26-79-17); Gaumont Champs-Elysées, 8º (43-39-04-67); v.f.: Gaumont Parasses, 14º (43-35-30-40).

14 (43-35-36-40).

DROLE D'ENDROTT POUR UNE RENCONTRE (Fr.): Rex. 2° (42-3683-93); Ciné Beaubourg, 3° (42-7152-36); UGC Montparnasse. 6°
(45-74-94-94); UGC Odéon, 6° (42-2510-30); UGC Champe-Elysées. 8° (4562-20-40); UGC Opéra, 9° (45-7495-40); Les Nation, [2° (43-43-04-67);
UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-04-67);
UGC Lyon Bastille, 12° (43-32-344); Mietral, 14° (45-39-52-43); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); UGC Maillot, 17° (47-48-06-06); Imagea, 18° (45-2247-94); Le Gambetta, 20° (46-3610-96).

DROWNING BY NUMBERS (Brit.,

10-96).

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.a.): Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Racine Odéon, 6- (43-26-19-68); La Pagode, 7- (47-05-12-15); Le Triemphe, 9- (45-62-45-76); La Bestille, 11- (43-54-07-76); Becurial, 13- (47-07-28-04); Gaumont Aléaia, 14- (43-27-84-50); Trois Parmassions, 14- (43-20-30-19); 14 Jullet Beaugranalle, 15- (45-75-79-79).

EMMANUELLE 6 (**) (Fr.): George

EMMANUELLE 6 (**) (Fr.) : George V, 8* (45-62-41-46).

ENCORE (*) (Fr.) : Studio 43, 9* (47-70-63-40).

DERNIÈRE TENTATION DU

Les exclusivités

L'ETUDIANTE (Fr.): Gammont Les Halles, 1st (40-26-12-12); Rez. 2st (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6st (43-25-59-83): Gammont Ambassade, 8st (43-87-19-06); George V. 8st (44-62-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, 8st (43-87-35-43); Pathé Français, 9st (47-70-33-88); Les Nation, 12st (43-43-04-67); UGC Lyon Bustille, 12st (43-43-04-67); UGC Lyon Bustille, 12st (43-43-04-67); UGC Lyon Bustille, 12st (43-43-01-99); Fanwette, 13st (43-31-5-66); Gammont Parnasse, 14st (43-27-84-50); Mizmar, 14st (43-20-89-52); Gammont Convention, 15st (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18st (45-22-46-01).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.); (45-22-46-01).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.):
Clany Paiace, 5 (43-54-07-76); UGC
Ermitage, 3 (45-63-16-16).

FRANTIC (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-66).

Ermitage, P (43-63-16-16).

FRANTIC (A., v.a.): George V, 8 (45-62-41-46).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.a.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.a.): Forum Horizon, 1 = (45-03-57-57): 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82): UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); 14 Juillet Bastille, 12 (43-57-97-97); Biarventhe Mourparnasse, 15 (45-44-25-02); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LE GRAND BLEU (Fr., v.a.): Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); Publicis Champs-Elystes, 8 (47-20-76-23); v.f.: Gaumont Les Halles, 1s (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Gaumont Alésia, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34); George V, 8 (45-62-41-46).

LA GUERRE D'HANNA (A., v.a.):

41-46). LA CUERRE D'HANNA (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26). HAIRSPRAY (A., v.o.): Epéc de Bois, 5" (43-37-57-47). **HOMEBOY** (A., v.o.): Epéc de Bois, 5-(43-37-57-47); Le Triomphe, 8- (45-62-45-76).

43-76). LTHOMME QUE J'AI TUÉ (A., v.o.): Action Christine, 6* (43-29-11-30). HOTEL TERMINUS (Fr. vo.): Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 (42-22-87-23); Elysèes Lincoln, 8 (43-59-36-14); Sept Parans-siens, 14 (43-20-32-20). sicis, 14º (43-20-32-20). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6º (46-33-10-82) ; Trois Parnassiens, 14º (43-20-30-19).

IRONWEED (A., v.o.): UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6^e (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8^e (45-62-

2040).

LA LECTRICE (Fr.): Forum Aro-en-Ciel, 1" (42-97-53-74): Pathé Impérial, 2" (47-42-72-52); Pathé Hautefeuille, 6" (46-33-79-38): Pathé Marignan-Concorde, 8" (43-59-92-82): UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-01-59): Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50): Pathé Montparnasse, 14" (43-20-12-06): Sept Parnassiens, 14" (43-20-32-20): Convention Saint-Charles, 15" (45-79-33-00); Pathé Chelry, 18" (45-22-46-01).

LA LOU DU DÉSIR (") (Fsn. v.o.): Les

MERE TERESA (Bril., v.o.): Epec de Bois, 5 (43-37-3747).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Bril., v.o.): 14 Jaillet Parnasse, 6 (43-26-38-00).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.): Croc Beambourg, 3 (42-71-52-36); UGC Odeon, 6 (42-25-10-30): UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40); UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16); La Bastille, 11* (43-54-07-76); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79); UGC Maillot, 17* (47-48-06-06); v.f.; Rex., 2* (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6* (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-33-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-33-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-34-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 14* (45-39-52-43); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Images, 18* (45-22-47-94); Le Gambetta, 20* (46-56-10-96).

LES MODERNES (A., v.o.): Forum

LES MODERNES (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26): Pathé

PARIS EN VISITES

Ateliers et cités d'artistes à Mont-martre », 10 h 30, mêtro Abbesses (M. Banassat). «L'Opéra», 11 heures, et 14 h 30, hall d'entrée (Marie-Christine Lasnier).

hull d'entrée (Mario-Christice Lasnier).

Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel des Ambassadeurs de Hollande.

14 h 30, métro Saint-Paul (Evelyne Rourdais).

Mario Saint-Paul (Evelyne Rourdais).

L'ile Saint-Louis». 14 h 30, métro Pont-Marie (Christine Merle).

Salons du ministère de la marine.

«Salous du ministère de la marine», 14 h 45, 2, rue Royale (Paris livre d'his-Le Grand Louvre . 15 heures, porte Saint-Germain-l'Auxerrois (Tourisme culturel).

«Les salons du ministère des finances», 17 heures, 93, rue de Rivoli, carte d'identité (M= Cazes).

MONUMENTS HISTORIQUES «L'état-major de la marine dans l'ancien garde-meuble royal», 10 h 30, 2, rue Royale, carte d'identité. «L'hôtel de Sully», 15 heures, 62, rue Saint-Antoine.

- Le Marais, de l'hôtel de Soubise à la place des Vosges », 10 h 30, sortie mêtro Saint-Paul (Evelyne Bourdais). Versailles : le parc du château à l'heure de la Révolution », 14 h 30, cour d'houneur du château, sous la statue de Louis XIV (Office de tourisme). «L'hôtel de Lauzun», 14 h 30, 17, quai d'Anjou. Téléphoner le marin au 45-74-13-31 (E. Romann).

Hautefeuille, 6 (46-33-79-38); Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

Trois Balzac, § (43-20-1-10-00); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

PRESIDIO (A., v.o.): George V, § (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, § (43-99-92-82); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Paramount Opéra, § (47-42-56-31); Miramar, 14 (43-20-89-52).

PUBLIVORE (Fr.): Epéc de Bois, § (43-37-57-47).

QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.): Forum Orient Express, 1a (42-33-42-26); UGC Danton, & (42-25-10-30); UGC Montparnasse, & (45-74-94-94); UGC Biarritz, § (45-62-20-40); UGC Opéra, § (45-74-95-40); UGC Opéra, § (45-74-95-40); UGC Cobelins, 13: (43-36-23-44); Convention Saint-Charles, 19 (45-79-33-00).

LE REPAS DU DRAGON (All., v.o.): Forum Arc-en-Ciel, 1a (42-97-53-74); 14 Juillet Parnasse, & (43-26-58-00); Saint-André-des-Arta II, & (43-26-80-25).

LES FILMS NOUVEAUX

PRISONNIÈRIES. Film français de

PRISONNIÈRES. Film français de Ctearlotte Silvera: Forum Aroenciel. 1" (42-97-53-74): Pathé Impérial, 2: (47-42-72-52): Pathé Impérial, 2: (47-42-72-52): Pathé Hautelenille, 6: (46-13-79-38): Pathé Marignan-Concorde, 3: (43-59-92-82): UGC Lyon Bastille, 12: (43-43-01-59): Fauvette Bis, 13: (43-31-60-74): i. Entrepåt, 14: (45-43-41-63): Sept Parmassieme, 14: (45-23-46-01): Le Gambetta, 20: (46-36-10-96). QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT? Film américain de Robert Zemeckis, v.a.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57): Rex (Le Grand Rex), 2: (42-36-83-93): UGC Danton, 6: (42-25-10-30): UGC Normandie, 8: (45-63-16-16): Miramar, 14" (43-20-89-52): 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79): v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2: (42-36-83-93): UGC Momparnasse, 6: (45-74-94-94): Paramount Opéra, 9: (47-42-56-31): UGC Cobelins, 13: (43-36-23-44): Mistral, 14: (45-39-52-43): UGC Convention, 15: (45-74-93-40): UGC Maillol, 17: (47-48-06-06): Pathé Wepler, 18: (45-24-601): Trois Secrétan, 19: (42-06-79-79): Le Gambetta, 20: (46-36-10-96).

STORMY MONDAY (Brit.-A., v.o.):
Gaumont Les Halles, |* (40-26-12-12):
Saint-Michel, 5* (43-26-79-17): Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08):
Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50):
v.J.: Pathé Français, 9* (47-70-33-88):
Bienwealte Montparnasse, 15* (45-44-25-02); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96):

Clichy, 18° (45-22-46-01).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6° (46-33-97-77).

MA VIE DE CHIÉN (Sa., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6° (43-26-58-00).

MASQUERADE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1° (45-08-57-57) ; Gaumont Horizon, 1° (45-08-57-57) ; Gaumont Horizon, 1° (45-08-57-57) ; Gaumont Horizon, 1° (45-08-37-57) ; Gaumont Horizon, 1° (43-35-30-40); v.f.: Gaumont Parnasse, 6° (43-37-51-47).

MEUETRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 14° (43-27-53-37) ; Les Montgons, 14° (43-27-53-37) ; Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27).

Convention, 15° (48-28-42-27).

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.):
Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); Rea,
2° (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6°
(43-25-59-83); Bretagne, 6° (42-2257-97); La Pagode, 7° (47-05-12-15);
Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08);
George V, 8° (45-62-41-46); SaintLaxare-Pasquier, 8° (43-87-35-43);
Pathé Français, 9° (47-70-33-88); 14
Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Les
Nation, 12° (43-43-04-67); Fauvette, 13°
(43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14°
(43-78-48-50); 14 Juillet Beaugrenelle,
15° (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); UGC Maillot,
17° (47-48-06-66); Pathé Clichy, 18°
(45-22-46-01); Trois Secrétan, 19° (42-06-79-79).

DIMANCHE 16 OCTOBRE «L'hôtel de la Palva», 9 h 30, 25, avenue des Champs-Elysées (E. Roman).

"Académie française et Institut», 15 heures, 23, quai Conti (Michèle

Pohyer).

- L'ancienne Cour des Miracles et la rue Montargueil», 15 heures, sortie méro Sentier (Résurrection du passé).

- L'hôtel du Châtelet», 15 heures, 127, rue de Grenelle (Arous). L'abbaye Sainte-Geneviève -, 15 heurs, 23, me Clovis (Paris et son histoire).

LUNDI 17 OCTOBRE «Le Musée Picasso», 14 h 30, 5, rue de Thorigny, dans la cour, près des caisses (Didier Bouchard). Mysiérieuse Egypte au Louvre ;
 14 h 30, sortie métro Louvre (Isabelle Hauller). « Montmartre, ses jardins d'artistes ». 14 h 30, sortie métro Abbesses (Approche de l'art).

che de l'art).

«La pyramide et l'aménagement du Grand Louvre», 14 h 30, mêtro Tuileries (C.-A. Messer).

«Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Le Palais de justice en activité», 14 h 45, 2, boulevard du Palais (Tourisme culturei).

«Cités d'artistes du quatorzième arrondissement», 15 heures, 2, place Denfert-Rochereau (Paris et son his-«Salous de l'hôtel de Custine, de celui de M™ Mars et d'une maison parti-culière», 14 h 45, métro Notre-Dame-de-Lorette (M. Banassat).

MONUMENTS HISTORIQUES

L'hôtel de Bourrienne», 14 h 30, 58, rue d'Hauteville. Le quartier de la Défense et son arche», 15 beurea, hall de la station RER La Défense, sortie L.

CONFÉRENCES

DIMANCHE 16 OCTOBRE 60. boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : «Venise et son carnaval»; 16 h 30 : «La Thaflande» : 18 h 30 : «Florence», par M. Brumfeld (Rencon-tre des peuples).

I., rue des Prouvaires, 15 heures :
«Où va le monde, d'après les prophètes
et les voyants?», par Natya; «Expé-riences de voyance», par François Gal-

18, rue de Varenne, 14 h 30 : « Mexique » ; 16 heures : « Afrique interdite » ; 17 h 30 : « Brésil de tous les réves », par

LUNDI 17 OCTOBRE

3. rue Rousselet, 14 h 30 : - Egypte pharaonique : les bâtisseurs » (Arcus).
78. boulevard Malesherbes, 20 h 30 : «Les chakras, portes de l'boume», par le doctour Atlan (L'homme et la

LE THEATRE GERARD PHILIPE présente du 14 au 25 octobre LE ROCADO ZULU THEATRE ANTOINE M'A VENDU SON DESTIN mise en scène D. Mesguich et S. Labou Tansi ocation, Renseignements 42.43.17.17 - Agences et FNAC - PL 100 F et 50 F.

DANS LE CADRE DES ORALIES DE HAUTE-PROVENCE

1er FORUM DU LIVRE SONORE

A GRÉOUX-LES-BAINS (Livres, cassettes et laser)

SOUS LA PRÉSIDENCE D'ANTOINETTE FOUQUE Les 28 et 29 octobre 1988

RENSEIGNEMENTS: THERMES DE GRÉOUX-LES-BAINS, 04800. Tél.: 92-74-23-61.





Régions

18 milliards de francs de « grands projets » pour affronter l'Europe

Lyon la Nouvelle

UTANT dire Lyon demain. Des tours nouvelles tiennent compagnie an fameux « crayon » de 140 mètres de hauteur planté dans les années 70 au cœur du quartier de la Part-Dieu. Elles abritent les sièges de plusieurs sociétés européennes. A leur pied, la navette régulière entre l'aéroport international de Satolas et la gare centrale débarque son flot de passagers en transit : Allemands, Italiens, mais aussi Africains, Chinois et Américains. Les uns viennent participer aux sixièmes Rencontres internationales de biotechnologie, qui se tiennent au Palais des congrès bâti quinze ans plus tôt par Reuzo Piano le long du Rhône, sur la frange nord du parc de la Tête-d'Or.

Les autres ne sont là que pour le plaisir : la quator-zième Biennale internationale de la danse, la plus pres-tigieuse manifestation mondiale dans cette discipline artistique, réunit des milliers de personnes venues de tons les continents. Une concentration telle que les vingt-sept « quatre-étoiles » — luxe ou non — construits en partie pour les Jeux olympiques d'hiver de 1992 ou plus tard affichent complet dans un rayon de 30 kilomètres. Le soir venu, chercheurs et chorégraphes, scientifiques et artistes se côtoient aux balcons de l'Opéra, dont les superstructures de verre, créées par Jean Nouvel au début des années 90, illuminent depuis près de vingt ans le cœur de la cité ancienne.

Douce rêverie? Pour une part, sans doute. Imaginer l'agglomération lyonnaise dans vingt ans est, pourtant, moins difficile qu'on ne le croit. « La ville de 2010 s'étale déjà ou moins aux trois quarts sous nos peux », observe Jean Frébault, directeur de l'agence d'urba-nisme de la communauté urbaine de Lyon (COURLY). Il corrige aussitôt : « Mals ces 75 % du tissu urbain déjà en place connaîtront aussi des transformations très importantes » Quoi qu'il en soit, concevoir dès maintenant les grandes lignes des projets qui transformeront radicalement, demain, le cadre de vie des Lyonnais constitue un exercice excitant. C'est celui que dix-neuf élus, regroupés dans le Syndicat d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise (SEPAL), accomplissent, avec l'appui de techniciens, depuis trois ans pour proposer une réécriture du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) approuvé en 1978 mais jugé très vite

En suivant une méthode totalement novatrice, exemplaire à bien des égards - plus de cent cinquante experts et personnalités extérieures ont participé à une ou plusieurs séances de travail, — l'agence d'urbanisme de la COURLY, avec l'appui de nombreux partenaires (1), a réalisé, sous le contrôle du SEPAL, une étude prospective, Lyon 2010, un projet d'agglomération pour une métropole européenne, qui synthétise les études préparatoires au nouveau SDAU.

Deux cents pages de texte, cinquante schémas et cartes en couleurs pour analyser les atouts et les faiblesses de la ville, et esquisser les axes du développe-ment de l'agglomération dans les deux prochaines ment de l'agglomération dans les deux prochaines décennies. « C'est un travail à la fois prospectif et réaliste. éminement politique, mais souple et très ouvert, sur l'intérieur comme sur l'extérieur du périmètre concerné », a indiqué Jean Rigaud, député (UDF), maire d'Ecully et président du SEPAL, au cours de la présentation, le 10 octobre, de ces études. Celles-ci constituent désormais « une référence indispensable à tout projet et à toute action pour le développement de Lyon », a ajouté dans la foulée Francisque Collomb, sénateur (non inscrit), président de la communauté urbaine et maire de Lyon. Elles serviront communanté urbaine et maire de Lyon. Elles serviront de base aux débats thématiques - organisés dès la semaine prochaine, avec les responsables de tous les secteurs socio-économiques de l'agglomération – ou géographiques, notamment avec les élus des petites

sait que le coût des egrands projets » imaginés anjourd'hui — ceux qui changent spectaculairement l'image d'une ville — a été évalué à 18 milliards de

concernée, la COURLY, n'a affecté, en 1987, qu 70 millions de francs (10 % de son budget gé d'investissement) à la réalisation de « grands projets ».

Les experts se cachent d'ailleurs pas que, dans ces conditions, le financement de l'intégralité du pro-gramme sera « difficile, voire problématique ». Pour y parvenir, ils proposent, outre les solutions classiques (élargissement des bases fiscales par le développement économique, réduction des dépenses de fonction laissent aux collectivités une marge plus grande pour les investissements), de recourir plus largement au partenariat privé, et surtout de demander davantage à l'Etat, « qui ne pourra pas continuer à agir comme s'il n'y avait de grands et bons projets qu'à Paris », ainsi qu'aux partenaires publics territoriaux – région, départieux, de l'aménagement harmonieux d'une communauté de plus d'un million d'habitants sera donc difficile à tenir. Mais le document publié a l'avantage d'exposer clairement les enjeux et de proposer des pistes dans tous les domaines, y compris politique.

(1) La direction départementale de l'équipement et la irection départementale de l'agriculture et des forêts du

Une métropole généraliste

I la gastronomie a longtemps servi la promotion de la ville, et si la tradition doit être respectée, voire développée, Lyon possède bien d'autres atouts, autrement plus importants pour jouer à la table européenne : la chimie et la parachimie, la santé et le génie médical, les sciences de la vie, les matériaux nouveaux développés parfois à partir de techniques anciennes comme le tistechniques anciennes comme le tis-sage de la soie, les techniques urbaines et les transports. Elle est fondée, aussi, à vanter sa position géographique qui en fait, après Paris, l'agglomération la plus accessible du territoire français. Elle peut s'enor-gueillir des communications privilé-giées, par TGV, avec la capitale qui la rendent apte à accueillir des fonc-tions supérieures nationales. tions supérieures nationales.

Disposant de pôles d'excellence plus nombreux et plus forts que beaucoup d'autres villes. Lyon peut pré-tendre promouvoir une image forte dans le paysage européen. « Nous proposons une transformation de l'agglomération plus qualitative que quantitative », explique Jean Rigaud. Faire de Lyon - une métro-pole européenne agréable à vivre » pole européenne agréable à vivre suppose à la fois, cependant, que soient créées ou développées des péen qui lui font gravement défaut aujourd'hui, et que soit préservée la

Pour faire de Lyon cette agglomération - attractive, ouverte et équilibrée » digne de ses ambitions euronnes, les études préparatoires au péennes, les etuces preparaments sparades types de SDAU prônent trois grands types de projet : ceux qui doivent continuer à structurer l'agglomération, ceux qui participeront à son rayonnement économique, ceux, enfin, qui assureront la qualité de la vie indispensable.

Dans la première catégorie, il s'agit, évidemment, de poursuivre la s'agit, évidemment, de poursuivre la construction des infrastructures routières et autoroutières déjà projetées. Le contournement de l'agglomération par l'est devrait contribuer à faire disparaître le fameux bouchon de Fourvière et, plus encore, la déplorable image qu'il a crèée. Ce contour-nement, présenté comme « une vole rapide urbaine à caractéristiques autoroutières », soulève de très vives oppositions dans plusieurs com-munes traversées. Ses adversaires soulignent, notamment, qu'il existe un autre projet de contournement autoroutier encore plus à l'est, par Satolas (A-46E), qui drainerait tout aussi bien la circulation internatio-nale transitant actuellement par Lyon, et que, par conséquent, le pro-jet actuel - dont la réalisation a

commencé - est inopportun. La réalisation d'un maillon d'une raire Genève-Clermont-Ferrand-

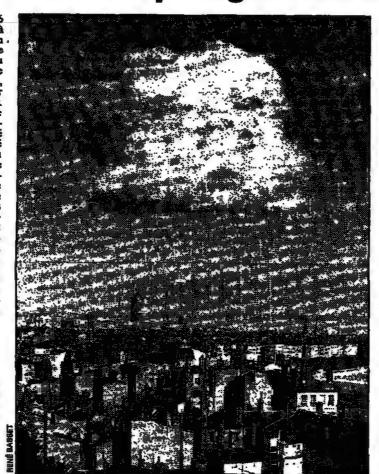
Bordeaux (entre les autorontes A-6 et A-72) contribuera, elle aussi, à désangorger Lyon dans l'avenir. On peut regretter, en revanche, que ce renforcement en étoile du réseau autoroutier ne soit complété par une rocade ceinturant l'agglomération, contrairement au schéma adopté par la piupart des capitales europée Le projet de cette autoroute de contournement par l'ouest, qui fignait sur le premier SDAU approuvé le 20 mars 1978, a été abandos aussitôt que connu. La révision du schéma directeur n'était-elle pas une bonne occasion de proposer le bouclage de la rocade par l'ouest, même si ce projet n'a pas les faveurs — on s'en doute — des populations et des élus de ce secteur? Le centre de gra-vité de l'agglomération se déplaçant ment vers l'est - et les études préparatoires au SDAU en apportent la confirmation, – ce déséquilibre au niveau des linisons avec les futures peut constituer, à terme, un handicap pour la cité tout entière et particuliè rement pour la population résidant dans le secteur préservé de l'Ouest.

Un nœud européen de communications

Les liaisons ferroviaires occupent, le rapport. Au cours des quinze der-nières années, Lyon a découvert à la fois le mêtro et le TGV. Et a pris conscience des avantages que les deux modes de transport lui apportaient. Avec l'ouverture, en 1991, d'une troisième ligne de 13 kilomè-tres entre le quartier nord de Vaise et la ville de Vénissieux, Lyon disposera alors d'un réseau de métro opérationnel. Pourra-t-elle le développer encore? Sans doute, mais pas au même rythme – le coût des investissements a, en effet, réduit à néant ancement dans ce domaine - et à condition d'innover dans des technologies nouvelles pour certaines

Mais Lyon et la région parient, plus fondamentalement encore, sur les retombées du prolongement du TGV vers Valence, et ultérieurement vers la Méditerranée. Le tracé, qui passe aussi à l'est de l'agglomération, est fixé. L'enquête d'utilité publique, retardée pour cause d'élections, devrait démarrer avant la fin de l'année, permettant, en principe, l'ouverture, pour les Jeux olympi-ques d'hiver de 1992, d'un tronçon symbolique entre l'aéroport international de Satolas et la voie ferrée classique Lyon-Grenoble.

Ce projet d'intérêt général a entraîné deux décisions sur le plan



régional : d'une part, la construction d'une gare à hauteur de l'aéroport international; d'autre part, l'étude d'une linison nouvelle entre ce que les spécialistes nomment déjà la « plateforme multimodale - de Satolas - où pistes aériennes, autoroute, voies de chemin de fer régionale et vaies de chemin de fer regionale et nationale se octoieront – et le centre de Lyon. Là ne s'arrêtent d'ailleurs pas les ambitions de ses membres : des études seront lancées pour une liaison TGV directe avec la Suisse et l'Allemagne fédérale, voire l'Italie, l'idée étant de faire de la région Rhône-Alpes en général, et de Satolas en particulier, un nœud de communications européen excep-

Au chapitre de l'économie, moteur Au chapitre de l'économie, moteur du développement futur, les rédacteurs du projet se montrent prudents. Le passé leur a servi de leçon. Ils ne prétendent donc pas agir sur les activités économiques – qui répondent à des impulsions nationales et surtout internationales — mais créer un « environmement favorable » à leur développement. Au premier rang des projets, la construction d'un centre international de congrès. Celui-ci devrait être intégré à la cité internationale prévue en bordure du Rhône, et dont l'immeuble d'Interpol, pratiquement achevé, constitue, avec le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) plus ancien, les éléments tangibles de l'internationalisation de la cité.

La volonté de faire de Lyon un nœud européen de communications devrait entraîner la création de plusieurs équipements en rapport avec les transports : centre de douanes, centre régional de fret, nouveau mar-ché d'intérêt national - dont le départ libérera des terrains dans la presqu'ile, - restructuration des sites portuaires. A côté d'un centre d'affaires renforcé, s'appuyant sur le centre-ville (quartiers de la Bourse, de la Part-Dieu et future cité internationale), les vocations de technopôles de plusieurs sites, centraux ou périVilleurbanne, le secteur Vaise-Ecully à l'ouest, le pôle santé à l'est. Tenant compte des ambitions futures, les rédacteurs du projet proposent de « réserver quelques grands sites stratégiques nouveaux en péri-phérie ». Celui des « îles du Rhône », par exemple, s'appuyant sur le pare de loisirs de Miribel-Jonage, pourrait devenir, ainsi, « le parc européen d'affaires qui manque aujourd'hui et qui doit répondre aux critères des quartiers généraux internationaux, la vocation de loistrs restant dominante». D'une manière générale, conclut le rapport sur sur ce chapitre, il faut offrir des sites en plus grand nombre et plus diversifiés qu'aujourd'hui. Parmi les moyens proposés pour vendre la ville aux sociétés, les experts proposent le « concept de téléport » offrant, à partir de plusieurs sites, des infrastructures et des services de commu-

nication - de très haute qualité -. Liés directement au développe-ment économique, les universités, grandes écoles et laboratoires de recherche, qui, théoriquement, font de l'agglomération le deuxième pôle universitaire français après Paris, devraient être l'objet de soins attentifs, le rapport recomaissant que cette image de Lyon reste « faible ». La ville est en effet conpée de ses universités depuis plusieurs années, et pas seulement pour des raisons géographiques. Dans la perspective d'une augmentation des effectifs de l'enseignement supérieur (Lyon pourrait compter environ cent mille étudiants en l'an 2000, soit vingt-cinq mille de plus qu'anjourd hui), le plan prévoit donc de renforcer les liaisons entre les sites universitaires actuels et également, de ponsser, sans préci-sions autres, à la formation d'un véritable « quartier universitaire » au centre de Lyon, prenant appui sur Gerland (Ecole normale supérieure et lycée international), le quai Claude-Bernard (Lyon-II, Lyon-III, rectorat) et Bellecour (facultés catholiques). Il faut veiller aussi, selon les rédacteurs du document, à tenir pour des e secteurs stratégiques » les zones environnant les grandes écoles et les facultés, afin de nermettre de les affecter, « prioritairement », à des activités ou à des services en rapport avec la vie universi-

Le dernier groupe d'actions envisagé doit tendre à préserver ou amé-liorer la qualité de la vie. C'est un des grands mérites du précédent un des grands mérites du précédent SDAU que d'avoir été le gendarme des espaces verts, agricoles ou naturels. Aujourd'hui, les Lyonnais peuvent se détendre dans deux grands parcs — Lacroix-Laval à l'ouest et Miribel-

tier de Gerland au sud, de la Doua à Jonage au nord-est - qui sont venus s'ajouter ces dernières années à ceux, plus urbains, de la Tête d'Or et de Bron-Parilly. Cette politique se trouve renforcée dans le projet à

> L'effort devrait être porté dans l'est de l'aggiomération - où le rapport propose de « composer un grand paysage » — pour tenter de redonner à cette partie de l'agglomération déformée par les voiries, les lignes de chemin de fer et les zones indus-trielles un aspect plus avenant. Le document du SEPAL insiste aussi sur le traitement des entrées de la métropole, qui sont souvent, pour des visiteurs étrangers, la source des pre-mières impressions.

A cet égard, soulignant le rôle important – que Lyon a souvent ignoré – du Rhône et de la Saône dans la composition urbaine du cendans la composition arrange du cen-tre, le groupe de travail propose que la ville réalise, pour une bonne part, son développement futur autour des voies d'eau. Un choix qui suppose une valorisation des espaces fluviaux, notamment des berges, et qui va pleinement dans le sens de la mis-sion nationale donnée, récemment par le gouvernement à l'architecte Michel Cantal-Dupart. Deux ports pour la navigation de plaisance pourraient ainsi être aménagés, au sud. dans le quartier de Gerland, et, au nord, près du barrage de la Feyssine, dans le cadre de l'aménagement du Rhone amont.

Volonté politique et moyens financiers

Mais amélioration des espaces verts, réhabilitation des grands ensembles immobiliers ou de l'habitat ancien, maintien d'une production de logements résidentiels et extension dans le secteur social avec une meilleure répartition dans toute l'agglomération et rééquilibrage du parc immobilier pour mieux répon-dre à la demande des générations, ne constitueraient pas un cadre de vie suffisamment attractif sans un environnement culturel de haut niveau. Lyon, sur ce plan, n'est pas désarmé : son patrimoine archéologique, reli-gieux, artistique et architectural est, à bien des égards, prestigieux, même s'il n'a pas toujours été mis en valeur ; théâtres et musées sont en nombre,

Le Conservatoire national de musique, installé dans un bâtiment historique, restauré à grands frais, et la Maison du Livre, de l'image et du tecte Mario Botta et inaugurée ce samedi par M. François Mitterrand, sont venus compléter les équipe-ments culturels de l'agglomération. L'Opéra, après bien des tergiversa-tions, sera, d'ici à 1992, pratique-ment reconstruit à l'intérieur de son enveloppe de pierre et sur le lieu qu'il occupe aujourd'hui. La grande halle Tony-Garnier, sauvée de la destruc-tion il y a plusieurs années, s'ouvre, après une première tranche de travaux, aux activités ludiques cet hiver, en attendant de devenir peutêtre un jour une « Villette-bis » consacrée au mouvemenent (1).

Si l'on ajoute que le « projet d'agglomération » propose encore de développer la « culture jeune » (rock, design, mode, BD, vidéo) par l'aménagement d'espaces pour la création ou la diffusion de celle-ci, on scrait tenté de conclure que les Lyon-nais vont être comblés dans les vingt années à venir. Reste cependant à savoir si la volonté politique d'une part, les moyens sinanciers d'autre part, seront suffisants pour que cette étude prospective, foisonnant de propositions, ne reste pas un catalogue de vœux.

(1) La Monde du 7 juin 1988.

Y a-t-il un pilote dans l'agglomération?

ANS l'étude prospective Lyon 2010, un projet d'agglornération pour une métropole nne, présentée comme « plus politique que technocratique» - la première de cette nature et de cette importance réalisée en France, deux éléments frappant l'attention. La plus petite ville-centre de toutes les grandes agglornérations européennes est invitée, pour corriger cette faiblesse quantitative, à regarder, enfin, au-delà du Rhône et de Fourvière. Vers les communes de la première couronne, qui se fondent déjà dans le tissu urbain, mais aussi vers cas põigs de développement plus éloignés que sont la ville nouvelle de L'isle-d'Abesu (à 30 kilomètres dans l'isère) ou la zone industrielle de la Plaine de l'Ain (45 kijomètres dans cet autre dépar-tement limitrophe). Bref, le Syndicat d'étude et de programmation de elle devrait déboucher sur un renfor-

200

l'agglomération lyonnaise (SEPAL) sée per une association — la RUL (Région urbains de Lyon) — dans laquelle siègent des représentants des collectivités concernées (COURLY, Ain et laère). Mais il pousse aussi Lyon à prendre en compte dens sa stratégie de développement international les autres villes de la région, notamment Grenoble, et même Genève. Honnie pendant des années parce que jugée comme une rivale dangereuse, volté la cité de Calvin élevée su rang d'une partenaire tout à fait acceptable, au même titre que les autres « eurocités » avec lesquelles des liens plus étroits se sont tissés récemment (1). Si la complémentarité régionale est réallement appliquée,

cament mutuel des villes, tout en recommande de prendre en compte la contribuent à faire de Rhône-Alpes région urbaine, actuellement symboliréseau urbain autour d'un pôle fort et reconnul», Lyon. Ce « changement d'échelle »,

nécessaire selon les experts, pour que l'agglomération atteigne la masse criire selon les experts, pour que tique (2), ouvre un débat autrement plus polémique : quelle institution sera chargée de la gestion et de la mise en ceuvre de ces projets communautaires, dès lors qu'on sort des limites de compétence de la COURLY ? Plus que toutes les autres communes peut-être, Lyon souffre actualisment d'une superposition des institutions : sement, commune, communauté urbaine, département, région et Etat, auxquals s'ajoutent des synd-

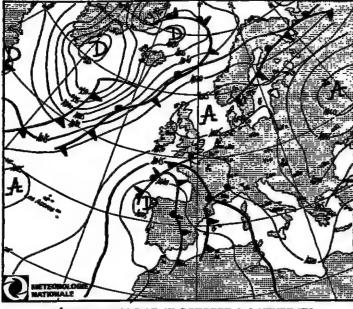
des transports, per exemple), se pertagent le pouvoir d'une manière complexe, parfols incohérente et sûrement coliteuse. Des voix, à droite comme à gauche, se sont élevées pour réclamer une réorganisation du pouvoir d'agglomération. Tout en sachant très bien que la question ne pourra être tranchée que nationalement, le SEPAL propose, an ce qui concerne ce « projet d'agglomération», que la cohérence en soit assurée par la RUL. «Il ne s'agit que d'une instance de coor dination, pour commander des études, établir un ordre de priorité ou assurer le suivi des projets, et en aucun cas un échelon nouveau de décision», s'empresse de préciser Jean Rigaud (3). e Ca sont toujours les communes qui décideront en der-Etat, auxquels s'ajourent des syndi-cats à vocation restreints mais non moins importante (comme le Syndicat six mois des élections municipales, la Monde du 6 octobre 1988).

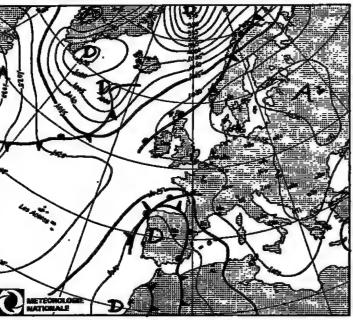
proposition est apparue comme un pevé jeté dans le marigot politique. Pourtant, si le devenir de l'agglornération et la réforme des institutions doivent alimenter la campagne, ca ne sersit pas le moindre márite de Lyon

(1) Milan, Barcelone, Stuttgart,

(2) La région urbaine de Lyon engiobe dans son périmètre, 1,7 million d'habitants. A titre de comparaison, les régions urbaines de Milan et de Francfort représentent respectivement 4 et 2.2 millions d'habitants, Barcelone

(3) M. Jean Rigand est l'auteur de la





relation probable do temps en France entre le samedi 15 octobre à 0 houre et le dimanche 16 octobre à 24 heures UTC.

La dépression située aujourd'hui sur le Portugal descendra vers le Maroc en se comblant. La perturbation associée à se combiant. La perunuea que l'Espa-ce minimum ne concernera que l'Espa-me les Pyrénées. Mais les régions du gne et les Pyrénées. Mais les régions du Sad-Est subiront encore l'influence des remontées d'air chand.

Dinanche: des orages de plus en plus rares sur le Sud-Est. Ailleurs le ciel sera

néralement voilé. generalement voite.

On ne verra que peu de soleil dimanche matin. En ell'et, sur le Pays Basque
et les régions méridionales, les nuages
seront très nombreux. Des petites phuies
tomberont près du Golfe de Gascogne.
En Méditerranée, quelquos averses orageuses se produiront encore, mais sans
comparaison avec les jours passés.

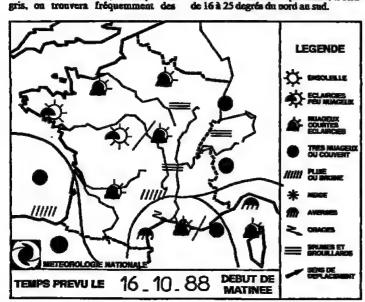
Du nord au nord-est, le temps sera

Dans la journée, le ciel restera très nageux de la Corse aux Alpes, aux évennes et au Languedoc. Les ondées

L'Aquitaine gardera ses nuages jusqu'au soir, mais il ne devrait pas pleuvoir. Les antres régions de la moitié ouest profiteront d'une journée agréable malgré un voile nuagenx.

Sur le quart pord-est, des éclaircies se développerent, elles serent toutefois moins fréquentes près des frontières.

An lever du jour, le thermomètre variera entre 8 et 19 degrés sur tout le pays. C'est du Centre à l'Alsace qu'il fera le plus frais. Les températures les plus douces se produiront près de la Méditerranée. Dans l'après-cuidi, il fera de 16 à 25 degrés du pord au sud.



		ales	n a	trême	maxima s relevées	entre					15-10			•
le 14-10-	1988 à	61	erc.	TU	et le 15-10	-1988	à 6	houre	≋ TU					
F	RAN	CE			TOURS		22	10	N	LOS ANGE		21	16	D
ALACCIO		25	21	N	TOULOUSE.		23	16	C	LUXEMBO		14	9	
HARRITZ		24	14	Ň	PODITSAPI	III	32	23	D	MADRID .		12	12	1
BORDEAUX		23	ìi	D	É	RAN	IGE	R		MARRAKE		27	14	(
BÔURGES		23	11	Ñ	ALGER		25	21		MEXICO .		23	8	1
REST		17	12	D	AMSTERDAL		12	12	c	JATLAN		19	16	1
CAEN		20	8	В	ATRIÈNES		25	8	N	MUNTRÉA	L	12	-1	1
		16	13	N			20	26	N	MOSCOU .	*******	9	- 1	1
THE PLANT		21	8	C	BANGKOK .		23	20 17	C	NATROES .		26	15	I
DUON		19	11	C	DESCRIPTION OF THE PERSON OF T		23	12	D	NEW YORK		14	4	I
CREVONLE!	HH.	24	11	C	EGATE.					OZLO	41110041	10	7	(
IELE		19	13	В	BERLIN		19	12	В	PALMA-DE	WAL	25	20	h
LIBADGES		26	12	D	MUMPLE		18	11	B	PÉKIN		23	-6	ï
LYON		22	12	C	LE CARRE		28	17	C	RIDDEJA		24	18	à
MARSEULE		24	18	0	CONTRACT		12	IO.	P	ROME		25	19	ì
NANCY		15	11	В	DAKAR		32	24	D	SENGAROO		29	26	ď
nantės		22	12	D	DELHI		33	19	D			_	_	
NECE		22	19	N	DIERRA	-	35	25	N	STOCKHO		11	3	3
PARIS HERVI	S	20	ii	D	GENEVE		18	9	N	SYDNEY .		28	20	•
MJ		22	9	D	HUNGKONG		25	22	D	TOKYO		21	14	1
PERMINAN		23	17	Ā	STANGEL.		22	14	D	TUNGS		29	20	(
EPOES		21	•	8	JERUSALEM		25	11	D	VARSOVE		19	6	I
STETEME		21	9	P	LISBONE		19	11	D	VENUSE		19	14	(
STRASBOUR		15	12	-	LONDRES		18	12	Č	VENE.		22	13	N
Δ	В	Ī	•		D	N		•	,	P	T	1	*	:
	. –		ď		المثما	d		•		• •	•		_	
AVERSE 1	benou	e 1			déeseá	11112		CE 2	er i	nhie.	tempé	te l	BC	200

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4853 HORIZONTALEMENT

L C'est quand elles sont fines que ça nous fait une belle jambe. Paraît très sombre quand il est bouché. — II. Des plaisanteries pas toujours bien entendues. Vraiment pénible. — III. Une vieille plainte injustifiée. Pour la

faire marcher, il faut beaucoup Préposition. Naturels, en Amérique. Endroit où l'on peut faire des exercices. - V. Digne d'un empereur. Utile pour faire des projets. Lie. VI. Qui est resté sans relations. Se comportera comme un écra-seur. - VII. A une tête bien ornée. Il n'y a que ses bonnes ses bonnes feuilles qu'on met au panier. — XIV |

VIII. Des sacs membraneux. Ancien souverain. -IX. Entre deux propositions. D'un auxiliaire. Adverbe indiquant qu'il ne faut pas s'endormir. - X. Ne durent qu'un temps. Quand on n'en a pas un, c'est qu'il n'y a plus d'oseille. – XI. Convenu Regardent de très près. Prouver qu'on est bien de tres pres. Prouver qu'on est oten là. – XII. Enzyme. Peut être assimilé à une portion de tripes. Un dieu cananéen. – XIII. Mesure... Pièce. C'est parfois montrer du doigt. – XIV. Qui a donc un grand col. Vaut de l'or. Souvent réclamée à grands cris. - XV. Pronom. Utile pour accrocher. Peut être le cri de celui qui bondit. Symbole.

VERTICALEMENT

1. Circule difficilement quand il y a beaucoup de rats. Sont capables de briser le tympan. – 2. En Belgi-que, c'est une femme qui ne nous dit vraiment rien. Pas occupée. - 3. Est généralement moins précis quand on n'a pas fermé l'œil. En France. Ordre de départ. - 4. Fournit une résine aromatique. Pas innocent. — 5. Fut critiqué par Aristophane. Ont une crête sur le front. — 6. Interjeotion. Dans une série d'interdictions. Qui a donc pu nous enrichir. Qui penvent nous faire rougir. -7. Légumineuses. Lu comme par un débutant. Dans les règles. —

8. Terme musical. Certaines apportent un soutien. Boisson. 9. Endroit où l'on voit le jour. Un impair pour celui qui veut faire ses preuves. - 10. Des gens qui ne sont évidemment pas de la «partie». Vert, dans l'Atlantique. — 11. Un grand col. Tout ce qui est dû. — 12. Vulgaire depuis qu'elle est chrétienne. Des opérations qui ne se font pas sans frais. - 13. Garde en Angleterre. Pleine de vertus. -14. Curiosité dans un village. Fut obligé. Patrie de philosophes. — 15. Pas imaginaire. Un homme de poids. Imite une bête.

Solution da problème uº 4852

I. Méchoui. - II. Ameute. Su. III. Ré. Malice. – IV. Mutinerie. – V. II. Ré. – VI. Titi. Reno. – VII. Erras. Ecu. - VIII. Octa. Let. IX. An. Ile. - X. Ri. Ouléma.

Verticalement

1. Marmite. Arc. - 2. Emea. Ironie. - 3. Ce. Titre. - 4. Humiliation. - 5. O.T.A.N. Salut. -6. Uélé. Elu. - 7. Irréel. Er. -8. Science. Me. - 9. Nuée. Outras. GUY BROUTY.

Sports

FOOTBALL: championnat de France

La pyramide du Parc

En match avancé de la sei- vre ses deux partenaires. Les zième journée du championnat de France de football, le Paris-Saint-Germain a battu le Matra-Racing de Paris (2-0). Une nouvelle fois, la tactique mise en place par Tomislav Ivic, Pentraîneur du PSG, s'est révélée efficace.

Le Parc des Princes en pince encore pour le Paris-Saint-Germain Pourtant, beaucoup prédisent que le PSG perdra bientôt sa cote d'amour au profit d'un rival plus brillant. Les dribbles d'Enzo Francescoli et d'Aziz Bouderbala ont en effet de quoi séduire plus d'un spectateur d'autant qu'ils s'intègrent dans un ensemble à vocation offensive. Mais les bonnes intentions des Racingmen ont été brisées par deux buts réussis par Daniel Xuereb sur corner et par Christian Perez sur contre-attaque. Comme neuf autres équipes anpara-vant, ils se sont heurtés au nouveau système défensif érigé par les San-

Il ne faut pas chercher plus loin que le banc de touche pour trouver le responsable de l'évolution du PSG. Tomislav Ivic, entraîneur et globe-trotter yougoslave, a imposé un schéma tactique identique à toutes les équipes qu'il a dirigées. Il a ainsi euscigné les mêmes préceptes à Split (Yougoslavje) qu'à Ander-lecht (Belgique), à Avellino (Italie) qu'à Porto d'où il est arrivé en inilles dernier inillet dernier.

Dans les années 70, il inculqua aux joueurs de l'Hadjuk Split, l'un des plus grands clubs de son pays, les vertus de la pyramide. Devant le gardien de but, cinq hommes constituent la base de l'édifice. Les trois niliers centraux s'occupent de tout adversaire entrant dans leur zone. Les formations n'évoluent plus de nos jours qu'avec deux attaquants, l'un des trois défenseurs, libérés à tour de rôle de tout marquage, cou-

 AUTOMOBILISME : railye de San-Remo. - En remportant le tren-tième édition du raliye de San-Remo, l'Italien Massimo Biasion est devenu champion du monde des pilotes de rallya su volant de sa Lancia. Il est le premier Italien à conquérir ce titre arrières latéraux jouent le rôle de piston sur les deux flancs. Pour consolider le tout, le milieu défensil en l'occurrence le capitaine Omar Sène, s'est placé très près de sa charnière centrale contre le Matra-Racing. Il suffit alors de trois milieux vifs et clairvoyants, d'un attaquant très rapide, ici Daniel Xuereb, pour recouvrir le tout.

Cimentée par une pression qui ne laisse jamais de répit au porteur du ballon, cette architecture fait ses preuves en France comme dans les quatre autres pays où Ivic a déjà mené son équipe à un titre national.

Deux défants apparaissent cepen-dant dans la cuirasse. Mais Jean-Marc Pilorget, l'un des trois piliers de la désense les résute. « Ce sys-tème est économique pour les désenseurs. Quand nos avants — pour les-quels il est plus usant — sont fatigués, nous possédons les res-sources pour tenir derrière. Quant à ceux qui estiment que notre jeu n'est pas spectaculaire, ce ne sont pas des gagneurs. Il n'y a pas de grandes équipes sans bonne défense. Avec le plus petit nombre de buts encaissés depuis le début du championnat (11) Paris-Saint-Germain n'a peut-être pas fini de croître et d'embellir.

THIERRY CERMATO.

Lundi 17 octobre. Mardi 18 octobre. Memredi 19 octobre. Jeudi 20 octobre. 9hà12h/14hà18h

HERMES

PARIS 24. FALIBOURG STHONORÉ, PARIS 8º

PRÉTA-PORTER MARQUUNERIE. CARRÉS, CRAVATES, CHAUSSURES, TISSUS, GANTS.

Education

Une mise en garde de la FEN au gouvernement

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a adressé vendredi nationale (FEN) a adressé vendredi une lettre ouverte en forme de mise en garde à MM. Rocard et Jospin dans laquelle elle demande d'élabo-rer d'urgence une loi d'orientation et de programmation sur l'éducation, faute de quoi elle envisage une action syndicale.

 Il faut agir dès à présent pour donner à notre pays le projet éduca-tif dont il a besoin (...). La décision de mettre en œuvre ces transforma-tions aux conséquences financières et qualitatives considérables doit ouvrir une phase de négociations larges », déclare la FEN dans sa lettre au premier ministre et au minis-tre de l'éducation nationale.

« L'absence de réponses rapides retarderait les évolutions souhai-tées, diminuerait la crédibilité des engagements pris devant le pays et nous conduirait à rappeler nos exigences par tous les moyens envisa-geables par l'action syndicale, conclut la FEN.

Cette mise en garde intervient à la veille de la semaine d'action du 17 au 22 octobre lancée par certains syndicats de la FEN et de la grève syndicats de la FEN et de la gréve prévue pour le 20 octobre dans le second degré à l'appel du SNES et du SNEP, dans le supérieur à l'appel du SNESup et, d'une manière générale, par les syndicats de fonctionnaires.

Le Carnet du Monde

Décès

Jeanne et André Boscourechliev, Claire et Jean-Jacques Salomon, Anno-Clelia, Laurent Salomon, ont la douleur de faire part de la dispari-

M Jean BAYET, née Marthe Dupie, agrégée de l'Université,

leur mère, belle-mère et grand-mère,

asement décédée le 13 octobre 1988,

dans sa quatre-vingt-quinzième amée. La cérémonie religieuse sera célébrée par M. l'abbé Wiener, le lundi 17 octo-bre, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, sa paroisse, place du Président-Mithouard, Paris-7*.

L'inhumation aura lieu le même jour, dans le caveau de famille, à Lurcy-Levis (Alfier).

14, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris. 19, rue Decamps, 75116 Paris. 100, rue de Flandre, 75019 Paris.

- Le président de l'université Pierreet-Mario-Curic, Paris-VI, Et l'ensemble des person

out la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre FAVARD,

- Les familles Garnier, Moulin, Savey, Lorriot, Laurent, Et leurs alliés, font part du décès de

Mª Rosena GARNIER, urvenn le 13 octobre 1988.

On se réunira au cimetière du Mont-parmasse, le mardi 18 octobre, à 11 h 30.

- Le président et la direction de out la douleur de faire part du décès de M. Jean-Pierre GERBER.

directeur

de la division internationale du groupe,

Callegrous international,

survem soudainement, le samedi 8 octo-bre 1988, à l'âge de cinquante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lien le mardi 18 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain de Soisy-sous-

Montmorency (95). Ni flexes ni convonnes.

Les dous éventuels pourront être adressés à l'association Etape, centre hospitalier Emile-Roux, 95600 Eau-

- Chaville.

Sœur Madeleine Peeters. Mª Cécile Peeters, M. et Mª Bernard Peeters. arrs enfants et petite-fille, M. et M. Louis Peeters,

Mª Jeanne Poeters, M. et Mª Daniel Maquart et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M= veuve André PEETERS, néc Angèle Delahais,

a à son domicile, à Chaville, le 14 octobre 1988, à l'âge de quatre-vingt-

Priez pour elle.

Les obabques religieuses auront lieu en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, 1427, avenue Roger-Salengro, à Cha-ville, le lundi 17 octobre, à 16 heures, suivies de l'inhumation au cimetière de

20, rec de la Brise, 92370 Chaville.

CARNET DU MONDE

Tarit de la figne H.T.

Touses rubriques 79 F Abormés (avec justificatif) 69 F Communications diverses 82 F Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes.

Rens.: 42-47-95-03.

- M. Georges Petit,

son père, M= Pierre Dekommez,

sa mere,
Ses frères, sœurs, beaux-frères,
belles-cœurs, neveux et nièces,
Ainsi que toute sa famille,
Er tous ses amis,

ont la grande tristesse d'annon décès, à l'âge de trente ans, de

Brigitte PETIT,

survenu à Levallois-Perret, le 10 octobre

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église de Megève, le

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, chemia du Clos-Courché, 78160 Marly-le-Roi, 4, rue Gallieni, 59650 Villeaeuve-d'Ascq.

- M Robert Rosenstiel

son épouse, Mª Dominique Rosenstiel,

Les familles Rosenstiel, Gautier, Le Boujeant, Molinet, Brukowskiont la douleur de faire part du décès de

M. Robert ROSENSTUEL

médecin principal de la Marine officier de la Légion d'honneur, servenu le 13 octobre 1988, dans s

La cérémonie religieuse sera célébrie le mardi 18 octobre 1988, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly, 158, avenue Charles-de-Gaulle, suivie de l'inhumation an cimetière ancien de

1.0

المحوث دام

100-100

artini.

25, boulevard Richard-Wallace, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Mercelle TARDREW

s'est éteinte le 12 octobre 1988, Une messe sera dite à son intention, à 10 heures, le 18 octobre, en l'église Saint-Louis-en-Fisle, Paris (4*).

Remerciements

- Saint-Dié, Nancy, Paris, Gassin.

M=Gladys Laugel,

Et toute la famille. très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur out été témoignées lors du décès de

M. Camille LAUGEL

remercient vivement toutes les per-sonnes qui se sont associées à leur peine.

Pour les anniversaires de décès de

Anniversaires

Robert-Edmond ALAROZE (†15.10.74), professeur honocaire,

et Engénie ALAROZE née Guignou (†15.10.78) professeur honoraire,

une pensée fidèle est demandée à tous ceux qui les ont comms et aimés. - Après dix années,

Marc AUTENZIO,

Rue Boissière, 41 100 Villiers sur-Loir.

- En notre pensée,

Abraham SULHEFER.

Messes anniversaires

André et Suzanne LAVAGNE.

De la part de leurs enfants et petits-

-

Tr Cat. . thrette:

Economie

Une semaine d'agitation sociale

Plusieurs mots d'ordre de grève vont perturber la vie des Français, la semaine prochaine, après l'échec des négociations salariales dans la fonction publique, avec la revendication d'une prime pour les conducteurs de RER à la RATP et avec la demande d'ouverture de négociations à la SNCF. En outre, la CGT a prévu une journée nationale interprofessionnelle d'action pour le 18 octobre, doublée d'une journée de grève des fonctionnaires CGT.

A la RATP, le trafic devrait être affecté par des débrayages le mardi 18 octobre. Le Syndicat

autonome de traction (SAT) a appelé les conducteurs du métro et du RER à cesser le travail pendant deux heures, à la prise ou à la fin de chaque service. La CGT a lancé le mot d'ordre dans le métro, le RER et les bus. Les difficultés se situeront entre 6 heures et 8 h 30 le matin et entre 18 heures et 20 heures le soir. Le syndicat FO prévoit quant à lui une action

Dans le cadre de la journée interprofessionnelle de la CGT, diverses manifestations et grèves pourront se produire le

18 octobre, la fédération CGT de la fonction publique prévoyant une démonstration. La fédération CGT de l'EDF a lancé un mot d'ordre de grève qui ne devrait pas affecter la distribution d'électricité ni gêner les usagers.

A la SNCF, la CGT appelle à des arrêts de travail entre le 17 octobre à 20 beures et le 19 octobre à 6 heures. D'autres fédérations (FGAAC-autonomes, CFDT, FO) lancent un mot d'ordre de grève entre le 19 octobre à 20 beures et le 22 octobre à 8 heures.

Le 20 octobre devrait être marqué par le mouvement de grève dans la fonction publique et

par des manifestations, à l'initiative des six fédérations (FO, CFDT, CFTC, FEN, CGC, FGAF-autonomes). Les syndicats FO, CFDT, CFTC ET CGC des finances out lancé leur propre mot d'ordre pour ce jour-là, ainsi que les fonctionnaires FO, de nombreux syndicats de la FEN, le SNES-Sup et la fédérations Interco-CFDT (collectivités locales). Les fédérations CFDT et CFTC des PTT se mobilisent également pour le 20 octobre, ainsi que les quatre organisations syndicales d'EDF (CFDT, CFTC, FO, CGC), sanf la CGT, et appellent à une grève de vingt-quatre beures.

Grève nationale le 20 octobre après l'échec des négociations sur 1988

Epreuve de force gouvernement-syndicats dans la fonction publique

L'épreuve de force est engagée dans la fonction publique entre le gouvernement et l'ensemble des fédérations de fonctionnaires. Lors d'une résmion de négociation le ven-dredi 14 octobre, qui n'a duré qu'une petite demi-heure, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, n'a présenté aucune proposition nouvelle pour 1988. Aussitôt, six sédérations (la FEN, la CFDT, FO, la CFTC, la CGC et la Fédération générale autonome des fonctionnaires FGAF) ont confirmé leur mot d'ordre commun pour une grève nationale de 24 heures le 20 octo-bre, qui devrait s'étendre à l'ensemble du secteur public, tandis que la CGT appelait, seule, à la grève pour le 18 octobre, dans le cadre de la journée interprefera journée interprofessionnelle d'action de la confédération.

Des deux côtés, il est vrai, on nourrissait peu d'illusions quant à l'issue de cette rencontre, au point qu'avant même qu'elle ne débute, l'Union interfédérale des fonctionnaires FO confirmait, sur la foi des déclarations de la veille de M. Michel Rocard, « son mot d'ordre de grève de 24 heures pour le 20 octobre ». Les syndicats savaient, surtout après les propos fermes du premier ministre sur TF 1, qu'on ne leur accorderait pas la railonge de 0,8 % leur permettant d'avoir une hausse en niveau de 2,8 % – au lieu des 2 % accordés – comparable au glisse-ment attendu des prix de 2,8 % pour 1988. Mais ils s'attendaient que le gouvernement s'aligne, au minimum, sur la hausse de 2,2 % accordée à la SNCF, à la RATP et à Air Inter, en accordant un plus de

Espérance déçue : le gouverne-

position défendue contre celle du PS par M. Bérégovoy, de ne rien accorder. Il n'a pas même annoncé de mesure pour les bas salaires... Dans son intervention, M. Durafour a réitéré ses propositions du 4 octobre pour 1989 : une hausse de 2,2 % en niveau correspondant au glissement attendu des prix et * une clause de fin de parcours que l'on pourrait envisager ». Mais, 24-il dit, « je ne puis vous proposer au nom du gouvernement, de mesures supplémentaires au titre de l'année 1988 » . Pour M. Durasour, « le gouvernement a des contraintes dont nous devons tenir compte et qui sont celles du maintien des grands éguilibres, sans lesquels il n'y a pas de véritables progrès économique et social (...). Seule la durée nous dira si les signes de redressement économique que nous percevons actuellement sont profonds et si les indicateurs qui res-

tent encore préoccupants peuvent à leur tour s'améliorer ». Dans l'entourage de M. Dura-four, on justifie cette fermeté par la nécessité d'afficher une politique de rigueur donnant la priorité au main-tien des grands équilibres économiques, telle que l'a rappelée M. Rocard le 13 octobre. L'octroi d'une hausse supplémentaire de 0,2 %, ajoute-on, n'aurait pas amené les syndicats à signer, mal-gré l'absence d'accord salarial dans la fonction publique depuis 1985. Si la RATP et la SNCF ont accordé des augmentations en niveau de 2,2% pour 1988, eux ont distribué moins en masse en raison d'un «GVT positif» (glissement vieillesse, technicité, mesurant les promotions et l'ancienneté) plus élevé que dans la fonction publique (respectivement 1,7%, 1,8% et 1,6%)

où pèsent de surcroît les mesures catégorielles. Quant aux Charbonnages de France, la hausse des 2,2% en niveau qui ne fait pas una nimité au gouvernement - est conditionnée par un accord des syn-dicats. Entre la menace de nouvelles grèves catégorielles et la crainte d'un « dérapage » salarial, le gouvernement a fait « le choix entre deux risques ».

Il n'empêche que dans un contexte où le mouvement des infir-mières semble avoir du mal à s'arrêter, même après l'intervention personnelle de M. Rocard, le gouvernement joue gros. M™ Roselyne Vieillard, secrétaire générale des fonctionnaires CFDT, a résumé l'état d'esprit des six fédérations rassemblées dans la grève nationale du 20 octobre, en affirmant qu'elles étaient passées « de la déception à la colère ». Pour M^m Vieillard, la grève nationale du 20 octobre qui risque d'être d'une ampleur au moins comparable si ce n'est supérieure à celles des 8 mars et 25 octobre 1984, du 21 octobre 1986 et du 15 octobre 1987, - ne sera pas un grève enterrement ou une grève défouloir. Ce sera une grève pour peser sur la suite des négociations.

Tandis que la FEN demande la réunion d'urgence d'un . Grenelle de la fonction publique », M. Roland Gaillard, secrétaire général des fonctionnaires FO, assure que la combativité monte : - On est décide à se battre. On ne fait pas cela pour se grèves précédentes, FO a donné son accord pour des manifestations unitaires à six, organisées, y compris à Paris, par les structures régionales Un durcissement de FO illustré le 14 octobre par les déclarations de M. André Bergeron à Annecy (Haute-Savoie).

Le secrétaire général de FO a mis en garde M. Rocard contre la · montée des périls · : · En voulant toujours « mégoter » sur une fraction de pourcentage, on finit par créer des situations difficilement contrôlables. (...) Si, par malheur [le gouvernement] devait s'enfermer dans sa seule logique, se contenter de résoudre les pro-blèmes coup par coup, là où ils se posent, il serait vite entraîné dans l'engrenage du mécanisme de l'échelle de perroquet. »

Dominos

MM. Rocard et Durafour peuvent faire le pari d'une grève moyennement suivie le 20 octobre - grâce à leur pédagogie de la eur - on du moins sans lendemains. Il est vrai qu'on voit mal les six fédérations, on même la CGT, reconduire de vingt-quatre heures en vingt-quatre heures une grève nationale dans la fonction publique. Mais ce mouvement gér aussi donner naissance à de nouveaux mouvements catégoriels plus durs, là où, selon l'expression de M. Rocard, des salariés se jugent victimes d'injustices reconnues par l'opinion publique.

Que fera-t-il s'il est soumis à des grèves à répétition ou de longue durée dans l'enseignement ou dans les centres de tri des PTT? Devrat-il, à défaut d'avoir pris une mesure d'augmentation globale, céder au coup par coup à de nou-velles revendications catégorielles ? Cette stratégie des dominos - où une grève dans un secteur est rapidement contagieuse dans un autre - est d'autant plus dangereuse qu'aucun syndicat ne peut être assuré de ne pas être lui-même débordé demain.

Le risque est d'autant plus sérieux qu'après avoir maintenn la rigueur dans la fonction publique, le gouvernement s'apprête à confir mer, au nom de l'équilibre de la Sécurité sociale, la reconduction du prélèvement de 0,4 % pour 1989 et au ler novembre prochain une hausse de 1 % de la cotisation vieil-

MICHEL NOBLECOURT.

Le gouvernement renonce à un plan de rigueur

(Suite de la première page.)

Ces études ont conclu à une légère baisse du pouvoir d'achat dans le secteur public (1) : de 1,3 % entre 1984 et 1987, et même de 2,7 % pour la seule année 1987, alors que, dans le même temps, le niveau de vie des salariés du secteur privé progressait très légèrement.

Si pourtant la logique de la rigueur avait été poussée jusqu'au bout, le premier ministre aurait dû, avec son ministre de l'économie et des finances, étudier des mesures durcissant la politique actuelle, depuis qu'a été annoncé, il y a quelques semaines, un énorme déficit du commerce extérieur (2). Celui-ci, bien évidemment, affaiblit la position du franc au sein du SME, et met à mai les efforts louables de M. Bérégovoy pour maintenir coûte que coûte la parité de notre monnaie avec le deutschemark.

Durcissement de la rigueur apparemment indispensable, car, si pendant tout le premier semestre le déséquilibre de nos échanges industriels s'expliquait beaucoup par des achats de biens d'équipements porteurs, à terme, de capacités supplémentaires d'exportations pour nos entreprises, le déficit du mois d'août révèle, lui, une accélération des importations de biens de consommation. Indice d'autant plus inquiétant que presque toutes les statistiques récentes montrent qu'après six mois au cours desquels les achats des Français s'étaient modérés, l'été a marqué la reprise d'une forte consommation. Le pays vit-il de nouveau audessus de ses moyens, alors même qu'il accomplit un formidable ffort d'équipement dans ses entreprises?

Il y a quelques jours, le gouverement semblait tout prêt à agir. C'était une disposition d'esprit beaucoup plus qu'un plan qui n'avait pas encore pris forme, loin de là. Mais le dispositif était facile à imaginer : rigueur salariale maintenue, bien sûr, mais aussi relèvement rapide de la cotisation vieillesse, resserrement du crédit à la consommation, réduction du déficit budgétaire annoncé en fin d'année 1988, audessous des 115 milliards de francs prévus.

De cet ensemble ne subsiste plus - même si c'est une mesure împortante - que le relèvement de 1 point au 1er novembre de la cotisation vieillesse-sécurité sociale, qui représente un prélèvement d'environ 15 milliards de francs sur la consommation et. bien sûr, une rigueur salariale qui, dans les faits pourtant, s'émousse nécessairement, aussi justifiées que soient les décisions qui viennent d'être prises.

Une croissance forte et durable

Plus subtile que le renvoi à plus tard de mesures de rigueur qui n'avaient pas encore été arrêtées, est la stratégie économique qui va guider le gouvernement. Au fur et à mesure que passent les semaines, la croissance économique s'avère non seulement plus

MEGEVE

HTE SAVOIE - 74120 Georges BOISSON et Jean BERNAUD sont heureux d'informer leur armable clientèle de la récuverture pour la SAISON D'HIVER de l'HOTEL MONTBLANC * Les Enfants terribles *

le samedi 29 OCTOBRE "VACANCES DE LA TOUSSAINT" "LE PARC DES LOGES"

Réservation pour les 2 hôtels Fax 50 93 09 52 · Télex 385654 Tel. 50 21 20 02 - Brochure sur demande

forte, mais également beaucoup plus durable que prévu. Le taux de croissance de la richesse nationale, mesurée en terme de produit intérieur brut (PIB), pourrait dépasser 3,5 % cette année en France et atteindre 3,7 %, soit 1,5 point de plus qu'il n'avait été prévu il y a un an à la même époque. L'économie française vit donc bien une phase de très forte activité, d'autant plus exceptionnelle et prometteuse qu'elle est tirée par l'investissement indus-

triel, qui devrait progresser cette année de quelque 15 % en volume. Ce sont ces constatations qui infléchissent en profondeur l'analyse gouvernementale. Non seulement la forte croissance économique aura permis à la France de créer cette année entre 50 000 et 100 000 emplois nouveaux, mais l'activité gonfle au-delà de toute espérance les rentrées fiscales et quoique dans une moindre

mesure - les rentrées de cotisations sociales. Ce que la gauche avait attendu en vain en 1981 - période de dépression mondiale se produit depuis 1986. Et de façon durable, puisque, après avoir pêché une fois encore par pessimisme, la plupart des prévisionnistes estiment maintenant que le monde pourrait connaître une nouvelle bonne année en 1989. Et la France un taux de croissance qui pourrait bien avoisiner 3 % ...

Du coup, la thèse donnant la priorité à la croissance et à l'emploi - disons pour simplifier celle de M. Rocard - l'emporte à court terme, par les énormes avantages politiques qu'elle apporte, sur la thèse de la rigueur, disons encore pour simplifier, l'économie et des finances. En clair, le risque ne sera pas pris de casser, aussi peu que ce soit, une formidable activité économique qui voit la France en train de rattraper son retard d'investissement. Au rythme actuel, des calculs sommaires montrent que, en moins de deux ans, le pays aurait repris le terrain perdu sur la RFA au début des années 80.

Détail significatif : le rythme annuel de croissance des seuls investissements de capacité aurait doublé, passant de 1,5 % jusqu'en 1987 à 3 % en 1988, ce qui est remarquable.

On comprend pourquoi, ayant choisi de sauvegarder la croissance, le gouvernement s'empêche, momentanément du moins, de revenir à plus de rigueur. Pour lui, la sortie de la période difficile dans laquelle nous sommes entrés au début des années 80 est toute proche : un an environ. A ce moment, les investissements très importants qui sont faits depuis 1985 auront donné au pays de fortes capacités d'exportation et la « contrainte extérieure » se sera en partie dissipée.

A court terme - la semaine prochaine si cela est nécessaire, le taux d'intervention de la Banque de France pourrait être relevé (sur les appels d'offres) de façon à soutenir le franc.

Quant aux grèves du secteur public, les pouvoirs publics estiment que les chiffres justifient, dans la plupart des cas, leur attitude de refus de nouvelles hausses. Selon une étude encore inédite de l'INSEE (3), le pouvoir d'achat des salaires nets de la fonction publique aurait aug-menté de 5 % entre 1982 et 1986. Exactement comme pour le secteur privé. Ce qui donne un éclairage un peu nouveau du problème

ALAIN VERNHOLES.

(1) Centre d'études des revenus et des coûts. Voir le Monde des 13 et 14 juillet 1988.

août, le déficit a atteint 9 milliards de francs, chiffre jamais connu depuis

(3) Le calcul a été fait per l'INSEE sur une population homogène dont les salaires ont été suivis de 1981 à 1986, ce qui exclut les nouveaux salariés entrant tent. Le mode de calcul prend en revanche en compte l'amélioration des salaires due aux promotions, à l'ancien-neté, à la technicité et les mesures parti-

REPÈRES

Inflation

+ 5,9 % en un an en Grande-Bretagne

Les prix de détail en Grande-

Bretagne ont augmenté de 0,5 % en septembre et l'inflation sur un an septembre 1988 comparé à septembre 1987) a atteint 5,9 % contre 5.7 % en août.

La hausse des prix retrouve son niveau le plus élevé depuis la fin 1985 et la Grande-Bretagne est l'un des pays de la CEE connaissant le plus fort taux d'inflation. Après être tombée à 3,3 % en

février 1988, la hausse annuelle des prix s'est ensuite accélérée mois après mois. Les chiffres d'août evalent été particulièrement mauva puisque les prix avaient augmenté de 1,1 % en un mois et le taux annuel était passé de 4,8 % à 5,7 % sous l'effet essentiellement de la forte nausse des taux du crédit hypothé-

Le mois d'octobre, a pris en compte la deuxième vague de hausse des taux du crédit immobilier.

Principaux responsables de la hausse des prix en septembre : les loisirs (+ 1,9 %), vêtements et chaussures (+ 1,5 %), les boissons alcooliques (+ 0,6 %), le logement (+ 0,6 %). L'électricité et les transports n'ont en revanche pratiquement pas bougé, tandis que l'alimentation saisonnière baissait même de 0.3 %. L'indice de septembre, qui confirme les signes de surchauffe de l'économie britannique, est publié au lendemain de l'annonce d'une nouvelle accélération de la progression des salaires en rythme annuel pour août (+ 9,25 % contre + 9 %). C'est pour freiner les pressions inflationnistes que le chancelier de l'Echiquier avait relevé cet été, à huit reprises les taux d'intérêt, de 7,5 %

Production industrielle:

forte progression

en Grande-Bretagne...

La production industrielle britannique a augmenté de 1,3 % en août par rapport à juillet après correction des variations saisonnières et a pro-gressé de 3,7 % par rapport à août 1987. La production industrielle était restée inchangée en juillet par rap-port à juin, selon des chiffres révisés.

La très forte progression du mois d'août a surpris les analystes, qui s'attendaient à une augmentation d'environ 0,4 %. Elle reflète la vigueur de la production manufacturemontée, limitée (+ 1,1 %), de la production d'énergie.

... raientissement aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, la production industrielle est restée inchangée en septembre par rapport à août après plusieurs mois d'accélération, a annoncé la Réserve fédérale américaine (Fed). Ce ralentissement est entièrement attribué à une forte décélération de l'activité dans le secteur de la production électrique (moins 4,3 %) avec le retour en septembre à des températures moins

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Augmentations de capital réservées ion de bons autonomes de souscription d'actions

Le conseil d'administration de la Compagnie financière de Suez s'est réuni le 12 octobre 1988 sous la présidence de M. Renaud de La Genière. Il a décidé deux séries d'opérations financières :

L -- Augmentations de capital réservées Dans le cadre de la mise en œuvre des accords de juin 1988 avec le groupe
De Benedetti et de la réorganisation du capital de la Société générale de Belgique, le conseil d'administration de la compagnie a décidé de demander à une
assemblée générale extraordinaire de novembre prochain de procéder à deux
augmentations de capital réservées pour un moutant global, prime d'émission
comprise, de F 3,1 milliards:

- l'une serait réservée à la société SUREC, filiale de la société CERUS, en exécution d'engagements antérieurement conclus entre cette société et la compagnie. SUREC souscrirait 3 312 172 actions nouvelles Saez, jouissance le janvier 1989, à F 334, ce qui représenterait une souscription globale de F 1,1 mil-

- Pautre serait réservée à la société SODECOM, société de droit belge, qui détient 42 % de la Société générale de Belgique. SODECOM souscrirait 6 000 000 d'actions nouvelles Suez, jouissance 1° janvier 1989, à F 334, ce qui représenterait une souscription globale de F 2 milliards.

II. - Emission de bons autonomes de souscription d'actions Le conseil d'administration, faisant usage de l'antorisation qui lui a été confé-rée par l'assemblée générale extraordinaire du 8 janvier 1988, a décidé de pro-céder à une émission de bons autonomes de souscription d'actions de la compa-

Le nombre de bons autonomes émis sera de 100 millions et le prix d'émission

sera de F 10 par bon.

Les actionnaires (ainsi que ceux qui le deviendrait par conversion des obligations convextibles ou exercice des bons de souscription d'actions déjà existants)
et les titulaires de certificats d'investissement privilégiés (ainsi que ceux qui le
deviendrait par exercice des bons de souscription de certificats d'investissement
privilégiés existants) bénéficient d'un droit de priorité, exerçable à titre irréductible — à raison de 1 bon autonome pour 1 action ou 1 certificat d'investissement
privilégié — et à titre réductible.

Ces bons autonomes seront valables cinq ans et permettront de souscrire à tout moment des actions nouvelles de la Compagnie financière de Suez, à raison de 1 action nouvelle pour 4 bons détenus. Le prix de souscription des actions nouvelles sera fixé pour chaque trunestre t correspondra à 95 % de la moyenne des cours de Bourse de l'action du mois

Ces bons feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle de la

Cette émission sera réalisée en novembre prochain, des l'accord des autorités L'ensemble de ces opérations permettra à la compagnie d'atteindre trois

faciliter le réaménagement de la participation du groupe dans la Société générale de Belgique en vue de la remise sur le marché des titres de celle-ci sans porter atteinte au contrôle du groupe majoritaire franco-belge ;

gérer aussi souplement que possible l'évolution de ses fonds propres sur le moyen terme, en évitant des procédures d'appel au marché longues et coûsolider son actionnariat stable nécessaire à l'indépendance de son

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

POUR la première fois depuis les premiers jours de septembre, la Bourse de Paris a marqué le pas cette sennime. C'est encore beaucoup dire. Les divers indices n'ont pas varié, se retrouvant pour la plupart à leurs niveaux du 7 octobre. Mais, bref, le fait est là, le a tens arveaux an of octoore (vans, over, le lant est al, le marché n'a pas monté. La senaine avait commencé sur une note soutenne (+ 0,15 %). C'est mardi que quelques dégâts furent commis à la cote. Après une matinée satisfaisante, le temps commençait à se couvrir aux alentours de midi. A la clôture, l'indicateur instantante accusait une baisse de 1,6 %, la plus forte depuis le mois de juillet dernier.

1,6 %, la plus forte depuis le mois de juillet dernier.

Etnit-ce le début d'une lougue glissade favorisée, à la fois, par le facteur technique (ventes bénéficiaires) et par les déclarations de M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie, sur la perspective d'un déficit commercial accru de 5 à 10 milliards de francs pour 1988? Certains le craignirent; mais, mercredi, le marché redevenait plus résistant (-0,28 %). O surprise : jendi 12 octobre, il se redressait sensiblement, accélérant même l'alture dans la journée (+0,88 %), malgré l'annonce à Washington d'une forte augmentation du déficit commercial pour août (12,2 milliards de dollars contre 9,5 milliards le mois précédent). Mienx encare : vendredi, la hausse des cours se noursuivait Mieux encore : vendredi, la hausse des cours se poursuivait à la même cadence (+0,9%), de telle sorte que les ulé étaient effacées res traces du retard accum

Etomant, non? A dire vrai, très perplexes, les professionnels s'interrogeaient sur la nature du phénomène. Car, même si le déficit commercial américain a perdu une boune partie de son influence sur les places financières, son ampleur a déclenché de sérieux remous, avec une chute du dollar accompagnée, comme à l'habitude, d'une remontée du deutschemark d'antant plus rapide que ce dernier est dopé par les énormes excèdents allemands (voir ci-contre). Le franc a été maimené et la sque de France a dû relever le loyer de Pargent au jour le jour pour calmer un peu le jeu.

D'où la naissance de nouvelles rameurs sur un réalignement des parités monétaires dans le SME. C'est le genre de situation qui inquiète les boursiers, surtout à la veille des week-ends, et qui les pousse à procéder aux

Une étonnante sérénité

dégagements d'usage. L'agitation sociale constituait un autre sujet d'inquiétude. Certes, le sang-froid dont Wall Street a fait preuve en apprenant la manvaise nouvelle a pu apparaître rassurant. Et c'est un fait que New-York a bien apparatire l'assertant. Et e et au tait que l'en le des autres, réagi (+8 points). Pour une bouse raison : les autres indicateurs économiques des Etats-Unis témoignent qu'il n'y a, pour l'instant, aucune menace de surchauffe.

La Bourse a, d'autre part, appris avec satisfaction que l'inflation, stable depnis plusieurs mois, s'était remise à refuler en septembre (+ 0,2 % coutre 0,3 % en août). Dans un contrate formanique 46th bien a l'illement un contexte économique déjà bien meilleur que les prévisions les plus optimistes le laissaient espérer, une pareille information est encourageante. Mais elle e et psychologique.

En cinq semaines, la Bourse a monté de 13 %. Il faut remonter deux ans en arrière pour retrouver une telle performance. Cette hausse appelle inévitablement des prises de bénéfices, qui, curieusement, tardent à se produire quand, précisément à quelques jours du premier aguiversaire du grand krach de 1987, les mêmes acteurs du drame se remettent en place. Les boursiers auraient-ils perdu la mémoire ?

L'étomante sérénité ressentie au palais Brongniart en fin de semaine pourrait le laisser croire.

En fait, la Bourse a surtout profité de l'impulsion donnée par les « opéables », qui out grandement contribué à créer de l'éuniation sur les groupes et à entretenir une forte animation. Les « situations spéciales », comme les boursiers les appellent, ont été une fois de plus nombreuses. Bouygues a encore défrayé la chronique en abandomant la présidence de TF 1 et en nommant un dauphin; Canal Plus aussi, dont 5,3 % du capital sont passés du portefeuille de Perrier à celui de la Caisse des

Semaine du 10 au 14 octobre

dépôts. Aussedat-Rey a joyensement frétillé, et près de 20 % de son capital out changé de mains, tandis que le nom du koweitien KIO était nurmuré. De nouveaux achats (Generali?) ont été enregistrés sur le Midi (voir

Docks de France s'est réveillé. De Dietrich aussi, si brutalement même que les transactions ont porté sur 17 % des actions au cours de la seule séance de mardi, soit

moins de vingt-quatre heures après la conférence de presse donnée par la direction pour présenter la société.

Navigation mixte, l'éternelle fiancée de la Bourse, n'a pas cessé de s'agiter. Havas, Accor et Bis ont été recherchés. Même LVMH n'a pas démérité. Enfin, l'on apprenait que Chargears volait au secours d'Epéda-Bertrand Faure pour l'arracher aux griffes de Valeo. Bref, les centres d'intérêt n'ont pas manqué. Les vanco. Bret, les centres d'intèrêt n'out pas manqué. Les transactions sur les « opéables » out représenté à elles senies plus de 50 % en moyenne des volumes d'affaires quotidiens. Qu'ou le venille ou non, faute d'exatoire depuis l'arrêt sine die des privatisations, les liquidités, en quête de placement, continuent d'affiner rue Vivienne. La Bourse, un vante entonoir à continue ? Tout en feiscaré un vaste entonnoir à capitaux? Tout en faisant l'observation, les spécialistes ne se hasardent pas trop à faire ce genre de comparaison.

Un fait est certain : importants, les volumes de transactions demeurent tout de même raisonnables. Les dégagements attendus out commencé mais, effectnés sans précipitation, ils sont bien absorbés. Selon les boursiers, le marché devrait maintenant entrer dans me phase de consolidation. La plupart sont formels, Aucume reprise n'aura lieu avant les élections américaines. Après, tout n'anna neu avant les elections americames. Apres, tout dépendra du résultat. « Personne ne sait comment réagira le dollar», assure-t-on sous les lambris. Si, d'aventure, la chute du billet vert reprenzit, rendazt inévitable un réaménagement des parités monétaires en Europe, devenues moins chères, les valeurs françaises pourraient susciter de nouvelles convoitises à l'êtranger. Certains opérateurs ne seraient-ils pas déjà en train de placer leurs pions en vue d'une telle éventualité?

ANDRÉ DESSOT.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Sang-froid

Malgré l'aggravation du déficit com-mercial en zoût, le marché, pourtant très nerveux, a refusé de céder à la panique. nerveux, a refusé de céder à la panique.

Après avoir anticipé la mauvaise nouvelle, il a fait front, parvenant même à regagner une partie du terrain perdu en déput de l'alourdissement du dollar. Vendredi soir, le Dow Jones s'établissait à 2133,18, avec seulement une perte de 17,07 points sur son niveau du 7 octobre.
On aurait on craindre le rine. Le même On aurait pu craindre le pire. Le même scénario avait précédé de quelques jours le grand krach du 19 octobre 1987.

Wall Street, pourtant, ne demandait qu'à être rassuré. Les analystes se sont employés à caimer ses craintes en affir-ment que le mauvais chiffre d'août ne nant que le mandais cantre de sout le remettait pas en cause le processus de redressement. D'autre part, d'autres indicateurs tendent à prouver que l'éco-nomie américaine n'est pas menacée de archauffe malgré les sign

	Cours 7 oct	Cours 14 oct.
Alcon ATT Boeing Chese Man. Bank Du Pont de Nemours Esstman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil		14 oct. 55 1/4 26 1/2 65 29 5/8 81 1/2 48 45 1/8 51 3/4 43 1/2 74 1/2 52 3/4 119 3/4 59 7/8 44 55 1/2
Schlumberger Texaco UAL Corn. (cr.Allesis)	33 1/8 44 5/8	33 1/2 44 1/4
Uniou Carbide USX Westinghouse Xerox Corp	100 1/8 257/8 27 5/8 54 3/4 59 3/4	963/4 251/2 273/8 537/8
Add Colp	373/4	

LONDRES

Résistant quand même

L'aggravation du déficit commercial américain et l'accélération de l'inflation en Grande-Bretagne n'ont finalement pas trop perturbé la Bourse londonieune. Après avoir baissé assez nettement en début de semaine, celle-ci s'est redres-sée, réussissant à effacer le plus grande partie de ses pertes initiales. Les diverses augmentations de capital diverses augmentations de capital amonocées ces derniers jours n'ent pas fait très bonne impression, notamment, celle de Ratners (80 millions de livres) pour financer l'acquisition des bijouteries Next. Hausse de Lonzho sur la rumeur d'une augmentation de la participation du financier Alan Bond. Indices FT du 14 octobre : 100 valours, 1 840.6 (contre 1 844.8); 30 valears, 1 494 (contre 1 490,4); mines d'or, 174,1 (contre 175,9); Fonds d'Etat, 88,65 (contre 88,74).

	Cours 7 oct	Cours 14 oct.
Beecham Bowater BP Charter Courtaulds De Beers (*) Free Gold (*) Glazzo GUS ICT Reuters Shell	475 414 240 1/2 431 297 1/2 10 1/4 7 7/16 11 3/64 16 3/4	472 420 1/2
Unilever Vickers	466 179 1/2	464

War Loan 39 5/8 39 7/16 (*) En dollars.

FRANCFORT Bien tenn

Encore une bome semaine à Franc-fort. Comme d'autres, le marché a refusé de céder au pessimisme, après l'annouce du mauvais résultat commer-cial américain. L'argent est abondant et cherche à se placer. D'un vendredi à l'autre, l'indice de la Commerzbank a progressé d'un peu plus de 1 % pour s'établir à 1 602,2 points (contre

	Conrs 7 oct.	Cours 14 oct.
AEG BASF Bayer Commerchank Deutschebank Hoochst Kaustadt Maumeaman Siemens	189,50 275 306,60 247,80 539,50 301,10 455 175,20 484	186,80 278,28 310,50 253 543,50 369,20 452 181,28 489,50

TOKYO **Irrégulier**

La tendance a été très irrégulière à Tokyo cette semaine, réduite à quatre séances par le chômage du lundi 10 octobre (fête de la culture physique). D'abord en hausse, le marché s'est replié à cause des mauvaises nouvelles venues des Etans-Unis et de la baisse du dollar. Puis, il est remonté à l'approche de unest and

Indices da 14 octobre : Nikket 27306,57 (contre 27258,27), général 2 124,74 (contre 2 101,95).

	7 oct	14 oct
Altaj Bridgestone	555	520
Canon	I 228 1 350	1 230 1 290
aji Bank	3 100	3 130
Sonda Motors	2 910	1 968
Matsushita Electric	2 398	2 250
Mitsubishi Heavy	975	950
Sooy Corp.	6 249	5 950
Toyota Motous	2 506	2 476

Matériel électrique

services publics

	14-10-88	Diff.
Alcatel	2 315	- 55
Aisthom	373,50	+ 2,50
CGE	339	- 16
Crouzet	405	+ 3
CSEE (cx-Signams)	560	– 21
Générale des Eaux	1 500	- 15
IBM	737	+ 12
Intertechnique	1 116	- 33
TTT	315,60	
Legrand	3 108	- 16
Leroy-Somer	941	- 10
Lyonnaise des Eaux .	1 480	+ 5
Matra	188	- 9
Merlin-Gérin	3 060	+ 62
Moulinex	114	- 1
PM Labinal	875:	- 27
Radiotechnique	572	+ 6
Schlumberger	205,50	- 2,59
SEB	830	- 15
Siemens	1 661	+ 41
Thomson-CSF	187	+ 3,50

Produits chimiques

	14-10-88	Diff.
last. Mérieux		- 129
Labo. Bell	1 475	- 15
Roussel Uc	1 346	- 54
BASF	935	+ 10
Beyer	1 064	+ 18
Hoechst	1 635	+ 5
Imp. Chemic.	110.30	- 6.60
North Huden	03	2-4

sociétés d'inve		ent
	14-10-88	Diff
Bail Équipement	286	- 18

	14-10-88	Diff,
Bail Équipement Bancaire (Cie) Cetalem CFF CFI Chargeurs SA Eurafrance Hénin (La) Imm. Pl-Moncean Locafrance Locafrance	14-10-88 286 488 626 768 439,50 1 228 1 568 565 302,10 398 832	- 18 - 17 - 49 - 17
Midi Midland Benk O F P Paris, de réese Prétabell Schneider Société générale Suez (Cie Fin.) UCB	1 675 177 1 395 426 1 692 487,50 470 300 171	+ 68 - 3 + 77 - 11 + 27 + 4,60 - 4 - 18,50 + 0,10

La m des Generali dans le Midi

Depuis la mi-septembra 1988, les actions de la Compagnie du Midi sont régulièrement ramas-sées en Bourse, 2% du capital ayant même changé de mains ces trois demières semaines, et le cours du titre s'approchant de 1700 F. Les milieux financiers attribuaient ce ramassage à M. Bébéar, que l'on disait désireux de renforcer sa participation de 28,6 % via les Mutuelles unies, mais l'intéressé a démenti et, à vrai dire, il a mieux à faire avec l'intégration des groupes d'assurances AXA-Midi. En fait, il est infiniment probable que le groupe d'assurances italien Generali, autorisé par le Comité des établissements de crédit, en début d'été, à porter sa participation dans la Midi de 10% à 20%, en ait profité, détenant aintenant près de 14% contre 12% auparavant. Il est égale-ment probable qu'il ira jusqu'à 20%, ce qui lui permettra de reprendre les pourparlers inter-

Valeurs diverses

		14-10-88	Diff.
•	Accor	525	- 5
	Ariomari		- 40
	Bic	818	- 40 + 5
		2 065	+ 196
	COID	1 200	- 50
	Club Méditerranée	487.50	+ 2.70
	Espilor	2 750	- 5
	Europe 1	562	- 33
	Groupe de la Cité	2 890	_ 85
		253,70	- 5 - 33 - 85 - 7,49
	HAVAS	707	
	L'Air liquide	537	- 60
	L'Oréal	3 640	_ 60
	Navigation Mixto	1 255	+ 5
	Nord-Est	122.20	+ 770
	Saint-Gobain	590	+ 46
	Sanofi	797	- 9 + 21
		1 966	+ 21

Mines, caoutchouc,

	14-10-88	I	iff.
Géophysique	439	_	1
Géophysique Imétal	267	ь	ach.
Micbelin	189,38	+	3,80
Min. Penarroya	81	+	1,50
RTZ	46	_	1.20
ZCI	2.19	+	0.08

Pétroles

	14-10-88	Diff.
Elf-Aquitains	322,50	- 10,50
Esso	285	- 3
Exxon	278,50	- 2
Petrofina	2 107	- 8
B.P.France	68	+ 2
Primagaz	700	- 25
Raffinese	65,10	
Royal Dutch	481	_ 10
Corner Decer	285	10
Sogerap Total	285	- 10
Total	315,20	— 0,89

1 508 - 64 + 12 - 2,90 - 17 - 8	Métallurgie construction m	écanig	ue
1675 + 68 177 - 3		14-10-88	Diff.
1 395 + 77 426 - 11 1 992 + 27 487,50 + 4,60 470 - 4 390 - 18,50 171 + 8,10	Fives I i	1 015 150 348	+ 12 + 1 + 199 + 44 + 1 - 17,59 + 10 + 8 - 1
nain enerali	Saulnes-Châtilion Strafor Valéo Valiourec	235 691 571 181,70	- 10 - 18

	14-10-88	Diff.
Béghin-Say	525	- 12
Rongrain	2 680	_ 79
SN	5 560	+ 130
Carrefour	2 745	- 42
Casino	157,10	
Suromarché	2 205	- 85
Juyenne et Gasc.	710	
csicur	2 020	- 69
doët-Hennessy	3 172	- 78
Vestlé	35 300	+ 550
Docid. (Gis)	776	T 330
	//6	
Olida-Caby	356	- 4
ernod-Ricard	1 260	- 4 + 95 - 65
romodès	2 160	- 65
k-Louis-Bonchon .	1 612	- 43 + 14
Source Perrier	1 182	+ 14

Bâtiment, travaux publics

	14-10-88	Diff.			
Anzil d'entr.	1 090	+ 6			
Bouygues Ciments Français	622	+ 29			
Ciments Français	1 084	- 15			
Dumez	725	- 8			
GTM	657	- 13			
J. Lefebvre	975	- 2			
Lafarge Maisons Phénix	1 385				
Polict et Chausson	575	+ 3.29			
SCREG	689	inch.			
SGE-SB	37	+ 9,39			

Valeurs à revenu fixe

T GECOM O WILLIAM	,,	_
ou indexé		
	14-10-88	Diff
PME 10,6 % 1976 \$,80 % 1977 10 % 1978 9,80 % 1978 9 % 1979 16,20 % 1982 16 % 1982 15,75 % 1982 CNE 3 % CNB bq. 5 000 F. CNB Parker 5 000 F.	101,16 106,35 109,31 111,71 106,62 3 651 103,25 183,25	+ 0 - 0 - 0 - 0 - 0 + 0 + 0
CNI 5 000 F	103,25	+ 6
	PME 10,6 % 1976 8,30 % 1977 10 % 1978 9,30 % 1978 9 % 1979 10,80 % 1979 16,20 % 1982 16 % 1982 15,75 % 1982 CNB bq. 5 000 F. CNB bg. 5 000 F. CNB Seez 5 000 F	14-10-88 14-10-88 14-10-88 163,85 183,20 1978 103,35 1978 103,25 10,80 % 1979 106,35 16,20 % 1979 106,35 16,75 % 1982 111,71 15,75 % 1982 106,62 107,75 % 1982 106,62 107,75 % 1982 106,62 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25 103,25

Filatures, textiles, magasins

-		14-10-88	Diff.
iff. 1 2,80 1,50 1,20 0,08	Agache (Fin.) BHV CFAO Damart-Serviposte Darty DMC Galeries Lafayette La Redoute Nouvelles Galeries Printemps Roadier	1 900 487 1 720 2 813 490 431 1 140 3 050 461,50 618 245	inch. + 14 + 60 - 47 - 20 - 15,80 + 2 - 30 + 8,90 - 21 + 3,70
	SCOA	53	- 1.90

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

IKAIIEES AU KM (*)						
	Nore de titres	Val. en cap. (F)				
Navigat. Mixte Canal Plus Midi Paribes Saint-Gobain Saez Saez Béghia CGE Aussedat-Rey De Dictrich	748 891 1 222 152 396 263 1 005 343 794 260 1 294 703 778 385 1 148 462 576 078 172 290	915 752 204 769 492 639 636 215 002 480 793 384 440 110 533 426 711 711 414 703 969 388 239 241 334 760 711 321 605 990				
Pengeot LVMIH Bouygues	273 732 98 312 479 457	317 769 620 313 467 863 295 983 542				

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

(*) Du 6 au 13 octobre inclus.

	Cours 7 oct.	Cours 14 oct.
Or fin (idlo en harre) (idlo en harre) (idlo en ingot)	81 900 82 950 481 385 811 473 478 603 806 404	81 500 81 700 481 398 516 478 477 601 600 409
Pièce de 20 dollers - 10 dollers - 5 dollers - 50 patrit - 20 surrits - 10 florius - 5 ronkles	3 000 1 550 906 3 070 600 467 315	2 990 1 470 900 3 065 596 490 314
e Ces pièces d'or ne		

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HERDOMADAIRES (RM)

Valens	Hansac %	Valcurs	Baine %
terrori Ricard .	+ 75,1	lagenico	- 12.2 - 7.9 - 7,3
l'ales de Lazen.	+46,5	Marsons Phinix	- 7,9
entimed	+13,9	Cetelen	- 73
de Dietrich	+133	Pechelbron	- 6,7
JIC	+ 12,5	Raff. Distrib	- 67 - 62
45		Marine Wendel	- 6,2
locks de Fr		Fichet Benche .	- 5,8
Saint Gobain	+ 7,7	Crédiz National .	- 55 - 56
1022-ES	+ 74	Noction	- 30
rotygas Feliogrec		CCF	- 33
ACO		Derty	- 49
KT		Ball Form	- 17

Mines d'or, diamants

us à reve	enu fix	2		Mines d'or, die	<u>umants</u>			BOI	I SI	JU .	TRÉS	OR
<u>dexé</u>					14-10-88		Diff.	Sás	anne	do 1	4-10-	22
	14-10-88	1	Diff.	Anglo-American Amgold	88 425	=	2,20 12,50		IIICG	uu .	-10	
6 % 1976 1977 78 1978	103,85 126,20 103,35 103,20	_1	0,45 ach. 0,35 0,10	Buf. Gold M Cons. Gold Field De Beers Drief. Cons.	76,10 138,40 65	=	0,90 7,30 0,60 0,70	Echémos	Pless James	Plas bes	Cours compas- sation	Variati (jons/ve en pt
1979	101,10	÷	0,16	Gencor Harmony	55,30 83,40 39,80	Ŀ	3 0,30	Déc. 88	-	-	92,55	-
1982	109,31	_,	nch.	Randfontein Saint-Helena	398 45,85	 -	0,95	Mars 89	-		92,40	-
82 1982	111,71 106,62	=	8,26 0,22	Western Deep	165,50	Ε	1,70	Jain 89	ı	-	92,33	-
5 000 F bes 5 000 F	3 651 103,25 103,25		9 0,10 0,10				MA	TIF				

COURS	ÉCHÉANCES				
COURS	Déc. 88	Mars 89	Juin 89	Sept. 89	
Premier	-	-		-	
+ haut	106,70	106,25	105,90	-	
+ bas	106,30	105,90	105,35	_	
Dernier	106,60	106,20	105,60	-	
Compensation	196,60	106,20	105,60	105,30	

Nombre de contrats : 52 233.

LE VOLU	ME DES T	RANSAC	TIONS (er	milliers o	de francs
	10 oct.	11 oct.	12 oct.	13 oct.	14 oct.
RM Comptant	2319259	2120935	3 040 054	2210479	2 303 002
R. et obl.	11 872 646	9444757	7088015	11 407 509	10823992
Actions	320 634	307 438	224 119	208 842	516 549
Total	14512539	11 873 130	10 352 188	13 826 830	13 643 543
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)					
Françaises	134.4	132.5	132	133,6	
Étrangères	119,8	120,2	118,4	117,4	-
SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1987)					
Tendance .	•		144,9	_ /	147,8
(hase 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	384,90	383,20	376,6	375,2	381,1
(base 1000, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40.	1 438,98	1 412,26	1 408,57	1 428,22	1 437,74

Feu vert gouvernemental donné à l'offre de Valeo

Chargeurs SA prêt à aider **Epéda-Bertrand Faure**

Le gouvernement a donné son accord, le 14 octobre au soir, au pro-jet d'offre publique d'échange de Valeo, premier équipementier fran-çais, sur Epéda-Bertrand Faure (EBF), le numéro deux du secteur. L'autorisation des pouvoirs publics, donnée au titre de la procédure des investissements étrangers, était nécessaire en raison de la présence de l'italien Carlo De Benedetti (à hauteur de 20 %) dans le capital de Valeo et de l'existence d'une activité militaire dans EBF depuis la reprise de la société Luchaire en 1987. Le conseil des Bourses de valeurs a désormais cinq jours pour se pronon-cer sur la validité de l'offre de Valeo.

Le feu vert gouvernemental ouvre la voie à la présentation d'une contre-proposition par la direction d'EBF, hostile à l'offensive de Valeo. Partie en quête d'un « cheva-lier blauc », la maison Lazard a fina-lement trouvé en la personne de Jérôme Seydoux, patron de Char-geurs SA (dont Lazard est un des principaux actionnaires), un parte-naire industriel prêt à épauler EBF (voir nos dernières éditions Bourse tées 15 octobre). Cette solution n'est pas qu'un pur montage finan-

cier, puisque Chargeurs SA est un important fournisseur de textile d'EBF, numéro un du siège automobile en Europe. Elle aurait égale-ment l'avantage de ne pas provoquer l'hostilité des constructeurs automobiles, qui n'apprécieraient guère de dépendre d'un Valeo détenteur de trop d'équipements (thermique, trique, auti-vol...).

Jérôme Seydoux est, en outre, un des rares industriels capables de surenchérir sur l'offre de Valeo (une obligation convertible 6,5 % Valeo de 700 francs plus 500 francs en espèces pour une action EBF) lancée sur les deux tiers du capital d'EBF (3 millions de titres au total). Avec la vente récente de sa filiale Spontex, Chargeurs SA dis-pose, en effet, d'un trésor de guerre évalué à quelque 4 milliards de francs. Une aisance financière qui sera en tout cas nécessaire pour faire basculer dans le camp de Pierre Richier, PDG d'EBF, les investis-seurs institutionnels (UAP, AGF, Crédit agricole...) membres de son tour de table, qui n'out pas caché que leur décision serait liée aux conditions des offres en présence.

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Un large éventail de différentes monnaies

L'affaiblissement de la devise rendement brut de 0,03% soule-américaine de la semaine passée a ment. favorisé une animation sensible de l'activité primaire dans les compartiments autres que ceux du dollar des Etats-Unis. Cette évolution a pris un tour spectaculaire avec la réonver-ture par la Banque mondiale d'un marché euro-obligataire fermé depuis près de vingt ans, celui de la couronne suédoise. Au-delà de cette opération réussie, mais dont l'aspect demeure circonstanciel, l'attention s'est tout particulièrement portée sur des marchés plus prometteurs, capables d'absorber de vastes montants de nouvelle dette, essentiellement ceux du franc suisse, du mark allemand, de l'unité de compte européeane et du yen. pécane et du yen.

BOURSES

ETRANGERES

C'est en francs suisses que la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) est venue, lundi dernier, confirmer sa place parmi les débiteurs de choix. Cette place est, à l'écidence instiffé par la cerent à débiteurs de choix. Cette place est, à l'évidence, justifiée par la garantie que la République française confère à ses emprunts sur les marchés étrangers, mais jusqu'à présent la qualité du débiteur n'était pas toujours perçue par les prêteurs au même titre que, par exemple, celle d'Electricité de France, une signature des plus recherchées sur le marché international des canitaux. Des ché international des capitaux. Des distinctions et des préférences de cet ordre sont parfois malaisées à expli-quer. Elles peuvent tenir au prestige intrinsèque d'une entreprise et de son équipe dirigeante aussi bien qu'à la nature de ses activités ou même à la fréquence de ses apparitions comme emprunteur international. Il reste que la CCCE était en fait le type même de l'émetteur qui avait tout à gagner d'un succès le plus franc possible. Elle s'en est donné les movens sans pour autent de la movens sans pour autent de la france de la f moyens sans pour autant verser dans la générosité.

Le secret a été non seniement de Le secret a ête non seniement ue choisir un marché porteur qui ne demandait qu'à accueillir des noms européens de tout premier plan, inondé qu'il est de débiteurs japonais, mais aussi, et surtout, de pas lésiner sur les derniers points de lesiner sur les dermers points de base ou centièmes de pour-cent. L'opération CCCR, dirigée par le Crédit suisse, se présente ainsi : 125 millions de francs suisses d'obli-pations à dix ans, émises à 100,75% du pair et munies de coupons de 4,75%.

Quelques heures plus tard, la Banque européenne d'investissement devait prouver que l'on pouvait, certes, solliciter le marché à des conditions encore plus favorables mais que la marge était très mince. Son emprunt de 200 millions de francs suisses, également dirigé par le Crédit suisse, a le même profil que celui de la CCCE, la seule diffé-

Dans un autre domaine, celui des obligations convertibles ou munies de warrants ou bons permettant l'acquisition d'actions, le marché suisse retient également l'attention d'un nombre croissant de sociétés. On s'intéresse en particulier à une formule nouvelle développée par la banque Julius Baer qui permet à des entreprises dont les titres ne sont pas encore répandus dans le public de lancer des emprunts de ce type. L'existence des bons de souscription d'actions est alors conditionnelle, elle dépend de la répartition du capital de la société.

Au cas où les actions ne seraient pas disponibles d'ici à l'échéance de l'emprunt, le remboursement se ferait avec une prime élevée, qui compenserait, pour le prêteur, l'inté-rêt annuel relativement faible que lui procurent les obligations. Si, au contraire, une partie du capital venait à être placée dans le public, le

d'une importante euro-émission qui d'une importante euro-émission qui deviait être émise sous peu pour le compte de la Banque mondiale, ce dont on se préoccupe, c'est du déve-loppement du marché intérieur japo-nais, celui des emprunts dits «samourais», c'est-à-dire lancés à Tokyo pour des débiteurs étrangers. La concurrence est intense entre les deux branches du marché international des emprunts en yen qui, à première vue, semblent pourtant tout à fait complémentaires.

Pour des raisons qui tiennent, notamment, à la structure des com-

sion en euro-yen. Les opérations en dollar des Etats-Ums, qui ont vu le jour la semaine passée, ont été lancées avant la publication des statistiques du commerce extérieur américain dont on redoutait un effet négatif que celui de la CCCE, la seule diffé-rence étant un prix d'émission supé-rieur de 0,25%, ce qui abaisse son plus récente, offerte par le truche-

prêteur serait en mesure d'acquérir des actions par le biais de bons de souscription. Dans ce cas, le remboursement des obligations se ferait finalement an pair. Suivant l'exemple de plusieurs sociétés allemandes, il est probable que des entreprises françaises retiennent une solution de ce genre pour leur prochain

japonais recommencent à manifester leur intérêt pour ce genre de titres. Les dernières opérations libellées en unités de compte européennes ont, en fait, surtout été montées à l'intention des investisseurs de Suisse. Le cercle des préteurs s'élargit sous l'influence de l'impressionnant succès de la première émission de bons du Trésor britannique en ECU.

Euro-yen ou samouraï?

Quant au yen, dans l'attente est de 8,69 %.

missions bancaires, l'euromarché, centré à Londres, paraît plus avantageux pour les opérations dont l'échéance est moyenne : le marché de Tokyo devrait l'être pour celles dont la durée de vie est de l'ordre de huit à dix ans. Mais la façon dont un emprunteur des antipodes, Western Australia Treasury Corporation (WACT), a été ballotté entre les deux tend à prouver l'existence d'une vive émulation. Les emprunteurs auraient tort de ne pas en pro-fiter. Tout indiquait, vendredi, que WATC allait finalement offrir cette semaine un « samoural » d'une durée de cinq ans aux conditions

Le compartiment du mark est Le compartiment du mark est présentement surchargé d'euroemprunts à dix ans d'échéance, émis à des conditions trop exignés et qui finissent par se traiter à des décotes qui ramèment leur rapport aux alentours de 6,20 % à 6,25 %. Pour ce qui est de l'ECU, les investisseurs ianonais recommencent à manifester.

ment de Merrill Lynch International pour le compte de l'américaine Liberty Mutual Capital Corpora-tion. Il s'agit d'un euro-emprunt de 150 millions de dollars à cinq ans, dont le taux d'intérêt facial est de 9,125% et dont le rendement brut

A entendre l'eurobanque de Merrill Lynch, qui ne tarit pas d'éloges sur le dynamisme du nouveau prési-dent du Crédit lyonnais, M. Habe-rer, ainsi que sur l'équipe dirigeante de cet établissement, on est en droit de s'attendre à ce que la grande ban-que française contre une rocitics de que française occupe une position de pointe dans les affaires financières internationales. Le Crédit lyonnais vient, précisément par l'intermé-diaire de Merrill Lynch, d'émettre des titres perpétuels subordonnés qui, comme l'avait été l'énorme transaction de Rhône-Poulenc montée plus tôt cette année, est destinée à être replacée dans le cadre d'une

opération à caractère privé propo-

sant un investissement à quinze ans.

La subordination de tout dernier rang qui caractérise ces titres et la possibilité, pour l'émetteur, de s'exo-nérer du paiement des intérêts sans vantes en font un instrument parti-culièrement intéressant pour la constitution de fonds propres. Le tanx d'intérêt est de 1,05 % au-dessus du Libor pendant les quinze premières années, ce paiement des intérêts au-delà de la quinzième année faisant l'objet d'un règlement forfaitaire à l'émission.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Faiblesse du dollar et du franc

début de la semaine et c'est arrivé. Le déficit commercial des Etats-Unis pour le mois d'août est remonté à 12,18 milliards de dollars, contre 9,5 milliards en juillet et 13,3 milliards en juin. Une lourde rechute pour la balance des échanges extérieurs américains et une forte déception pour des marchés des changes qui, toutefois, commençaient à l'anticiper, certains opérateurs médi-sant un déficit de 11 et même de 12,5 milliards de dollars. Ils furent amplement servis, et immédiatement, les cours du dollar fléchirent, revenant un moment à un peu au-dessus de 1,81 deutschemark et 6,18 F avant de se redresser légèrement à 1,8160 deutschemark et 6,20 F envi-

La fermeté du yen a été très remar-La fermeté du yen a été très remarquée, se manifestant avant même l'annonce du déficit commercial américain. Il est vrai que M. Satoshi Sumita, gouverneur de la Banque du Japon, avait publiquement estimé que le yen serait fort ces temps-ci. Cette déclaration, conjuguée avec une remontée de l'excédent commercial nippon à 7,7 miliards de dollars en septembre, a eu un effet magique. Ajoutons qu'à Tokyo, M. Allen Sinat, économiste en chef de la Boston Company et expert bien comm, a déclaré pany et expert bien comm, a déclaré que le dollar pouvait connaître me chute brutale à 120 yens ou moins encore. Les marges de fluctuations déterminées lors des accords du Louvre en février 1987, soit 180 à 140 yens pour un dollar, pouvaient être testées à nouveau, une révision de la fourchette pouvant amener le point bas de la flore tuation à 100-120 yens. De toute facon tuation à 100-120 yens. De toute façon, M. Sina' prévoit une baisse de 4% à 5% par an pour le dollar au cours des deux prochaines années. Et dire qu'au deux prochaines années. Et dire qu'au début de l'été la grande majorité des opérateurs voyaient le dollar rester ferme et même monter, au moins jusqu'à l'élection présidentielle américaine, début novembre! Le paysage vient de changer d'un coup. Cette faiblesse du dollar, au profit du mark, a eu des effets assez dévastateurs au sein du Système monétaire européen, où la devise allemande s'est envolée en haut de la erille des parités, entrafrant avec de la grille des parités, entraînant avec elle son satellite habituel, le florin néer-

Patatras! On le pressentait dès le habituel des monnaies dites faibles, ou francs de devises, récupérées pour une moins fortes, an choix, avec dans l'ordre décroissant la couronne danoise, le franc belge, le franc français et, naturellement, la lire italienne, bonne

Chose curieuse, c'est le franc fran-

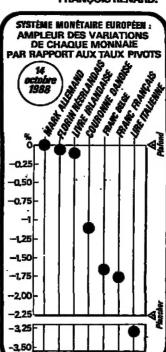
cais qui a le plus souffert de cette vigneur retrouvée du mark. A vrai dire, notre devise n'a pas vraiment été attaquée : simplement, le mark est fort et les capitaux affluent dans sa direction, d'autant que les excédents extérieurs allemands ont enregistré une nouvelle flambée. En août, l'excédent de la balance commerciale de la RFA s'est élevé à 9,3 milliards de DM, contre 6,5 milliards en juillet et 14 milliards en juin, ce qui porte à 79,6 milliards de DM (260 milliards de francs) le solde de cet excédent pour les huit premiers mois de l'année, contre 72,1 milliards de DM un an auparavant. Désespérant! Mais la balance des paiements courants, avec le solde des services, est redevenue fortement excédentaire : 4,8 milliards de DM en août (+71%) et 49,5% milliards de DM pour les huit premiers mois de 1988, contre 48.2 miliards pour la même période de 1987. Si l'on ajoute qu'à l'étranger on regarde avec une certaine inquiétude le développement des conflits sociaux en France et l'aggravation du déficit com-mercial, il n'aura pas été étonnant de voir le cours du mark battre son record historique vendredi 14 octobre, atteignant en pointe 3,4180 F avant de revenir à 3,4120 environ. Cette poussée au-delà de la barre fatidique des 3,41 F à deux centimes du cours plafond du mark à Paris, 3,43 F, a surpris car en novembre dernier - puis en mars, - la Banque de France avait « défendu » cette barre. Mercredi 12 et jeudi 13 octobre, effectivement, elle « stoppa » le mark à 3,4090 F, vendant 2,5 miliards de marks (8,5 miliards de F) en deux jours. Vendredi 14 octo-bre, en revanche, elle optait pour la « défense élastique », laissant filer le mark sans intervenir, visiblement désirense de laisser s'enferrer la spécula-tion, encore peu importante il est vrai. Elle évitait ainsi de gaspiller ses munitions, se rappelant qu'au début de novembre 1986 la défense de la mon-

Certes, rue de Rivoli, on déclare bien haut qu'- on tiendra - et qu'il ne servirait à rien de dévaluer ce qui est vrai, car une dévaluation ne ferait pas vendre une voiture de plus en Allemagne, tout au moins des Peugeot, faute de production suffisante. Mais on se demande ce qui se passera si dans une dizzine de jours, la publication des chiffres du déficit commercial français pour le mois de septembre donne un résultat aussi catastrophique qu'en août (9 milliards de francs). Même un peu moins mauvais, ce résultat et les suivants risquent de peser lourdement sur le franc.

Que fera alors la Banque de France? Cette semaine, elle s'est abs-tenue de relever son taux d'interven-tion, une telle mesure aurait alerté l'étranger et aggravé les choses. Mais, à la veille du weck-end, elle s'était arranla veille du week-end, elle s'était arran-gée pour faire monter le loyer de l'argent au jour le jour de 7 1/4 % à près de 8 % (7 7/8 %), par des moyens détournés. Mais, si les choses s'aggra-vent, elle n'aura pas d'autre solution que de relever à nouveau son taux d'intervention, d'abord au nivean où il soit 7 1/4 % et peut-être plus haut, entraînant le marché du long terme (voir ci-dessous).

Des perspectives peu agréables, sur-tout si le dollar continue de s'affaiblir et le mark de se raffermir. Tout naturellement, les rumeurs de réaménage-ment du Système monétaire européen ont recommencé à circuler, événement tout à fait improbable, du moins dans l'immédiat. Mais, en France, on risque de payer le maintien des parités du franc par une tension persistante des taux d'intérêt, ce qui mettrait un terme au beau rêve de M. Bérégovoy du moins dans l'immédiat, là aussi.

FRANÇOIS RENARD.



(La ligne inférieure danne ceux de la semaine précédente.) les reporter sur les échéances sui-

PLACE	Livre	\$EUL	français	Franc suisse	D. gaark	Franc belge	Florin	Lire italiana
New-York	1,7560	-	16,1342	65,2528	55,8660	2,6260	48,8639	0,873
	1,6980	-	15,7604	63,2911	53,6913	2,5621	47,6304	9,072
Parls	10,8836	6,1980	-	444,43	341,30	16,2762	392,86	4,586
	18,7738	6,3450		401,58	340,67	16,2567	382,21	4,571
Zarich	2,6910	1,5325	24,7262	-	84,3887	4,8244	74,3839	L,132
	2,6828	1,5890	24,9815	-	84,8322	4,9482	75,2568	1,138
Franciert	3,1888	1,8160	23,2997	118,50	-	4,7689	88,7368	1,342
	3,1625	1,8625	29,3538	117,88	-	4,7728	88,7116	1,341
Brazales	66,8648	38,08	6,1439	24,8482	209,69		18,6073	2,814
	66,2729	39,83	6,1513	24,7025	209,56	-	18,5901	2,812
Ameteréam	3,5936	2,8465	33,0185	133,54	112,69	5,3/42	-	1,512
	3,5650	2,8995	33,8890	132,88	112,72	5,3792		1,512
Milen	2375.87	1353	218,30	882,87	745,04	35,5384	66L12	
	2356,82	1388	218,75	878,48	745,23	35,5624	661,11	_
Tokyo	223,71	127,40	205,55	83,1321	78,1541	3,3456	62,2526	0,894
	226.34	133.36	210.09	84,3671	71,5765	3.4153	63,4913	8,896

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 10 AU 14 OCTOBRE

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 14 octobre, 4,8650 F contre 4,7599 F le vendredi 7 octobre.

MATIERES PREMIERES

Rupture soviéto-américaine sur les céréales

C'est de nouveau sur un échec que se sont achevées, le vendredi 14 octobre, les négociations à Lou-dres entre Américains et Soviétiques sur le renouvellement de l'accolde céréalier quinquennal qui lisit les deux pays depuis 1983. Arrivé à son terme le 30 septembre dernier, cet arrangement par loquel Moscou s'engageait à acheter tous les ans 9 millions de tonnes de céréales (blé et mais principalement) à Washing-ton est l'objet depuis un an de discussions aussi acharnées que vaines. « Les deux parties ont émis de nou-velles propositions, mais hélas inacceptables pour les deux côtés », commentait vendredi le responsable de la délégation soviétique M. Yuri Chumakov, sans préciser les motifs du désaccord ni la date d'une prochaine rencontre. En réalité, la renégociation de cet accord s'inscrit dans le contexte très particulier de la campagne présidentielle américaine, dont Moscou tente de tirer le meil-

lenr parti. Les dernières estimations du département américain de l'agricul-ture montrent que l'impact de la sécheresse sera moins sévère que prévu sur le volume et surtout la

	PRODUITS	COURS DU 14-10
	Cuitre h. g. (Louins) Trois mois	1 515 (+ 15) Livres/tonns
	Altendalem (Lectus) Trois mois	2 175 (- 63) Livres/tonno
	Nickel (Lasks) Trois mois	18 658 (- 550) Dollars/tonne
ı	Secre (Pais) Décembre	1 600 (- 79) France/tonne
	Café (Ludea) Novembre	1 122 (= 35) Livres/tonne
	Cacae (New York) Décembre	1 283 (+ 5) Dollars/conne
į	Bié (Chicago) Décembre	428,75 (- 5,25) Cents/boissests
	Mets (Chicago) Décembre	293,75 (- 8,25) Cents/boisseau
	Soja (Chicago) Décembro	261,29 (+ 5,90) Dollars/t. courte
- 1		

Le chiffre entre perenthèses indique la

qualité des récoltes de soja et de mais. Dans ce contexte, les fermiers font le siège des responsables américains au pouvoir – de l'entourage de M. George Bush en particulier – pour activer la signature d'un nouvel arrangement céréalier. Conscient, de cette pression électorale les en 1983 un accord céréalier qui de cette pression électorale, les Soviétiques veulent en profiter pour obtenir des Etats-Unis des facilités accord. Celui-ci prévoyait ainsi que Moscou pouvait importer jusqu'à 12 millions de tonnes de grain sans supérieures à celles du précédent 12 millions de tonnes de grain sans consultation préalable avec les auto-rités américaines.

Anjourd'hui, le Kremlin aimerait relever ce plafond à 20 millions de tonnes. Le 13 octobre, les Soviéti-ques ont créé une certaine sensation en feignant de se satisfaire, dans l'immédiat, du renouvellement de l'accord pour une seule amée, quitte à négocier plus tard sur un arrange-ment de long terme. Interloqués, les Américains ont préféré rester sur leurs positions. Il semble décidément plus facile, entre Moscon et Washington, de parler de désarme-ment que de grain. Même si les Etats-Unis ont vendu officiellement 4 millions de tonnes de mais aux Russes depuis le 1 e septembre.

Ces échecs en série des discus sions céréalières traduisent aussi la relative prudence des Soviétiques vis à-vis des propositions améri-caines de suppression dans les dix ans de toutes les subventions agricoles au sein du Gatt (accord géné-ral sur les tarifs dousniers et de commerce). S'ils ne doment pas un crédit considérable au démocrate Michael Dukakis, les Soviétiques savent qu'en son temps, il avait jugé ces propositions irréalistes et contraires à l'intérêt de l'agricul-ture. Ce discours tinte agréablement à l'oreille de Moscou, qui aimerait voir les Républicains infléchir leur

Une fois encore, c'est l'acheteur - les Soviétiques en l'occurrence qui semble prendre l'ascendant sur son vendeur américain. Depuis l'embargo céréalier des Etats-Unis décrété en 1980 par le président d'alors, M. Jimmy Carter, à l'encontre de l'URSS (après le « coup de

en 1983 un accord céréalier qui comprenait une clause interdisant le recours à cette arme. L'instauration de l'état d'urgence à Varsovie n'empêcha pas le grain américain de gagner les ports de la mer Noire.
Depuis lors, les Soviétiques ont
trouvé des fournisseurs plus compréhensifs eucore que les Etats-Unis, et
l'Amérique a du débourser de substantielles subventions en nature pour reconquérir sa part du marché sovié-tique. C'est pour l'instant chose faite. Mais les Soviétiques ont mon-tré ces jours-ci à Londres que rien

ERIC FOTTORINO.

L - Activité et résultats du groupe :

II. - Activité et résultats de la société mère Avions Marcel De

mier semestre 1987. Le pourcentage des ventes export atteint 74 %.

Le montant des commandes enrepistrées au cours du premier semestre 1988

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1988 s'élève à 9 milliards 625 mil-

Le bénéfice au 30 juin 1988 s'élève à 431,9 millions de francs avant impôt, par-

Le président a par ailleurs souligné que l'endettement de la société, qui était de

12,7 milliards de francs à fin 1987 a été ramené à 10,2 milliards de francs à fin juin

- la notification par l'Etat en avril du marché de développement du Rafale;

— l'absorption de la Générale de mécanique aéronantique (GMA) en juin avec effet rétroactif au 1 « janvier 1988, et que les effectifs de la Société ont été ramenés de 15 155 personnes au 31 décembre 1987 à 14 381 personnes au 30 juin 1988.

Il a en outre rappelé que le premier semestre 1988 avait été marqué par :

atteint 9 milliants 280 millions de francs, nous permettant d'espérer un montant total de prises de commandes pour l'année 1988 supérieur à celui de 1987.

lions de francs contre 6 milliards 567 millions de francs au 30 juin 1987. Les ventes civiles ont angmenté de 34,5 % et les ventes militaires de 52 % par rapport au pre-

ticipation et intéressoment des salariés, à comparer à celui du premier se 1987, qui était de 42,5 millions de france.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'ombre du franc

n'ont finalement pas trop déprimé le

MATIF. le cours de l'échéance

décembre se maintenant d'abord un

peu au-dessous de 107 pour plonger toutefois à 106,25 et terminer la

déprimé, en revanche. Les investis-

seurs institutionnels observent plus que jamais une réserve prudente, ce qui, cette semaine, a eu des résultats

spectaculaires sur l'accueil réservé

Le marché obligataire est

semaine un peu mieux, à 106.40.

L'optimisme indéfectible du marché de Paris a pris un petit coup sur le nez cette semaine, avec, d'abord, la rechute de la balance comme dans la seconde partie de la semaine. Certes, la Banque de France n'a pas comme la numeur en courait par avance, mais elle a tout de même manié l'arme des taux en faisant,

ciale américaine (voir ci-dessus) et ensuite l'accès de faiblesse du franc relevé son taux d'intervention, l'argent au jour le jour.

aux émissions nouvelles. Ainsi, l'emprunt de 2 milliards de francs à dix ans lancé jeudi par la Banque européenne d'investissements (BEI) se révélait une formidable «colle» à AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS **AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION** la veille du week-end, une «glu» RÉSULTATS DU 1" SEMESTRE 1988 épaisse avec, quasiment, pas de Le conseil d'administration, réuni le 13 octobre 1988 sous la présidence de M. Serge Dassault, a examiné les comptes du premier semestre 1988. souscripteurs, du moins dans l'immédiat, et la peu agréable pers-pective, pour le Crédit lyonnais, chef de file, de devoir, le cas L – Activité et résultats de groupe:

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 9 milliards 933 millions de francs enregistrant ainsi une progression de 62 % par rapport à la même période de 1987.

Le bénéfice consolidé avant impôt, participation et intéressement des salariés et après retraitements de consolidation, s'établit à 425 millions 275 000 F contre 243 millions 378 000 F au premier semestre 1987. échéant, le porter un certain temps.

La raison de cet accueil glacial? Des rendements jugés trop «tirés» (8.58 %) dans un marché maussade et des commissions de placement plus réduites, sachant par ailleurs que le marché de Paris affectionne peu les émissions supranationales de la BEI, malgré la sécurité du « papier». Autre raison, la sortie de cet emprunt est intervenue après le lancement des 2 milliards de francs de la Caisse nationale des télécom-munications (CNT) en début de semaine. L'emprunt CNT, traditionnellement mieux apprécié, a un peu moins « collé » aux doigts que celui de la BEI, malgré une sorte décote du flottant sur le «marché gris» (1,50 % à 1,10 %) : et des achats ont été notés.

En revanche, l'emprunt de 410 millions de francs à douze ans

de la Caisse nationale du Crédit mutuel s'est placé dans le réseau comme des petits pains, le taux nominal de 9 % faisant la joie des

Sur le front des SICAV court terme, dites de trésorerie, la progression des encours s'est nettement ralentie en septembre, avec une pro-gression de 6,5 milliards de francs à 616,6 milliards de francs (+ 1,1 %) contre un bond de 23 milliards de francs en août (+3,9 %), selon les statistiques de TGF. Les SICAV dites « monétaires », c'est-à-dire celles qui détiennent, en permanence, plus de 75 % de leur actif en valeurs de courte durée (rémérés, bons du Trésor, billets de trésorerie) n'ont pratiquement pas augmenté, leur encours ne progressant que de 0,6 milliard de francs à 424,2 milliards de francs, les rachats nets étant estimés à 2,1 milliards de francs. Ce sont les SICAV dites régulières (obligations à taux fixe de durée courte ou à taux variable) qui se sont distinguées, avec une avance de 6,3 milliards de francs, à 139.9 milliards de francs. Dans les réseaux, le Crédit agricole frôle les 100 milliards de francs (99,2 milliards) avec une progression de 3,7 milliards, sa part de marché pas-sant à 16,1 %, le groupe Caisse des dépôts (Ecureuil, Poste, CDL et Trésor public) gagnant 2,4 milliards de francs à 41,1 milliards de francs, la BNP s'élevant à 82,6 milliards de francs (+ 1,8 milliard de francs) avec 13,4 % de marché, tandis que le Crédit lyonnais restait stable à 49.7 milliards de francs (8,1 %) et que la Société générale perdait 1,3 milliard de francs (6,8 % du marché).

Le Monde

ÉTRANGER

- 3 Le conflit saharien. 4 Nicaragua : coups durs
- pour la Contra. 5La rencontre entre MM. Kohl et Mitterrand.

rendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. 8 Michel Charasse le Gau-

DÉBATS

POLITIQUE

6 La campagne pour le réfé-

2 li y a deux cents ans, l'abbé Grégoire « régéné-rateur » des juifs.

SOCIÉTÉ

- 9 Au congrès de la CSA, la difficile recherche d'un
- Les entraves à la diffusion de la Dernière Tentation

 La modernisation des missiles du plateau d'Albion.

14 Education : Sports.

du Christ.

consensus sur l'avenir des - COMMUNICATION.

CULTURE

10 Sophonisbe, de Comeille.

ÉCONOMIE

11 Fayrouz à Bercy.

15 Une semaine d'agitation

16 Epreuve de force gouver nement-syndicats dans k fonction publique.

Revue des valeurs. 17 Crédits, changes, grande

TÉLÉMATIQUE

• Un ceil sur la cote, l'autre 36-16 tapez LMBOURSE Chaque matin : le mini-

journalJOUR ● L'actualité française et mondiale en direct 24 h

sur 24FLASH 36-15 tapez LEMONDE

A partir de 1990

Les Douze libéraliseront leurs marchés publics de travaux

LUXEMBOURG (Communautés européennes) de notre correspondant

Les ministres des Etats membres de la CEE chargés de l'achèvement du marché intérieur européen ont abouti, le 14 octobre, à un accord sur la libéralisation des marchés publics de travaux. La directive des Douze entrera en vigueur an début de 1990 et deux ans plus tard pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Cette décision fait suite à celle prise en mars dernier pour l'ouverture des marchés de fournitures, qui sera effective au 1^{er} janvier prochain (le 1" mars 1992 pour les trois pays

Les secteurs de l'énergie, des transports, des télécommunications et du traitement et de la redistribu-tion d'ean potable, qui font l'objet d'une négociation séparée, ne sont pas couverts par la nouvelle réglementation. Les modifications appor-tées par les Douze aux normes de

1971 étendent le champ d'application et ont pour objectif de rendre plus transparentes les procédures de passation des marchés (normes et spécifications techniques, règles et probabilités, etc.).

Les contrats de moins de 5 milbénéficier.

A Bordeaux

Un procès attendu comme un test politique par les nationalistes corses

Lundi matin 17 octobre, s'ouvre à Bordeaux le procès de Felice Tomasi et Charles Pieri, militants nationalistes corses, membres présumés de l'ex-FLNC. Ils sont accusés d'avoir participé, le 11 février 1982. à une action commando dirigée légion étrangère installé à Sorbo-Ocagnano, en Haute-Corse. Au cours de cette opération de mitraillage, un militaire, Renato Rossi, était tué. Un . autre, Maurice Steinte. était grièvement blessé. Au-delà des faits, niés par les deux prévenns, l'affaire connaît un large retentissement en Corse.

BASTIA

de notre correspondant

Ce procès sera vécu comme étant plus politique que judiciaire. La nature et la composition de la cour spéciale en sont une première indication. La cour sera composée de sept magistrats professionnels, le verdict étant rendu à la majorité de quatre voix. De plus, le nouveau climat politique qui se développe en Corse depuis la réélection de M. François Mitterrand et la trêve récemment renouvelée de l'ex-FLNC ont créé les conditions d'un large consensus politique entre les Corses, concrétisé jeudi par l'adoption à une large majorité de l'Assemblée corse d'une motion qui affirme la reconnaissance du peu-ple corse dans le cadre de la Constitution française) (le Monde du 14 octobre).

Depuis, chacun s'accorde à reconnaître que « la balle est dans le camp du gouvernement ». L'ex-FLNC n'a pas manqué de le rappeler à plusieurs reprises. Et en annoncant la prolongation de sa trêve, le 30 septembre, il a évoqué le procès de Bordeaux en affirmant : « Nous pourrons juger de la volonte politique du gouvernement à la teneur du verdict. Il démontrera dans les faits et non dans les discours si cette volonté est réelle ou illusoire. » Sur place, en Corse, les organisations nationalistes appellent régulière-ment à des manifestations de soutien (la dernière devait avoir lieu samedi) à Tomasi – qui est en détention préventive depuis cinq ans et sept mois- et Pieri.

· Procès politique? Difficile qu'il en soit autrement l Les accusés sont des militants politiques à l'engagement irréprochable. Le tribunal de la cour spéciale de Bordeaux formée uniquement de magistrats professionnels ne l'est pas moins. Le verdict le sera tout autant », répond aux journalistes M. Antoine Acquaviva, le porteparole de A Ristosta, l'association humanitaire d'aide aux « prisonniers politiques corses ». Les avocats plaideront l'acquittement tions d'ECU (35 millions de francs) échappent au contrôle de la Communauté. Des exceptions sont également prévues pour « les travaux secrets et les entreprises locales implantées dans des régions réputées en difficulté. Cette notion de * préférence régionale » a été fortement contestée par M= Edith Cresson. Le ministre français chargé des affaires européennes a tout de même obtenu de ses partenaires que la Commission européenne délimite de manière précise, avant l'application de la directive, ce que seront les avantages offerts et dans quelles conditions les sociétés pourront en

sier qui puisse motiver une quelcon-que condamnation ». Ce procès prend donc, ici, valeur de test de la volonté du gouverne-ment d'être à l'écoute de l'évolution de la situation générale en Corse, même si le gouvernement, qui multiplie les signes d'attention à l'égard de la Corse, rappelle, par la voix de M. Pierre Joxe, le principe de l'indédance des juges. Chacun sait

« parce qu'il n'y a rien dans le dos-

aussi que la cour spéciale devant laquelle Felice Tomasi et Charles Pieri comparaîtront est une juridiction de même type que celle qui a jugé Georges Ibrahim Abdallah a comparu. L'indépendance des juges et l'intérêt de l'État coïncideront-ils à Bordeaux? En Corse, beaucoup

MICHEL CODACCIONI.

La situation dans les territoires occupés

Un Palestinien tué et dix autres blessés

Jérusalem. - Un Palestinien a été tué et dix autres ont été blessés par balle, le vendredi 14 octobre, lors des heurts entre manifestants et forces de l'ordre qui out marqué une nouvelle journée de grève générale organisée par la « direction unifiée » du soulèvement dans les territoires occupés. Amar Muhammad Al Assi. vingt-deux ans, a été tué lors d'une opération de ratissage de l'armée sraélienne dans le village de Kafr-Malik, dans la région de Ramallah (nord de la Cisjordanie). En Cisjordanie, un Palestinien a été grièvement blessé dans un même village, trois out été atteints à Naplous deux dans les camps de réfugiés de Balata et d'Askar et un septième à Ramallah. Dans la bande de Gaza. un Palestinien a été blessé dans la ville de Gaza, un autre à Rafah et un troisième dans le camp de réfugiés de Jabaliya.

La « direction unifiée » avait appelé la population à faire grève en souvenir des victimes du « massacre de Qoubiya ». Dans la nuit du 14 au 15 octobre 1953, à la suite du meurtre d'une Israélienne et de ses deux enfants à Kfar-Yahoud, près de Tel-Aviv. une unité de commando israélienne, la « 101 », commandée par le général Ariel Sharon, lieute colonel à l'époque, avait lancé une opération de représailles contre un village de Cisjordanie, Qonbiya, situé à l'ouest de Ramallah. Au cours de cette opération, soixanteneuf civils palestiniens avaient été tués, dont des femmes et des enfants t trouvé refu caves des quarante-cinq maisons dynamitées par les militaires israé-

Par ailleurs, cinq maisons ont été détruites par les autorités israéliennes dans le village de Bidya, en Cisjordanie occupée. Elles apparte-naient à des Palestiniens accusés d'avoir assassiné, il y a une semaine, le maire de co village, Mustapha Abou Bakr, suspecté de « collaboration » avec l'armée israélienne. (AFP.)

Les infirmières consultent leur base

SERVICES

Météorologie 14

Mots croisés14

Spectacles 12

Régions 13

La coordination nationale des infirmières, réunie samedi 15 octobre à Paris, devait décider de la suite à donner à son mouvement de protestation après avoir consulté la base sur les mesures prises par le gouvernement. Si la fédération Santé de la CFDT est plutôt favorable à ces mesures, la position des autres syndicats est plus mancée. La CGT, qui souligne «le fossé» séparant les revendications des infirmières des propositions du gouvernement, appelle à la continuation de la grève.

De son côté, M. Clande Evin, ministre de la unté, considère qu'un accord est en bonne voie du fait de «l'arance significative dans les négociations ». Mais « cet accord ne pourra être ang-menté par la pression de la rue », a ajouté le

A la demande du premier ministre, les préfets ont été chargés d'expliquer, dans la journée de samedi, les décisions du gouvernement aux syndicats et aux diverses coordinations d'infirmières, dans chaque département.

A Broca, un hôpital sans histoires

« Nous sommes usées, cassées, démoralisées »

lci, au cœur du treizième arrondissement de Paris, c'est un peu la France hospitalière profonde. L'hôpital Broca n'est pas un fieuphare de la contestation. Centre de longs et moyens séjours pour quatre cents personnes âgées, toires. Plus exactement, c'était. Comme un feu de maquis, l'effervescence a gagné toutes les catégories d'un personnel pourtant

Vendredi après-midi, le petit local du rez-de-chaussée transformé en bureau de vote ne désemplit pas. Quelques infirmières en fin de service louchent sur leur montre : 16 h 30, il serait temps d'aller récupérer les enfants à l'école. Elles attendent cecendant le dépouillement. Le « non » aux propositions ministérielles l'emporte par 149 voix contre 10. C'est à peine si les infirmières s'intéressent aux promesses d'augmentation des salaires: « A quoi bon gagner plus, si on doit continuer à galérer dans les mêmes conditions de

Une galère, cet hôpital flam 1982 ? « C'est vrai qu'il est plutöt chouette, notre établis unités de soins et le matériel sont manque de personnel est dramati-

Le niveau zéro des hospices

Les mille cinq cents créations de postes annoncées par le gou-vernement font sourire. « Cela représente moins d'un poste par opital, alors qu'à Broca il en faudrait 60 uniquement pour assurer les remplacements », a calculé un représentant de la CGT. Justement, une surveillante sort de

l'ascenseur avec à la main le planning de son service. Un insarument de torture, ce planning. « Je suis désespérée, dit-elle. Comment faire tourner une unité avec seulement deux agents ? On est revenu au niveau zéro des hospices du début du siècle. >

Au lieu des quatre cent vingt employés prévus à l'ouverture, l'effectif est resté bloqué à trais cent soixante-douze personnes. Mais, en six ans, les vieillards ont vieilli, leur handicap s'est alourdi. Le personnel aussi très jeune et enthousiaste a évolué. « Aujourd'hui, les congés maternité sont nombreux, explique une surveillante. De plus, on assiste à une véritable épidémie de lombalgies. En manutention de malades, une aide-soignante peut soulever jusqu'à deux tonnes et demie par jour. » Or la règle en vigueur est le non-remplacement des agents en

Parer au plus pressé

jour laver, habiller, changer et faire manger quarante personnes âgées, pour une bonne moitié entièrement dépendantes, voire démentes. Pour cela, il y a une infirmière et trois ou quatre aidessoignantes. Parfois moins. «Le week-end, à Broca, c'est l'enfer, raconte l'une d'entre elles. Quand on se retrouve au self, on ne se parle même pas, on est mortes de fatigue. » De surcroît, il y a le sentiment du devoir mal accompli : « On n'a pas toujours le temps de les doucher. On les gave et... on

Les infirmières en grève comptabilisent leurs jours de récupération non pris : vingt pour l'une, vingt-cinq pour une autre. Mais surtout, elles remâchent leur

gériatrie n'est visiblement pas prise en compte : ici, les actes médicaux ne sont pas l'essentiel du travail. Or ce sont ceux qui servent à l'établissement des fameux ratios des effectifs. « Pourquoi habiller et asseoir une personne âgée dans son fauteuil si on n'a pas ensuite le temps de lui offrir un projet de vie ?, s'interroge cette infirmière. Sans sa dimension humaine, notre travail perd tout son sens. »

Les actions d'animation ont fait la réputation de Broca. L'an demier, des personnages âgées, accompagnées de membres du personnel, sont allées en vacances sur la côte normande : à cette occasion, certaines ont retrouvé une autonomie depuis longtemps oubliée. La même opération prévue cette année à Noirmoutier a été annulée par manque de personnel.

Depuis le 29 septembre, premier jour de grève, un service minimum est assuré. Il ressemble itrangement au service normal. « On ne voit pas ce qu'on pourrait naire nous ne faisons que parer au plus pressé. > Les familles des malades sont sensibles à la décradation ressentie par le personnel : certaines d'entre elles ont signé une pétition de soutien. Quels que soient les résultats des négociations au niveau national. le personnel de Broca est déterminé à mener une longue bataille en coordination avec les autres établissements gériatriques de l'assistance publique de Paris, pour l'augmentation des effectifs. démoralisées, dit cette infirmière, alors même que notre tâche est de donner envie de vivre aux

JEAN-JACQUES BOZONNET.

400 millions de francs pour l'allocation-logement des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion

DUNKERQUE de notre correspondant

400 millions de francs vont être prochainement débloqués, sous forme d'allocation-logement spécifique en faveur des locataires des secteurs public et privé, qui percevront le revenu minimum d'insertion. C'est ce qu'a indiqué M. Alain Maugard, directeur de la construction an ministère de l'équipement et du national des directeurs d'office HLM, qui se tenait jeudi 13 et vendredi 14 octobre, à Gravelines, dans le Nord. Il a également annoncé la resonte progressive des dissérentes aides à la personne en une seule, mesure demandée par le mouvement HLM depuis plusieurs années. Dans un premier temps, cette refonte pas-sera par une phase transitoire, fai-sant appel à la solidarité. En clair, on donnera un peu plus aux ménages

Le munéro du « Monde » daté 15 octobre 1988 a été tiré à 524 122 exemplaires

à bas reveaus et un peu moins aux

rent comme le désengagement de l'Etat en matière d'aide à la personne et à la pierre. Tout en reconnaissant l'importance de la gestion, ils ont réaffirmé la primauté de l'aspect social de la vocation des HLM. Report du paiement des impôts

Au cours de leur congrès, les

directeurs des offices publics

d'HLM out exprimé leur crainte à l'égard de l'évolution du marché

locatif social et de ce qu'ils considè-

au 18 octobre minuit La date limite de paiement des impôts directs (impôts sur le revenu, impôts locaux, taxes sur les salaires et, le cas échéant, impôts sur les sciétés) est reportée du 15 octobre au mardi 18 octobre à minuit, indi-que un communiqué de M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget. Cette décision, traditionnelle,

due au fait que, cette année, la date limite habituelle du 15 octobre tombe un samedi. Les contribuables auront donc un week-end de grâce sans encourir la majoration de 10% pour paiement tardif.

(Publicité)

REUNION PUBLIQUE

Fédération pour une gauche alternative (FGA) 42, rue d'Avron, 75020 PARIS

« Les causes et les perspectives de l'intifada en Algérie »

avec la participation de Mohammed HARBI, Denis BERGER, Gilbert MARQUIS et Mohammed BELHADJ

Samedi 15 octobre à 20 h 30 Salle de l'AGECA — 177, rue de Charonne, 75011 PARIS,

métro: Alexandre-Dumas

D Е

EN BREF

• Inondations du Gard : ation du chômage partiel. - Après l'effort consenti par les par-tenaires sociaux au sein de l'UNEDIC, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a décidé, le 14 octobre, d'aider à l'indemnisation du chômage partiel provoqué par les inondations de Nîmes et de sa région. Les ASSE-DIC verseront 85 F par jour et par personne en chômage technique. l'Etat versant pour sa part 21 F par jour et par personne. L'indemnisation est attribuée à compter du premier jour du cataclysme et est prévue pour un maximum de quatre semaines. Quatre mille salariés nîmois ont été privés de leur emploi, la première semaine, mais ce chiffre diminue à mesure que les entreprises rouvrent leurs portes.

 Les éleveurs de moutons aquiets d'un nouvel accord CEE-Nouvelle-Zélande. - « Nous ne voulons pas faire la guerre du mouton, mais simplement dire que nous en avons assez », a déclaré M. Claude Métayer, président de la Fédératon nationale ovine (FNO). La Commission européanna se propose de présenter au conseil des ministres de l'agriculture un projet d'accord l'envoi en Europe de 205 000 tonnes de viande congelée (contre 245 000 tonnes actuellement) et de fixer à 6 000 tonnes les ventes de viande fraîche, avec une augmentation de 1500 tonnes par an pour atteindre 10500 tonnes en 1992. Salon les éleveurs de moutons, ce projet ne tient pas compte de la présentation de la viande, et il faudrait interdire l'arrivée dans les pays du Marché commun de morceaux préparés, faute de quoi on entraînerait une « diminution dramatique » de la

production française.

• Société de droit européen : opposition britannique. - La Grande-Bretagne s'est fermement 14 octobre, à Luxembourg, lors d'un conseil des ministres chargé du mar-ché intérieur de la CEE, sur le projet de création d'un « statut européen » pour les entreprises présentes dans plusieurs pays de la Communauté. Ce projet de la Commission européenne, rendu public en juin demier. vise à offrir aux sociétés de dimension européenne qui le souhaite raient, sur le plan fiscal, un statut simplifié et unifié, et sur le plan social, des possibilités nouvelle représentation des seleriés. - (AFP.)

• L'Etat supportera 50 % du coût de la traversée de Lille par le TGV. – M. Michel Delebarre, ministre des transports, a annoncé, le 14 septembre, que la traversée de Lille par le TGV serait subventionnée par l'Etat pour moitié. Le surcoût de cette traversée par rapport à une voie évitant l'agglomération est évalué à 800 millions de francs. Lorsqu'il était premier ministre, M. Jacques

Chirac avait décidé que l'Etat ne supporterait que 25 % de cette somme, le reste devant être fourni par les collectivités locales concemées • Mise en chantier de la première usine d'enrichissement d'uranium privée au Japon. - La société japonaise Japan Nuclear Fuel Industries a ouvert, le 14 octobre, le chantier de la première usine privée d'enrichissement d'uranium, à Rokkasho, dans le nord de Hokkaïdo. Elle compte l'achever en 1991 maigré l'opposition des militants anti-nucléaires et des habitants de la région. Cette usine, qui représente un investissement de 180 milliards de yens (8,5 milliards de francs), sera la première d'une série de trois qui comprendra une unité de recyclage et une installation de stockage de

déchets radioactifs. ● ATHLÉTISME : nomination d'un nouveau DTN. - Le président de la Fédération française d'athlétisme, M. Robert Bobin, a nommé Serge Bord, directeur technique national en remplacement d'Alain

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS 36.15 LEMONDE

